

Der #Luc aus Mamer

Vor einer Woche hat der Mamer Gemeinderat den 49-jährigen Juristen und hohen Beamten Luc Feller zum neuen Bürgermeister gewählt. Ein Porträt

Moral oder Magie

Im Oktober saß Kardinal Jean-Claude Hollerich an der Spitze eines vierwöchigen Versammlungsmarathons. Eine Zwischenbilanz über einen Kleriker, der zwischen *Aisthēsis* und Kirchenpolitik mäandern muss

Immer schön weiter

Quo vadis, Tram? Wie der Abschnitt in der Avenue de la Porte-Neuve zum politischen Hindernis des Ausbaus werden könnte

Attraction de parcs

Les parcs et jardins modèlent l'image des villes. Leur développement tient à des volontés politiques que les enjeux écologiques exacerbent

Lettres à Luc

Finance, économie, justice. Florilège des demandes formulées par les différents groupes d'intérêts au formateur devenu Premier ministre

Photo : Olivier Halmes



Lettres à Luc

Pierre Sorlut

Finance, économie, justice. Florilège des demandes formulées par les différents groupes d'intérêts au formateur devenu Premier ministre

Lors de son premier *Background am Gespréich* en tant que Premier ministre, moins d'une semaine après son intronisation, Luc Frieden a reconnu que l'accord de coalition avait été « pour partie » influencé par des revendications de groupes d'intérêts. Le *Land* avait notamment souligné la satisfaction aux demandes du Barreau dont le chef du gouvernement est lui-même issu (*d'Land*, 24.11.2023). Des revendications qui, soit dit en passant, ne choquent pas par leur nature. Sur *RTL*, le Premier ministre a également souligné la publication en ligne de l'ensemble des courriers reçus par le formateur qu'il était (entre le 9 octobre et le 16 novembre) en vue de la rédaction d'un programme de travail pour la mandature menée par le CSV et le DP. « Déi aner Bréiwer, déi sinn net vergiess », a promis le chef de file des chrétiens sociaux. Des lettres, le formateur en a reçu plus d'une centaine. C'est davantage qu'en 2013 et 2018. Quelle méthode a été retenue pour digérer ce millier de pages soumises et publiées sur *gouvernement.lu* ? Le cabinet de Luc Frieden informe que l'accord de coalition reflète avant tout les programmes électoraux de la CSV et de la DP, et lors de sa rédaction, « tous les documents soumis au formateur ont été considérés ». Voici les morceaux choisis pour la partie économie et finance, domaine d'appétence du nouveau chef de gouvernement et principale préoccupation de l'électorat.

Classic Hardcore Des institutions consultatives rédigent des recueils très détaillés. Le Conseil économique et social, par exemple, rassemble sur 170 pages son *best of* de la mandature écoulée. Une analyse très pointue avec des propositions concrètes qui ont pu échapper aux observateurs, comme mettre à la disposition de l'Administration des contributions directes (ACD) les « moyens nécessaires à l'accélération et à la finalisation de ses projets informatiques permettant la livraison de données pertinentes au Statec ». S'ajoutent des suggestions frappées au coin du bon sens. Par exemple se préparer à une nouvelle crise pandémique en faisant le bilan de la précédente (ce qui n'a pas été fait) : « Réfléchir à un nouvel équilibre, entre une spécialisation économiquement soutenable et une diversification économique sur des créneaux moins, voire non compétitifs (en situation normale), ceci pour des raisons de sécurité alimentaire et de sécurité économique nationale »,

écrit-on rue Erasme. On y conseille aussi de considérer « la croissance et la productivité sous l'angle social (répartition juste des gains de productivité) et environnemental (utilisation responsable des ressources limitées), en impliquant les partenaires sociaux dans ces discussions ». La croissance est l'étoile du berger de la nouvelle coalition. On verra pour la durabilité.

Sur 28 pages, la Chambre des métiers détaille, elle, un paquet de mesures au nom de ses ressortissants. Avec 103 000 emplois, la CdM se dit premier employeur du pays et embraye rapidement sur la crise du secteur de la construction. Elle demande, à l'instar d'autres groupes d'intérêts, des reports de marchés publics pour compenser l'affaissement de la demande privée. En revanche, il faudrait limiter l'évolution du nombre d'agents de l'État en augmentant l'efficacité de l'appareil par la digitalisation ou la simplification des procédures administratives. Un « État moderne » est invoqué dans l'accord de coalition. Le poids de l'administration apparaît comme une préoccupation majeure du patronat. Selon les procès verbaux des réunions avec l'Inspection générale des finances (aussi publiés), le poids de la charge d'intérêt et les augmentations de salaires liées à l'indexation ont surpris après la présentation du pacte de stabilité et de croissance en avril. Pour la Chambre des métiers, le système de rémunération du secteur public devrait être lié à la performance des collaborateurs.

« Nous ne pouvons passer sous silence le fait que le niveau salarial de la fonction publique exerce une énorme pression sur les entreprises. Leurs collaborateurs se ruent en masse sur toutes les offres d'emploi des secteurs public et communal », écrit la Fédération des artisans dans son courrier de onze pages. Le niveau de rémunération et la sécurité de l'emploi absolue dans l'administration constituent une concurrence que les entreprises artisanales « ressentent comme déloyale » pour des postes de travail souvent placés dans le « giron de la commune et qui avant cela étaient adjudiqués aux entreprises privées ». Pour les artisans, les communes devraient « cesser la pratique malsaine et économiquement non rentable de créer des entreprises et autres initiatives

publiques là où le marché fonctionne normalement et où les marchés publics pourraient apporter une véritable plus-value économique ».

Loin des mots doux glissés par l'association des cadres fonctionnaires de l'administration gouvernementale. « Les membres du conseil d'administration vous adressent par la présente leurs félicitations les plus sincères pour votre remarquable succès lors des récentes élections. Votre résultat montre qu'une grande partie de la population a confiance dans votre engagement pour le bien-être de notre nation (...). Votre leadership inspirant a sûrement été un catalyseur du changement », écrit l'Acfa. Mais les patrons savent aussi se montrer respectueux. « Monsieur le formateur, nous vous félicitons très chaleureusement », écrivent Carlo Thelen et Fernand Ernster, respectivement directeur général et président de la Chambre de commerce, que Luc Frieden a quitté en début d'année. On retrouve dans le courrier de l'institution patronale (25 pages) la tonalité de l'accord de coalition : seules des entreprises compétitives et rentables « peuvent garantir la pérennisation de notre modèle social enviable ». Les patrons demandent le « rétablissement de la compétitivité », sous entendant qu'elle a disparue au cours des dix ans de coalition gambienne. Est rappelé le poids de la place financière, 25 pour cent du PIB, 130 000 emplois (direct et indirects), 75 pour cent des impôts directs. Là voilà qui s'exprime.

Totem, moi non plus Un « Cher Luc » amical, est ajouté au stylo au-dessus du plus formel « Cher Monsieur Frieden » en lettres imprimées, comme le reste du courrier envoyé par le lobby des banques et signé par Jerry Grbic (CEO) et Guy Hoffmann (président). Le message de l'ABBL sonne aussi comme le discours de Luc Frieden, ancien patron de banque également, devant le Parlement : « Une économie forte est le garant de la prospérité de nos concitoyens ». Les transitions digitales et vers un modèle de développement durable passeront par les banques, prétend l'ABBL. Le Luxembourg aurait besoin du soutien des banques pour surmonter le défi de la pénurie de logements, le même soutien qui aurait permis au Luxembourg de traverser la crise du Covid-19 ou la hausse des prix de l'énergie. Mais l'ABBL

« Si le statu quo est maintenu ou si seulement des améliorations minimales sont apportées, le Grand-Duché sera placé sur la liste grise du Gafi avec ce que cela comporte comme impact en terme de perte du AAA »

Georges Oswald, procureur d'État

explique que les banques souffrent à cause des coûts réglementaires, si bien que les plus petites sont menacées. Face à la crise du logement, elles demandent ainsi des allègements fiscaux temporaires « afin de contenir le renchérissement du crédit immobilier »... et (elles ne l'écrivent pas) préserver leurs marges. Les banques viennent d'enchaîner deux années de forte progression de leur rentabilité. Dans le procès verbal de l'entrevue avec le directeur général du régulateur des banques, Claude Marx signale que leurs revenus à la fin du deuxième semestre sont « nettement plus élevés dans le contexte de la hausse généralisée des taux d'intérêts ».

Le secret professionnel n'est en revanche plus un totem. Les assureurs en demandent une levée partielle dès les premières lignes de leur correspondance avec le formateur, 21 pages taponnées le 19 octobre. Le secret professionnel « impose des limites considérables quant aux possibilités d'externalisation à des prestataires de services », particulièrement en matière de digitalisation (accès restreint aux ressources de leurs

maisons-mères et au cloud computing). Le secret est également un souci pour la gestion des assurances vie, des contrats de très long terme, sur plusieurs décennies. Or, pour bénéficier de la levée partielle du secret aujourd'hui permise, il faut l'accord de tous les clients. Si un seul refuse, toute la sous-traitance est mise en péril, prévient l'ACA. Une « source majeure » d'insécurité juridique, risque financier et problème de réputation, expliquent les assureurs. « Cher Monsieur Frieden », l'association professionnelle des courtiers en assurances réclame un assouplissement du secret professionnel de l'assureur et le maintien d'un régulateur dédié, en l'espèce le Commissariat aux assurances. L'association Profil, qui représente l'ensemble du secteur financier, insiste elle sur la conservation de la supervision au niveau national.

Blunt Dans une lettre écrite le 18 octobre (et taponnée le 19), l'Amcham s'adresse à Elisabeth Margue, Luc Frieden, Laurent Mosar et Gilles Roth. Elle a pour objet, « Re: Keeping Luxembourg's Tax rules and environment competitive while remaining in harmony with new policy trends at the EU and OECD levels ». Cette demande d'alignement du taux global d'imposition des collectivités avec la moyenne de l'UE ou de l'OCDE est diffusée par l'ensemble du patronat dans un contexte de concurrence internationale avec un taux minimal d'imposition fixé à quinze pour cent pour les grands groupes internationaux. Le vœu a été entendu. La Chambre de commerce américaine insiste encore sur « le besoin de rééquilibrer les droits entre les autorités fiscales et les contribuables, ainsi que les relations avec le fisc ». C'est l'un des quatre axes de travail identifiés par le lobby américain. Les ressources humaines en sont un autre. L'Amcham constate « la combinaison d'éléments défavorables » en matière de ressources humaines : « The first element is the desire of the workforce to rebalance its private and professional life ». Le lobby détaille l'érosion des avantages fiscaux dont bénéficiaient les « talents » avec la disparition des *warrants*, la fiscalité plus lourde sur les voitures de société, etc. Ce à quoi il faut ajouter des prix prohibitifs pour se loger.

Modifier le régime de *carried interest* alimenterait les recettes fiscales et contribuerait à l'attractivité du Luxembourg pour les fonds d'investissement. Dans un courrier très détaillé, l'Amcham demande à ce que les relations avec les grands groupes internationaux soient menagées. Que le gouvernement ne se hâte pas à transposer les directives, mais consulte les entreprises au préalable. Il faudrait aussi modifier le droit des sociétés pour augmenter la substance à Luxembourg en anticipation de la directive Unshell. S'ajouterait une « super deduction » pour les investissements en recherche et développement, la transition énergétique ou digitale. L'Amcham préconise en outre de supprimer l'Impôt sur la fortune des entreprises, « clearly anti-economic » (comme le serait tout impôt qui ne serait pas lié au profit). « It further creates additional complexities to the many holding companies massively used in the alternative industry where Luxembourg is clearly penalized vis à vis the UK and Ireland ». Dans l'accord de coalition, le gouvernement Frieden-Bettel entend renforcer ses relations avec l'Oncle Sam. Ses entreprises demandent à faire de l'anglais un langage officiel du Luxembourg.

L'absence « d'une approche collaborative de la part de certaines administrations fiscales » ou encore « l'insécurité juridique résultant principalement, mais pas uniquement, des règles fiscales très complexes imposées par l'UE et du manque de recommandations des administrations concernant les sujets techniques » rejoignent les préoccupations de la Luxembourg Private Equity & Venture Capital Association (LPEA). Cette asbl représentant les intérêts de l'investissement alternatif, de plus en plus important, détaille ses priorités sur quatre pages. Y figurent la nécessité de « rester compétitif face à la concurrence de certaines juridictions étrangères offrant un cadre législatif souple et une fiscalité attrayante (...), de mettre la sécurité juridique et fiscale au centre de la proposition de valeur du pays » et de replacer le « Haut comité pour la place financière au cœur de l'innovation



Fernand Ernster (Chambre de commerce), Carole Muller (CLC), Guy Hoffmann (ABBL) et Michel Reckinger (UEL). Le 14 octobre à Senningen



Luc Frieden (CSV)
et Michèle
Detaille (Fedil)

et de la réflexion concernant son futur ». L'inquiétude est partagée par la Luxembourg Capital Market (LuxCam) association qui elle a autorité dans la titrisation. Dans son courrier rédigé en anglais par la directrice de la Bourse Julie Becker, l'IRC est considérée comme « a threat to the continued competitiveness of the Luxembourg Capital markets ». Le Grand-Duché aurait perdu (au profit de l'Irlande) sa position dominante sur le marché de la titrisation depuis l'introduction de la limitation de la déduction d'intérêts liée à la transposition de la directive Atad. Il faudrait que les fonds de titrisation soient exclus de ce régime. Lors des réunions à Senningen avec les lobbys patronaux, le 13 octobre, Jean-Marc Goy, président de l'Alfi, a lui aussi mis en garde contre la concurrence de l'Irlande, mais aussi de l'Allemagne et de la France. Il estime « important de créer un environnement fiscal attractif pour le secteur des ETF (exchange traded funds, ndlr) actifs en les exonérant de la taxe d'abonnement ». Ce serait peu de pertes au niveau des recettes. Le gouvernement « analysera la possibilité de réduire la taxe d'abonnement pour des fonds OPCVM-ETF gérés activement », est-il écrit dans l'accord de coalition. Le lobbyiste en chef des fonds d'investissement souligne en outre que la taxe d'abonnement (1,3 milliard d'euros de recettes) et les autres impôts qui s'appliquent aux organismes de placement collectif équivalent à seize pour cent des recettes fiscales. L'Alfi n'a pas envoyé de courrier au formateur. La Fedil s'est contentée d'un courrier annonçant la prochaine création d'une nouvelle fédération dans le secteur de la santé. Sa présidente a participé aux discussions sur l'accord de coalition avec les autres partenaires sociaux.

Au cours des discussions à Senningen, Claude Marx a rappelé les défis qui s'imposaient au centre financier, notamment les attaques à la libre prestation de services (segmentation du marché européen) et la lenteur des procédures devant les juridictions pénales et administratives qui font que les dénonciations de la CSSF n'aboutissent pas. Cette dernière préoccupation se retrouve dans un courrier du Parquet général envoyé le 13 octobre. Martine Solovieff, procureur général d'État, adresse à « Monsieur le Formateur du gouvernement » une copie de la lettre envoyée le même jour à la ministre de la Justice, alors Sam Tanson (Déi Gréng). Elle reprend les réflexions du parquet quelques semaines après la publication du rapport d'évaluation du Gafi (groupe d'action financière luttant internationalement contre le blanchiment d'argent) et les « actions

urgentes » à mettre en œuvre jusqu'au rapport de suivi prévu pour 2026.

« **Nom Gafi ass virum Gafi** » (Sam Tanson) Le rapport d'évaluation mutuelle avait été publiquement présenté comme un succès en septembre.

Le Luxembourg s'ancre dans le cycle régulier de suivi (et ne fait plus l'objet d'un suivi renforcé comme en 2010 lorsqu'il figurait sur la liste grise). Mais les réserves inscrites dans le rapport inquiètent en coulisse. Le Luxembourg sera à nouveau évalué en 2028 (soit à la fin de la mandature Frieden-Bettel) avec une période d'observation qui démarre cette année. Seront principalement scrutés deux points nécessitant « d'importantes améliorations », écrit le procureur d'État Georges Oswald. Les enquêtes, poursuites et sanctions pénales d'un côté. Les saisies et confiscations de l'autre. « Il ne fait aucun doute que si le statu quo est maintenu ou si seulement des améliorations minimales sont apportées dans ce court délai, le Grand-Duché sera placé sur la liste grise du Gafi avec ce que cela comporte comme impact en terme de perte du AAA, pour la pérennité de la place financière et pour la stabilité des finances publiques et de l'économie dans son ensemble », relève Georges Oswald. Les responsables de la CSSF, du département économique et financier de la police, du cabinet d'instruction et du parquet se sont entendus sur ce risque au cours d'une réunion le 9 octobre, apprend-on encore. Le Gafi n'est abordé dans l'accord de coalition que sous l'angle de la participation du service des autorisations d'établissement aux travaux du comité interministériel de la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Le courrier du parquet et des autres instances judiciaires restera-t-il lettre morte ? « Depuis que le gouvernement est en fonction, les contributions reçues lors de la formation du gouvernement sont désormais traitées par les départements ministériels compétents », rassure le ministère d'État. Le nouvellement créé Conseil national de la justice se contente, sur deux petites pages, de rappeler son avis sur projet de loi 8299. Ce dernier prévoit la création de 194 postes de magistrats sur les six prochaines années, soit une augmentation de 70 pour cent. C'est excessif pour le CNJ. Il faudrait avant tout une revalorisation globale des rémunérations, « une nécessité afin d'assurer à la magis-

trature une attractivité suffisante ». Il ne faut pas que les magistrats la quittent pour le barreau et le privé en général, lit-on. Même préoccupation à la Cour supérieure de justice. Dans un courrier signé par son président, Thierry Hoscheit, l'on souligne que la justice revêt la même importance que les autres pouvoirs, législatif et exécutif. « Sa grille de rémunération devrait refléter cette position institutionnelle donc présenter une équivalence approximative avec celle de ces deux autres pouvoirs, y compris les postes les plus élevés de ces derniers, qui sont ceux du président de la Chambre des députés, des ministres et du ministre d'État. » L'accord de coalition prévoit juste de faire revenir des juges retraités pour désengorger l'accès aux prétoires. Des revalorisations salariales nullement.

Paysages éco-démographiques Sur sa présentation powerpoint du 13 octobre, la directrice de l'Adem, Isabelle Schlessler, souligne que le taux de croissance des résidents étrangers dans l'emploi salarié entre 2017 et 2022, soixante pour cent, est bien supérieur à toutes les autres catégories. Derrière, le nombre de frontaliers originaires de France a cru de 25 pour cent, celui des frontaliers de vingt pour cent et celui des résidents de douze pour cent. La principale croissance en termes sectoriels se trouve dans le service public (22 pour cent). Le taux de chômage se situe à 5,3 pour cent en août 2023. Il s'élevait à sept pour cent en août 2014. Il était descendu à 5,5 pour cent en août 2019 pour remonter à 6,4 un an plus tard, au plus fort de la pandémie. Il a atteint un plus bas en août 2022 à 4,8.

« Aucune des organisations sur les questions d'accueil, d'immigration et d'intégration, comme le Flüchtlingsrot (LFR) ou le CLAE » n'a été invitée à discuter avec les partis vainqueurs des élections, constate l'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) dans son courrier du 22 octobre (pas tamponné). « Ce qui est regrettable », poursuit-elle. L'Asti souligne les chiffres publiés autour des élections: 47,4 pour cent des 660 000 habitants du Luxembourg n'en ont pas la nationalité,

73,7 pour cent ont un antécédent migratoire direct ou indirect. S'ajoutent 220 000 travailleurs frontaliers au quotidien.

La Broschür Besch a Juegd valorise la chasse comme outil de conservation des forêts. Autour du texte en allemand (langue utilisée rarement par les auteurs des courriers), des photos de forêts, d'animaux dans la nature et cuits en sauce. Le Groupement énergies, de la Fedil étale sur treize pages ses principales recommandations « pour la politique de décarbonation dans le secteur des transports ». Elle serait « en bonne voie et de nouvelles mesures, telle que l'augmentation de la taxe CO2 dans l'objectif de délocaliser davantage les ventes de carburants, ne s'imposent pas actuellement ». Délocaliser les ventes améliore sans doute le bilan comptable du Luxembourg mais cela n'aurait « pas d'effet positif » sur la protection du climat. Puisque l'essence sera achetée de toute façon, autant la vendre nous et générer des profits ici, pense-t-on. Hausse des accises en mai 2019 et introduction de la taxe CO2 en 2021 (augmentée les deux années consécutives) nuisent à la « compétitivité » du pays. « Il est aujourd'hui plus attractif pour un transporteur professionnel de se ravitailler en Belgique ». Entre 2018 et 2022, les ventes de diesel ont chuté de cinquante pour cent sur les autoroutes alors que le Luxembourg continue de « subir les nuisance du trafic en transit ». Cargolux et Luxair font partie des rares sociétés à avoir soumis des doléances au formateur. Leur lettre de huit pages a un but : continuer d'accéder aux bonifications d'impôt pour les investissements réalisés dans des avions et moteurs neufs. « Nous vous remercions de bien vouloir considérer les véhicules automoteurs comme éligibles à la bonification », écrivent Richard Forson (Cargolux) et Gilles Feith (Luxair) avec l'ancien ministre François Bausch (Déi Gréng) en copie. À Senningen, Claude Marx souligne la perte d'attractivité du Luxembourg en raison des problèmes de mobilité. Non seulement les bouchons aux heures de pointe autour de la capitale, mais aussi la piètre qualité de l'offre en matière de transports aériens. ●

Mir ginn d'Land net op

Le 15 décembre, le Lëtzebuurger Land fait peau neuve

LEITARTIKEL

Bioethik trainieren

Peter Feist

Am Mittwoch verschickten die ADR-Fraen eine Mitteilung. „Ganz bedenklech“ sei, dass die CSV-DP-Regierung laut ihrem Koalitionsvertrag Kinder anerkennen lassen will, die im Ausland von Leihmüttern zur Welt gebracht wurden. Leihmutterschaft mache Kinder zur Ware, Frauen zu „Gebärmaschinen“. Und: „Am Fall wou et eng homosexuell Koppel ass, déi d’Kand bestallt, muss dat Kand dann ouni Fra/Mamm opwuessen.“

Die anderthalb Seiten lange Tirade enthält nichts, was der stramm konservative Abgeordnete Fernand Kartheiser nicht schon gesagt hätte. Sie bietet aber einen Vorgeschmack auf die Auseinandersetzungen, die drohen, wenn die Regierung dieses Vorhaben durchzuziehen beginnt. Desgleichen wenn, wie der Koalitionsvertrag ebenfalls ankündigt, der künstlichen Befruchtung (PMA) zu einer gesetzlichen Basis verholfen wird. Seit zwanzig Jahren kann sie nur praktiziert werden, weil 2003 der damalige DP-Gesundheitsminister Carlo Wagner einen „Service national de procréation médicalement assistée“ in den Spitalplan schreiben ließ, eine Verordnung. Der Griff zur *executive order* durch die damalige CSV-DP-Regierung vermied die größere Diskussion, die für ein Gesetz nötig gewesen wäre. Ein Gesetz hätte auch festlegen müssen, wie mit überzähligen Embryonen aus künstlichen Befruchtungen verfahren werden soll und inwieweit sie für die Forschung genutzt werden können. Was wahrscheinlich den rechten Rand der CSV herausgefordert hätte. Premier Jean-Claude Juncker kannte seine Pappenheimer.

Zwanzig Jahre später ist klar, dass die ADR versucht wird, aus einer Debatte um PMA und Embryonen politisches Kapital zu schlagen. Doch wenn daraus ein Kulturkampf um „ungeborenes Leben“ würde, könnte er auch die CSV nicht unberührt lassen. Luxemburg ist den Umgang mit allem, was Bioethik betrifft, nicht gewöhnt. Seit 2009 der Großherzog sich weigerte, das Euthanasiegesetz durch seine Unterschrift zu bestätigen, und die darauf folgende Verfassungskrise gelöst wurde, indem die Zuständigkeiten des Staatschefs beschnitten wurden, sind Bioethik-Themen beinah tabu. Niemand hat mehr gewagt zu testen, wie konservativ die Luxemburger Gesellschaft tatsächlich ist und was die politischen Parteien repräsentieren zu müssen meinen, wenn es um solche Fragen geht. Allein die ADR greift sie strategisch auf.

Die Vorhaben der Regierung zu Leihmutterschaft und künstlicher Befruchtung sind deshalb politisch riskant, aber die Debatte darüber ist notwendig in einer modernen Gesellschaft. Und eigentlich müsste sie noch weiter reichen: Die vorige Regierung hatte für ein „Bioethik-Rahmengesetz“ sorgen wollen. Laut Koalitionsvertrag von 2018 sollte es eine Menge regeln: Von der künstlichen Befruchtung und dem Umgang mit überzähligen Embryonen, über Gentests und Gentechnologien, bis hin zur Patentierbarkeit lebender Organismen und Erfindungen am menschlichen Körper. Doch selbst von einem *avant-projet* für so ein Gesetz war die ganze vorige Legislaturperiode lang nie etwas zu hören. Vermutlich erschien das zu riskant.

Die Aversion, sich bioethischen Fragen politisch zu stellen, ist sehr bedauerlich. Nicht nur, weil das Feld der ADR überlassen wurde. Sondern auch, weil im Zweifelsfall EU-Regeln gelten, die lediglich Minimalvorgaben machen. Vor allem aber muss der Begriff Bioethik mittlerweile breiter aufgefasst werden als mit Stichworten wie Embryonen und Gentechnologie. Die Biomedizin entwickelt sich schnell, angetrieben durch die Nutzung von *Big Data* und Künstlicher Intelligenz. Nicht nur allein in der Forschung, sondern immer mehr auch für Diagnosen wird auf Gen-, Protein- und Stoffwechselmerkmale von Patient/innen zurückgegriffen. Das ist vielversprechend, aber dadurch wird das Individuum identifizierbar. Die Frage, was mit Wahrung der Privatsphäre gemeint sein soll, wird sich in einer noch nie dagewesenen Komplexität stellen. Wahrscheinlich in einer gar nicht so fernen Zukunft. Um mit solchen Themen umgehen zu können, muss eine Gesellschaft aufgeklärt sein und das Nachdenken über Bioethik trainieren. Dass die CSV-DP-Regierung ihre Offenheit für Kinder aus Leihmutterschaften ausführlich erklärt und wozu ein PMA-Gesetz dienen soll auch, wäre ein Schritt in diese Richtung. Aber es müssten viele folgen.

P O L I T I K

Erste Regierungsräte

Zeitgleich mit ihrer ehrenhaften Entlassung als Minister/innen und einen Tag vor der Vereidigung der neuen CSV-DP-Regierung wurden Paulette Lenert, Georges Engel (beide LSAP) und Joëlle Welfring (Grüne) vom damaligen Noch-Staatsminister Xavier Bettel (DP) für sieben Jahre zum Premier Conseiller de Gouvernement ernannt. Ihr Amt als hohe Beamt/innen traten sie jedoch nicht an, denn mit ihrer Vereidigung im Parlament am 21. November wurden sie automatisch wieder davon entbunden, weil es mit dem des Abgeordneten gesetzlich nicht vereinbar ist. Es handelt sich dabei um eine Formalität, die den Ex-Minister/innen nach ihrem Ausscheiden aus der Regierung die Weiterführung ihrer Beamtenlaufbahn ermöglicht und ihnen während ihrer Abgeordnetentätigkeit ein *traitement d’attente* sichert, das allen Beamten, die ins Parlament gewählt werden, zusteht (Privatangestellte und Freiberufler haben hingegen Anrecht auf 20 Stunden bezahlten *congé politique*). Das *traitement d’attente* beträgt 66 Prozent des Bruttoeinkommens, das vor der Vereidigung im Parlament bezogen wurde. Es wird zusammen mit der Abgeordneten-Entschädigung überwiesen. Für Erste Regierungsräte gilt der Grad 17 (*postes à responsabilités particulières et fonctions dirigeantes*), was einem Bruttoeinkommen von 13 000 bis 13 500 Euro entspricht und ein *traitement d’attente* von 8 700 bis 9 000 Euro ergibt, die die Abgeordneten zusätzlich zu ihrer zur Hälfte steuerbefreiten parlamentarischen Entschädigung von rund 8 100 Euro beziehen (Fraktionsvorsitzenden stehen rund 4 300 Euro zusätzlich zu). Für Joëlle Welfring, die vor ihrem Wechsel in die Regierung Direktorin der Umweltverwaltung war, und für Paulette Lenert (Foto: Sven Becker), die Erste Regierungsrätin im Ministerium für den öffentlichen Dienst und Direktorin des Inap war, ehe sie Ministerin wurde, stellt die Ernennung eine Rückkehr in ihre jeweiligen Beamtenlaufbahnen dar. Für Georges Engel, der vorher Gemeindebeamter in Petingen war, dürfte die Ernennung zum Ersten Regierungsrat ein Upgrade sein.

Durch die (Wieder-)Aufnahme in den Staatsdienst verzichten die Ex-Minister/innen jedoch auf die gesetzliche Entschädigung, die ihnen als frühere Regierungsmitglieder zusteht: drei Monate volles Ministergehalt und anschließend 21 Monate Übergangsgehalt. Das Grundgehalt eines Ministers (ohne Auf- und Zuschläge) liegt derzeit bei 17 400 Euro, das des Premierministers bei 20 300 Euro; ihr Übergangsgehalt würde bei 7 500 beziehungsweise 9 000 Euro monatlich liegen.

Lenert, Engel und Welfring sind nicht die Ersten, die nach dem Ausscheiden aus der Regierung als Erste Regierungsräte in der Abgeordnetenkammer sitzen. Beim Regierungswechsel vor zehn Jahren durchliefen Octavie Modert und Claude Wiseler von der CSV dieselbe Prozedur. Modert war vor ihrer Ernennung zur Staatssekretärin und später Kulturministerin

Erste Regierungsrätin im Staatsministerium von Jean-Claude Juncker (CSV), Wiseler *professeur-attaché* und Regierungsrat im Bildungsministerium unter Fernand Boden (CSV). ll

Erste Rentendebatte

Die Diskussion der von der Regierung geplanten „langfristigen Absicherung“ der Renten hat begonnen. LSAP und Linke schossen scharf, nachdem CSV-Sozialministerin Martine Deprez sich am Mittwoch im zuständigen Kammerausschuss geäußert hatte. Eine „Minimalrente“ drohe, die „nur den Grundbedarf abdeckt, für alles andere sollen die Leute sich privat versichern“, sagte Linken-Abgeordneter Marc Baum in *RTL-Télé*. Mars Di Bartolomeo von der LSAP erklärte, da die Regierung „zum jetzigen Zeitpunkt Beitragserhöhungen ausschließt“, blieben nur „Leistungskürzungen, beziehungsweise länger arbeiten“.

Dass die Ministerin tatsächlich eine „Minimalrente“ ankündigte, ist unwahrscheinlich. Im Fernsehen nannte sie die Darstellung der Opposition „vereinfacht“. Doch ihre Erläuterung, man könne die öffentliche Rentenversicherung „für eine Reihe Leute stärken“, und dazu „für eine andere Kategorie von Leuten“ Betriebsrenten und Privatversicherungen „interessanter machen“, enthält nicht nur den gefährlichen Begriff „Kategorien von Leuten“. Wie steuerliche Anreize, deren Wirkung sich nicht vorhersagen lässt und durch die der Staat Einnahmen verliert, das öffentliche Rentensystem absichern sollen, bleibt vorerst das Geheimnis der Ministerin. pf

G E S U N D H E I T

Gut versorgt?

Nachdem die Maternité des CHDN in Ettelbrück vergangenes Jahr mehrere Monate komplett geschlossen war, gibt es nun kinderfreundlichere Nachrichten aus dem medizinisch chronisch unterbesetzten Norden: Ab



1. Februar 2024 wird es dort die Möglichkeit geben, an sieben Tagen in der Woche zwischen 8 und 20 Uhr von einem Notfall-Kinderarzt betreut zu werden. Ein Team aus fünf neuen Kinderärzten/Neonatologen (zwei aus Frankreich, einer aus Belgien, einer aus dem Libanon und eine bereits in Luxemburg tätige Ärztin) wurde zusammengestellt, erklärt der Medizinische Direktor des CHDN, Jean-Marc Cloos. Da lebensgefährliche Notfälle in der Neonatologie im Norden eher die Ausnahme darstellten, hätten die fünf Ärzt/innen tagsüber auch Zeit für andere kinderärztliche Dienste. Die Lösung soll neben der besseren Versorgung unnötige Fahrten in die CHL-Kinderklinik, die zentrale Anlaufstelle für pädiatrische Notfälle, reduzieren. Grund für die Einstellung der stationären Notfall-Kinderärzte ist auch, dass es ab nächstem Jahr mehr Geld (60,5 Millionen Euro) gibt, Bereitschaftsdienste freiberuflicher Ärzt/inne an den Kliniken zu bezahlen. Am CHDN hatte die kinderärztliche Versorgung sich bisher am Wochenende und an Feiertagen auf zwei Stunden am Morgen beschränkt, angeboten von der Maison médicale. Derzeit arbeiten dort sieben Kinderärzt/innen, die in eigenen Praxen tätig sind und eher eine Hausarzt-Funktion erfüllen sollen. sp

K L I M A

Dubai la verte

Vendredi dernier à Dubai pour les discours officiels d’ouverture de la COP28, le Grand-Duc Henri a dit l’humanité « face à un moment de vérité ». « À la lumière des preuves scientifiques et des arguments économiques, il n’y a pas d’autres choix que d’agir tous ensemble », a déclaré le chef de l’État, intercalé entre les monarques de Monaco et du Liechtenstein. Dans un discours pragmatique et résolu, le Grand-Duc a présenté l’action et les engagements du Luxembourg, notamment au nom du « nouveau gouvernement ». « Il poursuivra une politique ambitieuse en

matière climatique en encourageant la population et les entreprises. Ambitions économiques et climatiques ne sont pas forcément incompatibles », a-t-il poursuivi, soulignant la gratuité des transports publics et les instruments financiers innovants, avant de se rasseoir à la table du Luxembourg où l’attendait le ministre de l’Environnement Serge Wilmes. L’êlu CSV retourne ce week-end dans la capitale émiratie. Serge Wilmes préside une délégation composée de représentants d’une poignée de ministères. Les négociations portent avant tout sur le premier bilan mondial (*Global Stocktake*) prévu par l’accord de Paris, la mise en œuvre du nouveau fonds sur les pertes et préjudices et les préparations pour la fixation du nouvel objectif financier mondial (*New Collective Quantified Goal on Climate Finance*). pso

Top-Ups, wie weiter?

Vergangene Woche deuteten Medienberichte an, der Regierungsrat könnte diese Woche beschließen, was aus den „Top-Ups“ zu den Staatsbeihilfen für Privatleute bei der Energie-Transition wird. Die vorige Regierung hatte sie wegen der Energiekrise eingeführt. Wer davon noch profitieren will, muss bis Jahresende einen Kostenvoranschlag einreichen. In der Pressemitteilung nach der Kabinettssitzung vom Mittwoch ist von einem neuen System keine Rede. Was nicht ausschließt, dass darüber diskutiert wurde. Vielleicht sogar intensiv, denn die Mitteilung enthält einen einzigen Punkt: die Festlegung des Zinssatzes 2024 für Verbraucherkredite, 4,5 Prozent. pf

S O Z I A L E S

Kinderarmut

Jedes vierte Kind ist in Luxemburg von Armut bedroht, 13,2 Prozent wachsen anhaltend in Armut auf. Das ist der Stand von 2021 in einem von Unicef-Bericht, der 39 OECD- beziehungsweise EU-Länder vergleicht und die

Einkommensarmut an der üblichen Schwelle von 60 Prozent des monatlichen Medianeinkommens ansetzt. Die Zahlen für Luxemburg sind nicht neu. Dass die Armutsgefährdungsrate von Kindern Alleinerziehender mit 40 Prozent noch höher ist, auch nicht. Interessant ist, dass der Unicef-Bericht *Innocenti 18* zeigt, dass das Kinderarmutsrisiko hierzulande in zehn Jahren um 3,7 Prozentpunkte zugenommen hat. Mit dem Stand von 2021 zusammenbetrachtet, rangiert Luxemburg unter den 39 analysierten Staaten auf Rang 35. Spanien, Großbritannien, die Türkei und Kolumbien schneiden schlechter ab. Treiber in Luxemburg sind vor allem die Wohnkosten. Denn die staatlichen Transfers an Haushalte mit Kindern zählen im Unicef-Vergleich zu den großzügigsten. pf

D ’ L A N D

Procès de presse

En février 2022, Simone Retter avait assigné au civil le journaliste du *Land* Bernard Thomas. L’avocate demandait à le voir condamné à 25 000 euros « en réparation pour atteinte à l’honneur et à la réputation personnelle et professionnelle » de son père, l’architecte-promoteur Paul Retter, décédé il y a plus de quarante ans. Ce mercredi, le tribunal d’arrondissement de Luxembourg a rejeté cette demande, jugeant que le droit au respect de la vie privée « n’appartient qu’aux vivants et est intransmissible aux héritiers ». Simone Retter est condamnée à payer une indemnité de procédure de 1 500 euros.

Nachtrag

Im Artikel „Tiefblau“ in der Ausgabe vom 24.11.2023 wurde das LTPS (Lycée technique pour professions de santé) mit dem LTPES (Lycée technique pour professions éducatives et sociales) verwechselt. Erzieher/innen werden am LTPES ausgebildet, nicht am LTPS.



Seit einer Woche wird die Bronzeskulptur des stockkonservativen Hofdichters und Kriegsschronisten von Karl V., Nicolaus Mameranus, vor dem vor 20 Jahren zum Rathaus umgebauten Mamer Schloss von der Winterbühne des Weihnachtsmarkts verdeckt. Pünktlich zur Eröffnung des in der kosmopolitischen Speckgürtelgemeinde „Winter Moments“ getauften Markts hat der Gemeinderat den 49-jährigen Juristen Luc Feller zum neuen Bürgermeister gewählt, nachdem der bisherige, Gilles Roth (56), Finanzminister der neuen CSV-DP-Regierung wurde. Roth leitete fast ein Vierteljahrhundert die Geschichte der flächenmäßig viert- und nach Bevölkerung neuntgrößten Gemeinde im Südbezirk, davon 16 Jahre als *député-maire*. Sein designierter Nachfolger, der heute von CSV-Innenminister Léon Gloden vereidigt wird, wurde 2005 erstmals in den Gemeinderat gewählt (nachdem er bei seiner ersten Kandidatur 1999 erfolglos geblieben war), 2011 wurde er Schöffe, 2017 wurde er zwar wiedergewählt, nahm das Schöffennamt jedoch nicht an, weil Premierminister Xavier Bettel (DP) ihn ein Jahr zuvor zum Hochkommissar für nationale Sicherheit ernannt hatte. Im Januar 2021 rückte Feller dann doch in den Schöffennat nach.

Dieses Comeback erfolgte ausgerechnet in der Zeit, als die Europäische Arzneimittel-Agentur den Impfstoff von Pfizer und Biontech gegen das Coronavirus zuließ und die Regierung nach Standorten suchte, um Massenimpfungen durchzuführen. Luc Feller war einer der Hauptprotagonisten, als Hochkommissar und Co-Präsident der Covid-19-Krisenzelle koordinierte er mit Gesundheitsministerin Paulette Lenert (LSAP) und Premierminister Bettel die logistisch sehr aufwändige Impfkampagne. Trotzdem nahm er die Herausforderung als Schöffe für die Ressorts Sport, Kultur, Schule und Kinderbetreuung an.

Als Bürgermeister kommen nun neue Aufgaben auf ihn zu. Unter anderem muss er sich den Finanzen der hochverschuldeten Gemeinde widmen und die Arbeit des Schöffennats koordinieren. Es ist eigentlich ein Vollzeitjob: Gesetzlich stehen ihm 40 Stunden *congé politique* zu (doppelt so viel wie als Schöffe), seit der Gemeinderat im Juni von 13 auf 15 Räte aufgestockt wurde, weil Mamer in der letzten Legislaturperiode die 10 000-Einwohner-Marke überschritten hat. Im Gespräch mit dem *Land* ist Luc Feller zuversichtlich, dass er beide Aufgaben unter einen Hut bringen kann: „Wo steht denn, dass man nicht mehr als 40 Stunden pro Woche arbeiten darf?“ Schon sein Vorgänger Gilles Roth war Erster Regierungsrat im Finanzministerium, bevor er 2007 in die Abgeordnetenkammer nachrückte; seit April 2021 war er Co-Fraktionspräsident der CSV im Parlament.

Bei Luc Feller stellt sich jedoch nicht nur die Frage nach dem Zeitmanagement bei zwei Vollzeitjobs, sondern auch die nach potenziellen Interessenkonflikten. Claire Delcourt von der LSAP etwa konnte ihr Gemeinderatsamt in Contern im Juni nicht annehmen, weil es gesetzlich nicht vereinbar war mit ihrer beruflichen Tätigkeit bei der Spurensicherung der Kriminalpolizei. Für Schöffen und Bürgermeister sieht das Gemeindegesetz inzwischen eine ganze Reihe an Inkompatibilitäten für Beamte in öffentlichen Verwaltungen vor, das Haut Commissariat à la Protection nationale (HCPN) gehört nicht dazu. Trotzdem können Interessenkonflikte nicht ausgeschlossen werden: Der Hochkommissar ist zuständig für die Ausarbeitung und Umsetzung von Sicherheitsplänen im Falle von terroristischen Attacken, Cyberangriffen und Naturkatastrophen wie Dürren, Tornados und Überschwemmungen, von denen jede Gemeinde potenziell betroffen ist. Er arbeitet eng mit CGDIS, Armee und Polizei sowie dem Geheimdienst zusammen und hat Einblick in sämtliche staatliche Verwaltungen. Der LSAP-Abgeordnete Georges Engel stellte in dieser Woche eine parlamentarische Anfrage an den Minister für den öffentlichen Dienst,

Schon 2017 hatte Luc Feller sich nur knapp hinter Gilles Roth platziert und war in Mamer dessen größter Konkurrent geworden

Serge Wilmes (CSV), in der er darauf hinweist, dass Beamte gesetzlich zu Verfügbarkeit, Unabhängigkeit und Neutralität verpflichtet sind. Er erwähnt Feller nicht namentlich, doch seine Anfrage ist ein Wink mit dem Zaunpfahl. Im Mamer Gemeinderat haben die beiden Oppositionsparteien sich bei Fellers Wahl zum Bürgermeister enthalten: Die DP, weil sie sich einen Vollzeitbürgermeister wünscht, wie Rat Sven Bindels dem *Land* bestätigt; die Grünen, weil für sie das Mamer Bürgermeisteramt mit dem des Hochkommissars nicht vereinbar ist, sagt Rätin Djuna Bernard, die als Jugendliche Babysitterin von Luc Fellers Kindern war.

Der von Weggefährten vor allem wegen seiner Intelligenz und seines Ehrgeizes geschätzte Feller kann neben seinem kommunalpolitischen Engagement auf eine lange Karriere als hoher Staatsbeamter zurückblicken. In Echternach aufgewachsen, zog er im Alter von sechs Jahren mit seinen Eltern und seiner zwei Jahre älteren Schwester nach Mamer. Sein Vater Robert arbeitete beim Batterienhersteller Amer-Sil in Kehlen und beim Glasproduzenten Lux-Guard in Bascharage. Nach dem Abitur am LGL studierte Luc Feller Jura in Strasbourg, absolvierte einen Hochschulabschluss in Management des affaires européennes in Paris und einen Master in European Public Policy in London. 1999 trat er der CSV bei und wurde Mitglied des CSJ-Nationalvorstands. Seine Eltern seien nicht politisch aktiv, aber sehr interessiert gewesen, die CSV passe gut zu seinem „licht konservativen Trait“, sagt Feller. Dass er sich in der Folge nur auf kommunalpolitischer Ebene, nicht aber in nationalen Parteigremien engagierte und nie bei Kammerwahlen kandidierte, habe daran gelegen, dass er stets Verantwortungsposten beim Staat bekleidet hat.

Noch während er seinen Master abschloss, absolvierte er unter François Colling (CSV) beim Europäischen Rechnungshof ein Praktikum, aus dem ein befristeter Arbeitsvertrag wurde. 1999 wechselte er zur CSSF, bevor er 2001 Attaché im Staatsministerium von Jean-Claude Juncker (CSV) wurde. 2004 beförderte Juncker ihn zum Stellvertreter des Generalsekretärs des Regierungsrats, Marc Colas, vier Jahre später zum Ersten Regierungsrat. Im Zuge der Srel-Affäre, die 2013 zu vorgezogenen Neuwahlen führte, tauchte Luc Fellers Name in Medienberichten auf, weil er und Finanzkontrolleur Patrick Gillen eine Entschädigung bezogen, die mutmaßlich Srel-Agenten vorbehalten war. In einem *Land*-Artikel von damals wurde deswegen die Unabhängigkeit der hohen Beamten angezweifelt, die für die finanzielle und juristische Kontrolle des Geheimdienstes zuständig waren. Heute sagt Feller, die Ausbezahlung der Entschädigung sei nicht ungewöhnlich gewesen und vom Gesetz sogar vorgesehen.

Nach dem Regierungswechsel besetzte Xavier Bettel das Generalsekretariat des Regierungsrats mit eigenen Vertrauensleuten; Luc Feller versetzte er ins Département des Cultes, wo er sich um die Konventionen mit den Religionsgemeinschaften kümmern sollte. An der Trennung von Kirche und Staat, die vor allem Innenminister Dan Kersch (LSAP) umsetzte,

war er nur am Rande beteiligt. Drei Jahre später löste er Frank Reimen an der Spitze des HCPN ab, das er auf neue Herausforderungen vorbereiten sollte.

Teile des Regierungsrats stimmten Fellers Nominierung zum Leiter des 1959 im Kalten Krieg als Nato-Einrichtung gegründeten Hochkommissariats damals nur unter dem Vorbehalt zu, dass er sein Schöffennamt, das er seit 2011 bekleidete, aufgebe. Als er 2017 in Mamer, wo seit 1968 die Nato Support and Procurement Agency (frühere Namsa) angesiedelt ist, Zweitgewählter auf der CSV-Liste wurde, überließ er dieses Mandat Marcel Schmit, blieb aber Mitglied des Gemeinderats. Dieser Verzicht beruhte angeblich auf einer mündlichen Vereinbarung mit dem Premierminister. Weil Schmit sich 2021 zurückzog und Feller zwei Jahre vor den Wahlen doch wieder Schöffe wurde, ist strittig, ob Feller die Vereinbarung brach oder ob sie überhaupt existierte.

Nach den Wahlen im Oktober ernannte Formateur Luc Frieden ihn zu seinem Sekretär bei den Koalitionsverhandlungen (wie schon Juncker 2004 und 2009). Dem Vernehmen nach war Feller auch im Gespräch, um Generalsekretär des Regierungsrats zu werden, doch die CSV braucht ihn in Mamer, wenn sie ihre Mehrheit dort behalten will. Bei den Gemeindewahlen im Juni blieb er nur 635 Stimmen hinter Gilles Roth und erhielt 400 Stimmen mehr als das LSAP-Urgestein Roger Negri, der seit 2000 als Juniorpartner mit im Schöffennat sitzt. Der Drittgewählte auf der CSV-Liste, Ed Buchette, ersetzt nun Roth im Schöffennat. Hätte der 68-jährige Radsportfunktionär verzichtet, hätte die CSV die fast 20 Jahre jüngere plastische Chirurgin Nadine Schmid aufbauen können, die nur eine Stimme weniger erhielt als Buchette. So bleibt der wegen des Bevölkerungszuwachses von drei auf vier Mandate erweiterte Schöffennat aber größtenteils ein „Bro-Club“, wie Djuna Bernard ihn nennt, auch wenn mit der LSAP-Co-Parteipräsidentin Francine Closener im Juni erstmals eine Frau dazu kam (die ihr Mandat laut Koalitionsvertrag nach vier Jahren an die CSV abtreten muss).

Fellers gutes Wahlresultat bei den Gemeindewahlen ist nicht nur auf seine mediale Sichtbarkeit während der Pandemie zurückzuführen. Schon 2017 hatte er sich nur knapp hinter Gilles Roth platziert und war in Mamer dessen größter Konkurrent geworden. Hätte Feller bei den Gemeindewahlen Roth überholt, wäre der im Oktober wohl nicht Co-Spitzenkandidat im Süden und auch nicht Finanzminister geworden. Luc Feller ist im Dorfleben fest verankert, als Sport- und Kulturschöffe war er auf allen Veranstaltungen und Festen präsent. Seine Frau Michèle (die mit Mädchennamen ebenfalls Feller heißt) und seine Schwester Carole sind in Mamer Lehrerinnen, sein Schwager, der Triathlet Tom Carier, ist Bibliothekar an der Grundschule, für die Feller als Schulschöffe zuständig ist. Zusammen mit Gilles Roth und Roger Negri schmückte er regelmäßig die Titelseiten des *Gemegebuet* und war im Innern des Hefts auf unzähligen Fotos von Ehrungen, Einweihungen, Schecküberreichungen und Gedenkfeiern zu sehen. Auch im gemeindeeigenen Fernsehsender *Mamer TV* kam kaum eine Sendung ohne Roth, Feller und Negri aus.

Der Schöffennat nutzt diese medialen Kanäle, für dessen Inhalt Luc Feller als Kommunikationsschöffe verantwortlich ist, fast ausschließlich, um für sich zu werben. Der *Gemegebuet* enthält zwar einen Bericht der Gemeinderatssitzungen in vier Sprachen, doch dieser umfasst häufig nur wenige Seiten und bietet lediglich einen oberflächlichen Überblick. Die Forderung der Opposition, die Gemeinderatssitzungen live auf *Mamer TV* und im Internet zu übertragen, hat die CSV-LSAP-Koalition bislang stets abgelehnt mit dem Argument, dass manche Anekdoten und Details dann nicht mehr in den öffentlichen Sitzungen preisgegeben werden könnten. Vielleicht haben diese Vorbehalte aber auch damit zu tun, dass der sehr selbstkontrolliert auftretende Feller der Öffentlichkeit vorenthalten will, dass er (wie sein Vorgänger) manchmal die Contenance verliert, wie es noch im Juli passierte, als die Grünen den Schöffennat dafür kritisierten, dass er ein umstrittenes Immobilienprojekt aus „politischen und wahltaktischen Gründen“ erst nach den Wahlen präsentierte, obwohl es ihrer Ansicht nach schon vor den Wahlen fertig vorlag. Der *Gemegebuet* berichtet lediglich von einem „längeren und heftigen Wortwechsel“ sowie von „heftigen“ und „sehr lebhaften“ Diskussionen. Wie sie genau abliefen, verschweigen den Leser/innen die „Dichter“ und Chronisten vom kommunalen Service relations publiques, der sich zusammensetzt aus einer früheren *Wort*-Journalistin, einem langjährigen *Jeudi*- und *Tageblatt*-Redakteur sowie einem ehemaligen *RTL*-Reporter. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Schuldvermutung

„Ee vun deene groussen Themen ass fir eis de Kampf géint d'Aarmut.“ Betonte Luc Frieden nach der ersten Runde der Koalitionsverhandlungen. Bei den parlamentarischen Debatten über das Koalitionsabkommen vermisste die Opposition dann das große Thema. Sie irrte. Sie las das falsche Kapitel.

In einer Gesellschaft von Armen und Reichen wird Armut zuerst im Kapitel „Justiz“ behandelt. CSV und DP verschärfen den Kampf gegen die Allerärmsten. Deren Arbeitskraft kein Unternehmer, keine öffentliche Einrichtung, kein privater Haushalt kaufen will. Nicht einmal schwarz. Die für keinen Niedriglohnssektor des Ersten oder Zweiten Arbeitsmarkts „aktiviert“ werden können. Die ihrer Bürgerpflicht als Konsumenten nur rudimentär nachkommen. Die ökonomisch nutzlos sind: Obdachlose, Bettlerinnen, unerwünschte Asylsuchende, Kleinkriminelle.

Im Juli 2022 stimmten DP, LSAP, Grüne und Piraten ein Gesetz gegen Obdachlose, die sich in einem Hauseingang vor Kälte und Regen schützen wollen. Sie werden von der Polizei verschuecht, „au besoin par la force“. Der CSV-Abgeordnete Léon Gloden wollte mit einem Änderungsantrag eine „détention administrative“ hinzufügen. Auf Armut soll eine zwölfstündige Haftstrafe ohne Gerichtsverfahren stehen. Der Antrag scheiterte. Den Antrag, „e strikte Platzverweis“ (*RTL*, 29.11.), will er nun als Innenminister durchsetzen.

Der „strikte Platzverweis“ droht auch Bettlern, die vor einem Geschäft um eine Münze bitten. Das Koalitionsabkommen kriminalisiert die Bettelei. Unter dem Vorwand der „lutte contre la traite des êtres humains, notamment en matière de mendicité“ (S. 108). Prostitution wird im Abschnitt über Menschenhandel nicht erwähnt. Anders als Bettelei ist sie ein Dienstleistungsgeschäft.

Luxembourg for Finance lockt *High-net-worth individuals*. Unerwünscht sind *Low-net-worth individuals*. Luc Frieden nannte sie in seiner Regierungserklärung „Mënschen, déi net politesch oder Krichsflüchtlinge sinn“. Die es wagen, Asyl vor der Armut zu suchen. Sie „mussen och kënnen méi schnell dann zréck an hir Heemchtslänner zréckgefuert ginn“. So Léon Gloden (*RTL*, 29.11.).

Ihr nackter Leib soll die Besitzlosen verraten: Die „services de la Direction de

l'immigration pourront demander des tests ADN“, „recourir à toutes les méthodes appropriées permettant de définir l'âge d'un demandeur d'asile“ (*Accord de coalition 2023-2028*, S. 186).

Einige von ihnen wurden unter der linksliberalen Regierung aus den Heimen vertrieben. Den unter der rechtsliberalen Regierung Asyl Gewährten „vivant dans des structures de l'Office National de l'Accueil“, ne pourront plus bénéficier de la totalité du montant du revenu d'inclusion sociale (REVIS)“ (S. 187). Ein Teil soll als Miete oder Bürgschaft einbehalten werden.

CSV und DP verschärfen den Kampf gegen die ökonomisch Nutzlosen: Bettler, Obdachlose, unerwünschte Asylsuchende, Kleinkriminelle

Armut ist die Voraussetzung von Reichtum. Reiche halten sie sich mit dem Strafgesetz vom Leib. Das Koalitionsabkommen von DP, LSAP und Grünen versprach, „de permettre l'évacuation plus rapide de certaines affaires de flagrant délit“ (S. 19). Nun wollen CSV und DP Ernst machen: „[L]e Gouvernement introduira la comparution immédiate pour certaines infractions“ (*Accord de coalition 2023-2028*, S. 108).

Die „Comparution immédiate“ ist keine neue „chambre de médiation spécialisée en matière financière“ (S. 105). Sie ist eine Billigjustiz für Arme. Die im Halbstundentakt wegen Ladendiebstahls oder Drogenbesitzes abgeurteilt werden.

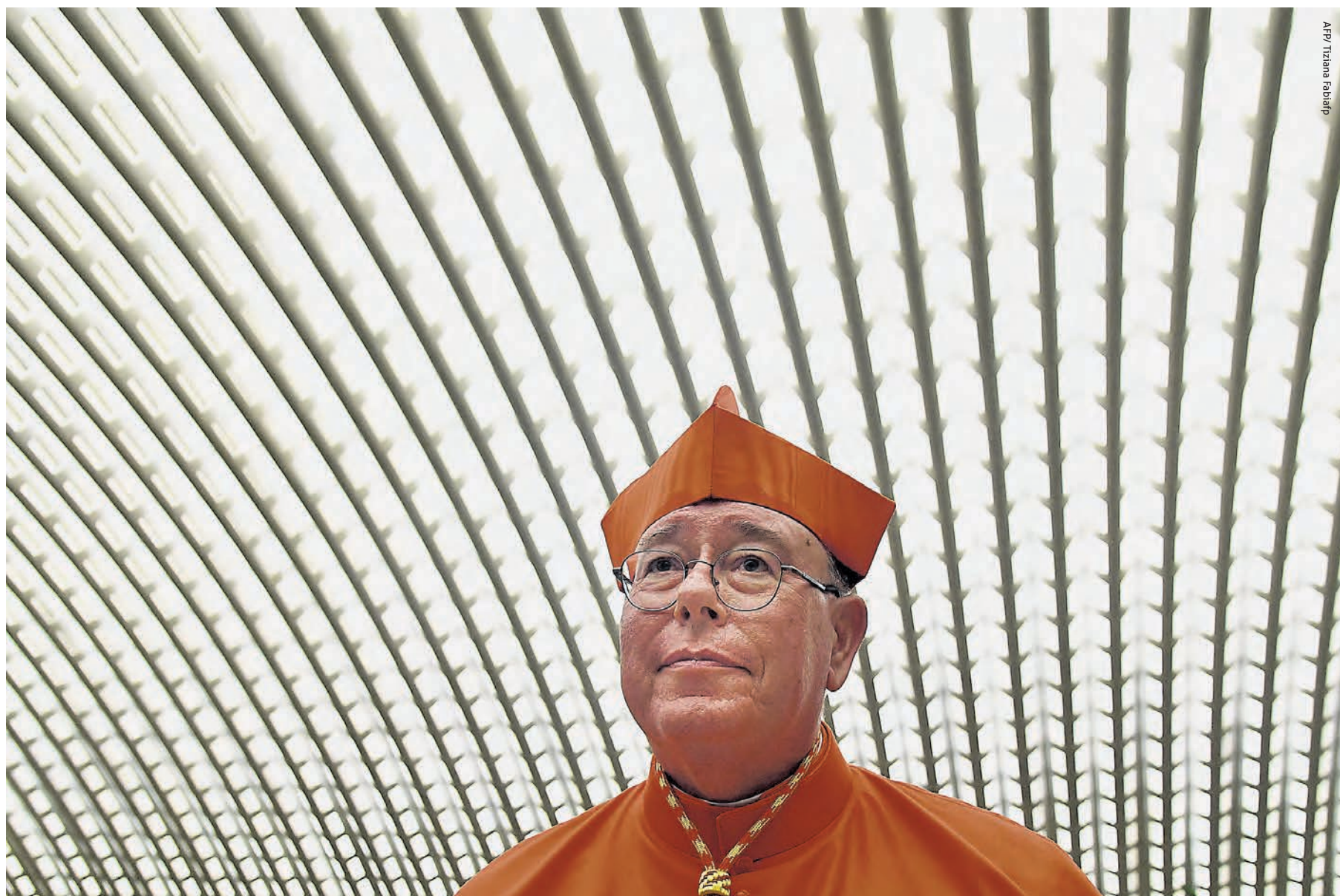
Beim kurzen Prozess soll es der Wählerschaft von CSV, DP und ADR warm ums Herz werden. Wenn in kurzen Lieferketten die Gerichte und die ratlosen Pflichtverteidiger das ganze gesellschaftliche Elend vorgeführt bekommen. Um es *just-in-time* zu verarbeiten und wegzusperren.

Die Angeklagten wissen, dass sie keine Chance haben. Sie verstehen keine Landessprache, keine Strafprozessordnung. Sie sind zu arm für die Unschuldvermutung. Armut fällt unter eine Schuldvermutung. ● Romain Hilgert



Luxembourg for Finance lockt High-net-worth individuals.

Unerwünscht sind Low-net-worth individuals



Kardinal Hollerich mit Birett. An der Synode kam es zu einem Streit über angemessene Kleidung

Moral oder Magie

Stéphanie Majerus

Im Oktober saß Kardinal Jean-Claude Hollerich an der Spitze eines vierwöchigen Versammlungsmarathons. Eine Zwischenbilanz über einen Kleriker, der zwischen *Aísthēsis* und Kirchenpolitik mäandern muss

Kardinal Jean-Claude Hollerich ist zu einer Schlüsselfigur an der Seite des Papstes avanciert. Ludwig Ring-Eifel, Chefreporter der KNA in Rom, ist über die enge Zusammenarbeit zwischen Kardinal Hollerich und Papst Franziskus nicht überrascht. Beide würden ganz „ähnlich ticken“. Als Jesuiten bevorzugen sie einen „Entscheidungsweg ganz eigener Art, der mit Beratung, mit Beten, mit Meditieren“ zu tun habe. Aber auch „damit, die Dinge auch mal stehen zu lassen“ und Entscheidungen nicht überstürzt zu treffen. Zudem hätten beide ein Faible für Asien. „Der Papst hat immer davon geträumt, einmal als Missionar nach Japan zu gehen oder nach China. Hollerich ist für ihn ein bisschen der, der das gemacht hat, was er sich selber gewünscht hat“, so Ring-Eifel im *Wort* zu Beginn dieses Jahres. Hollerich sei nun „schon bei mehreren kniffligen Fragen immer derjenige, den der Papst gerufen hat“.

Anfang 2023 hat Papst Franziskus den Luxemburger Erzbischof in den Kardinalsrat berufen und seit 2021 ist er als Generalrelator mit der Organisation der Welsynode befasst. Diese Mammutkonferenz, die die Themen „Gemeinschaft, Teilhabe und Mission“ zum Gegenstand hat, verabschiedete Ende Oktober nach einer ersten Hauptversammlung einen Synthese-Bericht. 2024 soll die Welsynode zu ihrem Abschluss kommen. Für die hiesige Presse ist der Kardinal diese Woche – wie so oft – nicht erreichbar: „Der Kardinal ass de Moment zu Roum an enger Kardinals-Versammlung“, heißt es aus dem Bistum. Dennoch wurde im *Wort* über das von ihm mitverfasste Schreiben geurteilt (konkret haben sie zu viert während 36 Stunden an der Synthese gearbeitet). Mathias Schiltz, der bis 2011 Generalvikar des Erzbistums war, nennt den Bericht „blass und zaghaft“. So sei kein klarer Vorschlag zu vernehmen, ob das Zölibat für den priesterlichen Dienst verpflichtend bleibt. Der Papst kommentierte zwar Anfang November: „Es handelt sich um eine Disziplin, welche die lateinische Kirche im Mittelalter auferlegt hat, und die man ändern könnte.“ Allerdings bezweifelt er, dass «das von Nutzen wäre.» Darüber hinaus kritisiert Mathias Schiltz, dass die kirchliche Sexualethik nur mangelhaft angerissen wurde. Wie der Theologe Martin Lintner fordert er eine Rundumerneuerung der katholischen Sexualmoral und Ehelehre unter Berücksichtigung der natur- und humanwissenschaftlichen Erkenntnisse.

Ebenfalls enttäuscht zeigt sich Lucien Schumacher aus Mondorf in seinem Leserbrief. Von den 365 stimmberechtigten Teilnehmern an der Synode waren nur 54 Frauen. „Die volle und uneingeschränkte Akzeptanz der Frau in der Kirche bleibt letztlich der unlösbare Streitknoten, der die Kirche daran hindert, sich zu befreien und in die Resonanz wahrer christlicher Freude einzutreten“, beklagt der Lesebrief-Schreiber den Machismo der römisch-katholischen Kirche. Angesichts der Wortkargheit des Bischofs in der nationalen Arena überrascht es umso mehr, dass er Mitte November direkt hinter die Grenze, nach Arlon, reiste, um dort an der Notre-Dame-Schule eine Konferenz abzuhalten. Vor allem die Europäer hätten das Diakonat für Frauen gefordert. Aus Afrika sei eher zu hören gewesen, die Kirche solle Frauen in ihren gesellschaftspolitischen Anliegen unterstützen, führt er in Belgien aus.

Dass es „klar“ sei, dass „einige Thesen auf Widerstand stoßen“ und Konsense schwer zu vereinbaren seien, meinte er zuvor bereits in der *Süddeutschen Zeitung*. Auch der britische Theologe Timothy Radcliffe, geistlicher Assistent der Synode, meinte, man solle nicht auf baldige durchgreifende Änderungen hoffen. Im *Himmelklar*-Podcast erklärte Hollerich vor den Aushandlungen, es sei auch keine Synode über die Diakonweihe der Frauen, Homosexualität oder die Priesterweihe. Es sei „eine Synode über Synodalität“, bekräftigte er abermals in Arlon. Womit er die Kirche gegen die Kritik der mangelnden Entscheidungsfreude immunisierte: In erster Linie gehe es nicht darum Reformen umzusetzen, sondern darum die Art und Weise zu verändern, wie Entscheidungen getroffen werden. Er ist sich aber sicher, dass in den kommenden zehn Jahren Veränderungen auf die Kirche zukommen werden.

An der belgisch-luxemburgischen Grenze verkündete er zudem, was er als sein Betriebsgeheimnis interpretiert. Er gehe auf die japanische Art vor, falls Meinungsverschiedenheiten auftreten: Man bespricht das Konfliktpotenzial mit beiden Parteien unter vier Augen und sucht diskret nach Kompromissen. Gegenüber dem *Trierischen Volksfreund* dozierte er vor Beginn der Synode, das „Kirchentreffen soll nicht nach deutscher Art ablaufen“. Diese sei zu konfrontativ und wirke auf Angehörige anderer Kulturkreise als zu „groß“. Er sieht sich als Vermittler – ein Jean-Claude Juncker der Kirche. Schon an früheren Synoden habe er als Bindeglied zwischen verschiedenen Sprachgruppen gewirkt. Man beauftragte ihn damit vom Französischen, Englischen und Italienischen ins Deutsche zu übersetzen. Der Sprachwissenschaftler, der viel Zeit im Elfenbeinturm an der Sophia Universität in Tokio verbrachte, setzt auf Diplomatie und Unauffälligkeit. Als Jean-Claude Hollerich in Brüssel die Kommission der Bischofskonferenzen präsidierte, war aus dem Brüssler Journalisten Kreis zu vernehmen, er vermeide die Presse, versuche, dass interne Konflikte dieses EU-Organs nicht öffentlich werden. Diese Strategie fährt er in Rom weiter.

Jean-Claude Hollerich sieht in der Synode ein Bild: „Das Bild einer Gemeinschaft, die sich auf dem Weg befindet.“ Überhaupt sind Bilder für ihn zentral. Und manchmal müsse sich das Bild, das wir uns von der Realität machen, verändern, sagt er in Arlon. „Das heißt nicht, dass sich zugleich die Essenz einer Realität verändert hat.“ Aber Bilder müsse man im Lichte ihrer Zeit wahrnehmen. Manche Bilder lerne man erst im historischen Verlauf besser zu deuten und verstehen, so Hollerich im *Himmelklar*-Podcast. Religion als Bildmanipulationskunst – das Sich-Hineinleben und Hineindenken in Bilder als Intensivierung des Welterlebens. Wer aber in starren Bildern lebt, tendiere zu theokratischen Strukturen. Unverhandelbar seien aber im Katholizismus der Glaube an die Auferstehung von Jesus-Christus und die heilige Dreifaltigkeit.

Gottes-Wort könne man nicht ohne Weiteres auf eine äußere Realität beziehen – so deutete bereits der Direktor der Luxembourg School of Religion & Society, Jean Ehret, im April im *Land* die christliche Religion. „Die religiöse Sprache ist nicht so eindeutig

Manchmal müsse sich das Bild, das wir uns von der Realität machen, verändern, sagt Hollerich

wie andere Formen des Sprachgebrauchs, sie ist deutungsöffener.“ Und es gehe nicht immer um das Was, den Inhalt, sondern ebenfalls um das Wie, die Form. Begriffe, Bilder und Beziehungen sind für ihn nicht unerheblich: ein negatives Gottesbild führt zu anderen Lebenseinstellungen als ein positives. Das religiöse Leben wendet sich unter dieser Perspektive verstärkt affektiv-ästhetischen Angelegenheiten sowie Beziehungen zu und rückt ab vom dogmatisch Korrekten.

Um die Form ging es vor allem auch Kardinal Ratzinger. Er unterstrich die Bedeutung von Gesang und Musik, er erlaubte die tridentinische Messe ohne Sondergenehmigung (dieser Entschied machte Papst Franziskus wieder rückgängig) und legte Wert auf Paramente, d.h. künstlerisch aufwendig gestaltete Textilien. Letzteres brachte ihm in der *LA-Times* den Titel „the best-dressed pontiff ever!“ ein. Seinen Sinn für Versinnsbildung, seinen Fokus auf die unmittelbare Wirkung von Ästhetik mischte Benedikt der XVI allerdings mit äußerst konservativen Ansichten. Während der Synode wurde ebenfalls über die Magie der Form gestritten. So wollte Papst Franziskus durch die Sitzordnung an der Synode den Geist des Miteinanders herstellen und veranschaulichen, indem er runde Tische wählte, an denen Laien und Kleriker gemeinsam saßen – das Ganze ohne kirchliche Festkleidung. „Eine Synode ist eine gottesdienstliche Feier und nicht zu verwechseln mit einer Aktionsversammlung“, es sei nicht angebracht, dass Bischöfe „Sport- und Straßenkleidung“ tragen, zeigte sich der deutsche Kurienkardinal Gerhard Müller deshalb empört.

Jean-Claude Hollerich begrüßte die Tischordnung an der Synode. Überhaupt spart er nicht mit Lob gegenüber dem Papst: „Il est admirable, il a beaucoup d'humour“, sagt er in Arlon. Die beiden Jesuiten gehören dem liberalen Flügel der Kirche an, was ihnen Kritik von rechten Katholiken einbringt. So behauptet der in Oklahoma lebende Politikwissenschaftler und katholischer Konvertit, Anthony Stine, die Jesuiten würden „dämonische Veränderungen“ in der Kirche vorantreiben. Zweifelsfrei sei ein „top Mann“ des Vatikans Kardinal Jean-Claude Hollerich, der unerhörterweise in Interviews dazu aufrufe, die Position der Kirche im Hinblick auf Homosexualität zu überdenken. Er sei ein besonders

gefährlicher Häretiker, da er als Nachfolger von Papst Franziskus gehandelt wird. Ein zentraler Bezugspunkt für einen Traditionalisten wie Stine bildet die römisch-katholische Tradition vor dem zweiten Vatikanischen Konzil und keineswegs die Urkirche und Bibel, wie es hingegen für evangelikale Fundamentalisten typisch ist. In Frankreich sind diese katholischen Strömungen durchaus verbreitet, in denen man auf eine rechtskatholische französische Oberschicht (nicht selten mit adligem Hintergrund) trifft. Auch hierzulande kann man auf dieses Submilieu stoßen, beispielsweise unter den Europa Scouten Lëtzebuerg, einem traditionalistischen Pfadfinderverein, der im Bischofshaus seinen Sitz hat.

Kardinal Hollerich weiß, dass er neben den Rechtskatholiken noch viele weitere Adressaten hat: unter anderem ein globales christlich aufgeklärtes Bürgertum, Befreiungstheologie-Anhänger und das globale Proletariat – alles wiederum inhomogene Gruppen. Arme ins Zentrum zu stellen, empfindet insbesondere Papst Franziskus als ethisch geboten. Um die Einheit zu bewahren, mäandert Jean-Claude Hollerich gelegentlich herum. In Arlon spielte der luxemburgische Bischof mit dem Bild einer Kirche als Gemeinschaft, die Jesus zum Zentrum hat. Sie bringe zwangsläufig unterschiedliche Menschen zusammen: Einige laufen vorne, andere hinken hinterher, manche befänden sich links von Jesus, andere rechts. Er hoffe, dass die mit geschlossenen Herzen, die Zeichen des heiligen Geistes erkennen. Womit er zwischen den Zeilen den Reformbedarf anspricht.

Der Soziologieprofessor, Sozialdemokrat und Katholik Heinz Bude rät der katholischen Kirche im Hinblick auf Reformen, sich aus Fragen von Sitte und Moral stärker zurückziehen und sich auf eine Rückkehr zum magischen Kerngeschäft zu besinnen. „Der Kern des Katholizismus ist und bleibt magisch, das können Sie bei Max Weber nachlesen. Und wenn das Wort zu missverständlich ist, bleiben Sie beim Begriff Mystik oder beim Wort Sakramente oder nennen Sie es performative Akte“, sagt er in einem Interview mit der Zeitschrift *Herder Korrespondenz*. Im Kultischen liege das Wesen des Katholischen – insofern sieht er die Ästhetik als *Aísthēsis* (Altgriechisch für „Wahrnehmung, Empfindung“) als Hauptanliegen des Katholizismus: Liturgische Farben, Gewänder und Körperhaltungen besitzen ihre eigne unmittelbare Magie. Fast durchgehend sei allerdings während der Synode geäußert worden, die Eucharistie sei „schwer verständlich“, erläuterte Jean-Claude Hollerich Mitte November in Belgien. Sein Bericht hingegen deutet an, es gebe hier weniger etwas zu verstehen und eher „kraftvolle Schönheit“ zu erleben.

Die Indifferenz gegenüber der Kirche ist in Westeuropa groß. Mit Blick auf die unerträglichen Missbräuche und dem damit gravierend schlechten Umgang innerhalb der Kirche, ist auch Wut auf die Kirche verständlich. Vielleicht aber gibt uns Weihnachten ein Bild zur Hand, das es wert ist zu meditieren: In der Nacht vom 24. auf den 25. Dezember wird Gott als Säugtier in einem Stall zwischen Esel und Kuh geboren. Ist das ein Bild, das es zu verstehen oder zu erleben gilt, und wenn ja wie? ●

Immer schön weiter

Sarah Pepin

Quo vadis, Tram? Wie der Abschnitt in der Avenue de la Porte-Neuve zum politischen Hindernis des Ausbaus werden könnte

Als die grüne Oppositionschefin Sam Tanson die Tram-Thematik bei ihrer Antrittsrede im Parlament ansprach, gab es von der DP-Abgeordneten Simone Beissel einen *bras d'honneur*. (Es sei ihr *entwuscht*, weil sie sich so geärgert habe, erklärt sie dem *Land*. Sie habe sich später bei Frau Tanson entschuldigt.) Davor hatte Tanson mit einem Lächeln in Richtung DP gestichelt und sich darüber gefreut, dass auch die Liberalen nun erkannt haben, dass die Straßenbahn ein „formidabler Erfolg“ sei, ihr im neuen Koalitionsabkommen dennoch weniger Platz eingeräumt wurde als dem Eurovision Song Contest. Vielleicht müsste die neue Mobilitätsministerin Yuriko Backes (DP) noch parteiintern mit der Bürgermeisterin Lydie Polfer verhandeln, ob die Tram die Avenue Porte-Neuve entlang und auch zum CHL fahren dürfe, sagte Tanson. Xavier Bettel und Lydie Polfer hörten zu und nickten. Immerhin hingen die Entwicklung der Hauptstadt, und der Gemeinden Bartringen und Strassen von diesen Entwicklungen ab, ergänzte die grüne Abgeordnete.

An der Baustelle an der Rue des Scillas in Howald wird auch bei Minustemperaturen und Schnee weitergearbeitet. Dem Plan nach sollten im Frühjahr nächsten Jahres die Haltestellen bis Cloche d'Or angefahren werden können; 2025 soll die Linie zum Flughafen fertig sein. Die Ziele der Mobilitätspolitik hat der grüne Ex-Mobilitätsminister François Bausch im Plan national mobilité 2035 (PNM) klar definiert. So soll, neben der Cloche d'Or-Flughafen-Linie, die Straßenbahn ebenfalls durch Neubauviertel fahren und weitere Umsteigeknoten eingliedern: Hollerich hin zum neuen *pôle d'échange* Westen; die Route d'Arlon hinunter zum Bouillon; die Route d'Esch hoch nach Esch, Belval und Beles und die zweite Linie in die Viertel Laangfur und Kuebebieng in Kirchberg (über den Boulevard Konrad Adenauer). Weiter heißt es im PNM, dass diese Ziele nur zustande kommen könnten, wenn der Ausbau von 1,5 bis zwei Kilometer pro Jahr auf zwei bis drei Kilometer beschleunigt wird. Die neue Regierung bekennt sich im Koalitionsabkommen zum PNM. Zur Tram heißt es, sie würde sich engagieren „weitere Linien auszubauen“, auch, was die Schnell-Tram angeht. Geplant ist dahingehend bisher die Verbindung nach Esch. Präziser geht es im Abkommen nicht zu.

Den Gesetzentwurf zur Finanzierung des Ausbaus nach Hollerich (lediglich bis zur Route d'Esch, also über das Gelände von Paul Wurth und Heintz van Landewyck) und zum Kirchberg bis nach Laangfur, hat François Bausch im Sommer im Parlament hinterlegt. Er sieht 90 Millionen Euro staatliche Unterstützung sowie 45 Millionen Euro von der Hauptstadt vor. Diese Teilabschnitte sollen Ende 2027, Anfang 2028 in Betrieb genommen werden.

All das übernimmt nun die neue Mobilitätsministerin Yuriko Backes (DP), neben den nicht unkomplizierten Ressorts öffentliche Bauten, Verteidigung und Gleichstellung. Sie gibt sich bedeckt und antwortet per Mail, sie habe vor, die jetzigen Baustellen so schnell wie möglich abzuschließen.

Sie arbeite „in der Kontinuität der Arbeit, die bisher geleistet wurde“, und wolle den Erfolg der Tram „mit der gleichen Disziplinertheit und urbanistischen Qualität wie bisher weiterführen“. Auch die Schnell-Tram nach Esch sei für sie prioritär. Sie wolle sich so schnell wie möglich mit Lydie Polfer zusammensetzen, wahrscheinlich zu Beginn des nächsten Jahres, um die Verlängerung zum CHL und den Abschnitt über die Avenue Porte-Neuve zu besprechen und einen politischen Zeitplan zu fixieren, wann welche weiteren Ausbaustufen aus dem PNM zustande kommen. Die Machbarkeitsstudien seien für diese Abschnitte noch nicht abgeschlossen, heißt es aus dem Mobilitätsministerium.

Dass die DP die Tram als Verkehrsmittel vorantreibt, ist eine eher rezente Entwicklung. Ende 1994 wurde von den Grünen in der Hauptstadt bereits eine „Hybridbahn“ (BTB) geplant. Die damalige und heutige Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) ließ fünf Jahre später in einer ihrer öffent-

lichkeitswirksamsten Aktionen vier Busse aneinanderketten und sie von einem Abschleppwagen vom Bahnhof in die Oberstadt ziehen – all das, um zu beweisen, dass eine Straßenbahn die Stau-probleme der Stadt nicht lösen wird. Groß war auch die Ablehnung von Polfers Nachfolger, Paul Helminger (DP), der sich sicher war, dass die Tram in der Avenue de la Liberté zu Spitzenstunden „die Nachfrage“ nicht stemmen könnte, und das als Argument gegen die BTB benutzte (*Voix du Luxembourg*, 19.12.2001).

Dabei war die Tram keine revolutionäre Idee. In Luxemburg-Stadt verkehrten ab 1875 Straßenbahnen, erst mit Pferden, dann ab 1908 elektrisch. 1964 fuhr die letzte in Richtung Beggen, Busse und Autos nahmen in den folgenden Jahrzehnten mehr Platz in der Innenstadt ein. Ein halbes Jahrhundert nach der letzten Fahrt wurde die Neueinführung einer Tram 2014 im Parlament angenommen, seit dem 10. Dezember 2017 fährt die Straßenbahn. Fundamental infrage gestellt wird das Verkehrsmittel heute, im Gegensatz zu den 90-er und Nullerjahren, von keiner Partei mehr. Immerhin bringt sie täglich mehr als 90 000 Menschen vom Lyzeum in Bonneweg in die Luxexpo.

Der Knackpunkt liegt für die Grünen allgemein, wie neben Sam Tansons Rede auch eine parlamentarische Frage des Abgeordneten Meris Sehovic vergangene Woche bewiesen, in dem neuen Abschnitt, der am Altersheim Pescatore entlang durch die Avenue-Porte-Neuve fahren und am Boulevard Royal nach rechts abbiegen soll. Hiergegen hatte sich bereits im Sommerloch 2022 Widerstand geregt. Natur & Umwelt hatte sich damals an den Mobilitätsminister Bausch gewandt, weil in den Machbarkeitsstudien angedeutet worden war, dass der Stadtpark für die Tram angeschnitten und einige sehr alte Bäume gefällt werden müssten; auch die Vereinigung der Freunde der Festungsgeschichte hatte sich eingeschaltet, Festungsbauten unter Straßenniveau könnten in Gefahr sein. Ein weiteres Problem stelle der rechte Winkel, den die Straßenbahn beim Boulevard Royal nehmen müsste, dar, erklärte die Hauptstadt-DP. Das grundsätzlichere Problem, dass in der Neipuertsqaass dem Auto Platz weggenommen werden müsste, wurde vom städtischen Schöfferrat weniger reflektiert. Derzeit ist die Straße vierspurig.

Heute wird nicht mehr über die Bäume gesprochen. François Bausch sagt, die Studien zeigten, man bräuchte die Bäume nicht zu fällen. (Bis Redaktionsschluss konnte das *Land* keine Einsicht in

Das grundsätzlichere Problem, dass in der Neipuertsqaass dem Auto Platz weggenommen werden müsste, wurde vom städtischen Schöfferrat weniger reflektiert

die Studien bekommen.) Für ihn macht eine Linie über die Route d'Arlon und eine Anbindung des CHL an den Kirchberg nur Sinn, wenn man über die Porte-Neuve zum Kirchberg gelangen kann. Das habe sowohl Zeit als auch Infrastrukturgründe. „Wenn zu viele Trams auf der gleichen Trasse verkehren, muss die Taktung weniger werden“, erklärt er. Das beeinträchtige die Qualität. Es ginge darum, ein richtiges Netzwerk auszubauen, sonst stünden die Bahnen sich bald im Weg. Deshalb bräuchte es im Stadtkern eine Ausweichstrecke. Außerdem könne man Menschen aus dem Westen des Landes, die in Bussen zum neuen Knotenpunkt am CHL ankommen werden, nicht zumuten, zwei Mal umzusteigen: am CHL und noch einmal am Hamilius. Das sei eine „Schikane“ und ein Verlust für das Netzwerk. Der Bebauungsplan (PAP) der Stäreplatz hinge an der Entscheidung um die Neipuertsqaass, eine Entscheidung könne nicht ewig verschleppt werden. Er wolle keine Polemik gegen die Bürgermeisterin regen, sagt er – echauffiert sich dann wie jemand, der nichts mehr zu verlieren hat: „Wenn Lydie Polfer noch sechs Jahre so weiter macht, ist die Stadt kaputt.“

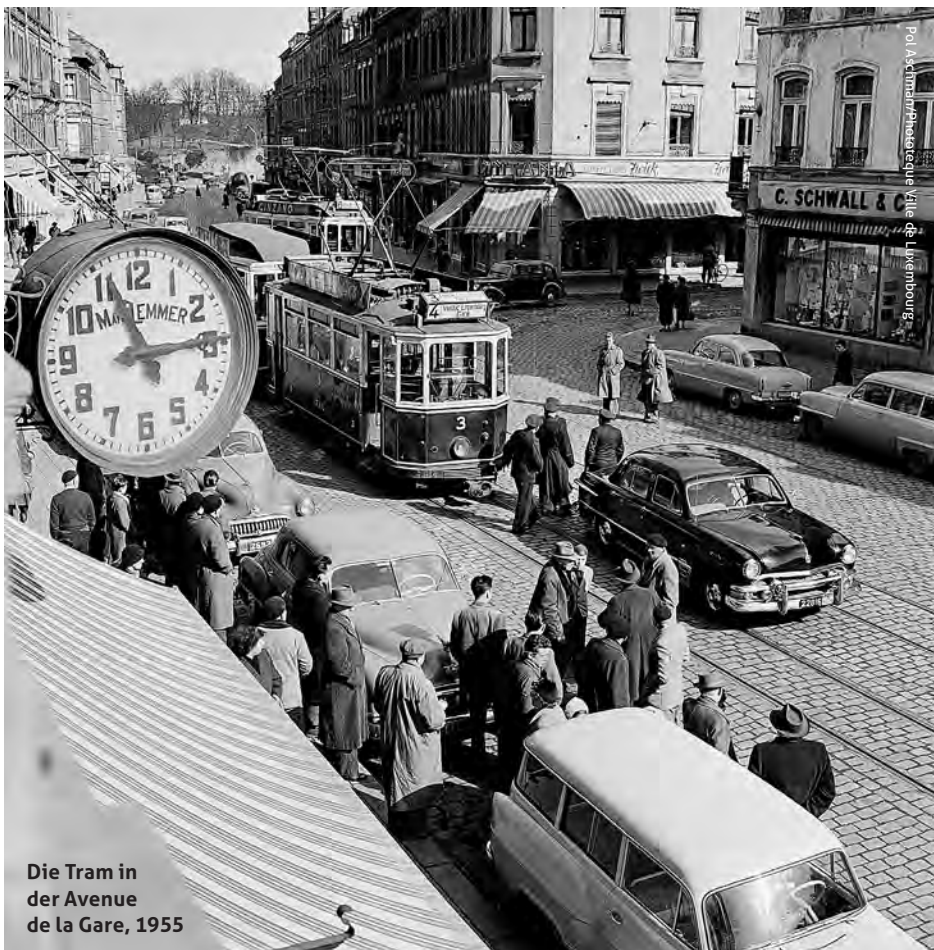
Lydie Polfer begrüßt in ihrem Büro am Knuedler, die Karte der Stadt hängt hinter ihr wie eine Verheißung. Sie versteht die Angriffe der Grünen nicht, die Zusammenarbeit sei immer gut gewe-

sen, die Entscheidungen seien gemeinsam getroffen worden. Sie erinnert sich daran, wie sie mit Sam Tanson die Farben des Trams ausgesucht hat, die schönen Stühle: „Mir hunn den allerschönsten Tram.“ Sie wolle „über Fakten“ reden. Die sanfte Mobilität findet sie super – allerdings müsse man die Stadt nach wie vor für den Autoverkehr zugänglich halten. „Sehen Sie sich morgens die beiden Straßen an, die den Individualverkehr noch in die Stadt hineinfahren lassen, die sind voll.“ Thema Avenue Porte-Neuve: Bedeutet es für sie keine Einbuße an Qualität, wenn die Menschen aus dem Umland öfter umsteigen müssen? Lydie Polfer zuckt mit den Schultern und hebt ihre Arme. Das sei dann eben so. Was die Route d'Esch angeht, müsse man schauen, was konkret machbar sei, das könne aber klappen.

Die Kämpfe sind die gleichen wie in anderen europäischen Städten, wo Tram-Befürworter, ebenso wie Fahrradfahrer, gegen andere Einwohner kämpfen, die sich in ihrem Recht aufs Auto eingeschränkt fühlen. Klassisches Nimby, dem man sich als Politiker aussetzen wollen muss. In Wiesbaden, einer ziemlich kleinen Stadt, scheiterte vor drei Jahren ein großes Tram-Projekt, obwohl die dortigen Einwohner ein vergleichsweise ebenso großes Stauproblem haben. Straßburg hingegen wird als Tram-Paradebeispiel gewertet; dort haben die Planer alle vorherigen Verkehrsstraßen in Fußgängerzonen umgewandelt, als sie die Straßenbahn gebaut haben. Luxemburg investiert mehr als andere Staaten in die Infrastruktur, umso erstaunlicher ist es, wie langsam der fundamentale Mentalitätswechsel in manchen Teilen der Politik ist.

Im Gegensatz zu Lydie Polfer ist Yuriko Backes ein vergleichsweise neues Gesicht bei den Liberalen. Ob sie genug politisches Verhandlungsvermögen unter Beweis stellen kann, um im bisherigen Tempo mit dem Netzwerkausbau des Trams fortzufahren und im Umgang mit der ewigen Bürgermeisterin, muss sich zeigen. Lydie Polfer schaut der Zusammenarbeit jedenfalls „mehr als positiv“ entgegen.

Luxtram wollte sich auf Anfrage des *Land* übrigens nicht im Zeitrahmen der Recherche positionieren. Die Firma hütet sich vielleicht auch davor, Stellung zu beziehen in einer Debatte, in der ihre Hauptaktionäre, Staat und Gemeinde, offensichtlich nicht immer an einem Strang ziehen – und wartet lieber die ersten Schachzüge der neuen Mobilitätsministerin ab. ●



Nächster Halt, Stäreplatz

Sam Backes

Attraction de parcs

France Clarinval

**Les parcs et jardins modèlent l'image des villes.
Leur développement tient à des volontés politiques que les enjeux écologiques exacerbent**

Le 7 juin 2023, quelques jours avant les élections communales, les édiles de la Ville inauguraient en grande pompe « le plus grand parc de la capitale », plus de seize hectares, au Ban de Gasperich. Dans le même temps, la minéralisation de la capitale est flagrante et dénoncée par les partis d'opposition. Place de Paris, place Guillaume ou place Hamilius, par exemple, des arbres ont été enlevés. Même chose avenue Pasteur ou rue Gellé. Ce que ne manquent pas de pointer les Verts ou les Socialistes, plaidant pour plus d'arbres, de haies et d'autres couvertures végétales et pour une stratégie de verdissement plus volontariste. Ces propositions vont au-delà de la création d'espaces d'agrément « invitant à la détente et au ressourcement » (selon les termes du dossier de presse du parc de Gasperich). Il s'agit d'apporter des réponses aux hausses de températures et aux problèmes de qualité de l'air. Au Luxembourg, comme ailleurs, la ville devient le modèle dominant d'habitat : en 2050, les trois quarts de la population de la planète vivront dans des villes. Le rôle et la place des espaces verts est prépondérant dans les choix politiques. Prendre en compte l'environnement dans les aménagements urbains est une évidence nécessaire.

L'histoire de la création des espaces verts urbains est liée à celle de l'évolution politique et sociale. Le lien entre espaces verts et conditions socio-économiques est même au fondement de la création des parcs et jardins publics impulsée aux 18^e et 19^e siècles par les révolutions sociales, industrielles et politiques dans toute l'Europe. L'apparition de parcs publics dans les villes remonte à l'ouverture progressive de jardins privés, royaux, princiers et ecclésiastiques. Au cours du 18^e siècle, certaines parties des parcs royaux, destinés à la chasse et au délassement, sont rendues accessibles au public. C'est le cas des Tuileries à Paris, de Hyde Park à Londres ou du Prater à Vienne. (Le parc animalier entourant le château Mansfeld à Clausen, laissé à l'abandon dès le 17^e siècle, était trop excentré par rapport au centre politique pour faire l'objet d'aménagements.) Mais l'idée d'un jardin public exclusivement destiné à la promenade et aux loisirs des citadins n'émerge que plus tard. Le premier naît près de Liverpool : Le Parc Birkenhead est aménagé en 1847 par l'architecte Joseph Paxton sur la seule idée philanthropique d'offrir à la population des espaces verts. D'autres villes suivent, notamment Londres et Paris, et les parcs publics sont intégrés à la planification urbaine et au développement des villes, en plein essor industriel. Ces « poumons verts » s'imposent comme un nouvel élément d'urbanisme. Un vocabulaire spécifique voit le jour : allée, square, avenue, esplanade, jardin...

Luxembourg a pris un peu de retard. La forteresse limitait le développement de la ville. Des jardins privés ou monacaux sont cependant visibles sur des plans d'avant 1867, présentés dans l'exposition *Vu Gäert a Bicher* à la Bibliothèque nationale du Luxembourg. La place Guillaume II et la place d'Armes sont arborées, l'allée Scheffer était aménagée comme promenade publique au pied des ouvrages militaires. Dans le livre qui accompagne l'exposition, Robert Philippart rappelle aussi que « la promenade du général passant entre les ceintures intérieure et extérieure du front de la plaine (emplacement du parc

Les investissements de la Ville dans les parcs publics sert les promoteurs privés qui vantent la proximité des espaces verts

actuel de la ville haute) était accessible au public le dimanche et contre paiement de droits d'entrée ».

Le démantèlement de la forteresse laisse d'importants espaces et les mots du traité de Londres orientent la politique pour changer le visage de la ville : « Sa majesté le Roi et Grand-Duc, [...] prendra les mesures nécessaires, afin de convertir la dite place forte en ville ouverte ». L'État autorise la vente des terrains des anciens forts à des particuliers par la loi du 21 mai 1868, afin de couvrir une partie des coûts de démantèlement des remparts et de construction des nouvelles avenues. « Les investisseurs recherchés par le Gouvernement furent des hommes d'affaires fortunés, car l'État voulait attirer des décideurs, des fortunes, et rentrer ainsi dans ses frais », relate Robert Philippart. L'idée de la création d'une ceinture verte autour de la ville prend forme et, en 1871, le ministre d'État Emmanuel Servais fait appel à l'ingénieur-paysagiste français Édouard André. Ce dernier avait participé aux aménagements du parc des Buttes-Chaumont à Paris, sous la direction de Jean-Charles Alphand. De cette expérience, il savait que la transformation d'anciennes friches (le site parisien était une ancienne carrière et une décharge) en un paysage idéalisé à la nature domptée allait valoriser les terrains voisins constructibles. Les parcs seront entourés de cordons de villas qui, avec leurs jardins, se fondent dans l'ensemble grâce à un écran de verdure qui ne ménageait que de rares échappées de vue sur tel ou tel bâtiment. Les terrains situés à proximité du parc étaient recherchés par les familles fortunées. Dans *Ons Stad*, Isabelle Yegles-Becker cite : « Le médecin Feltgen, le professeur de Waha, le fabricant Lévy, les fabricants de textile Godchaux, le baron Félix de Blochausen, le fabricant de tabac Heintz van Landewyck ». Sans aller jusque dans les

prouesses techniques et extravagances parisiennes (falaises, lacs, train), la série de parcs de la ville haute va modeler l'image d'une capitale qui veut changer de visage et oublier son caractère militaire. La Fondation Pescatore (qui devait accueillir un musée pour les œuvres d'art léguées par Jean-Pierre Pescatore, ce que deviendra la Villa Vauban), le monument de la Princesse Marie-Amélie, un kiosque à musique et des « restaurants-limonadiers », le programme culturel proposé à la Villa Louvigny (déjà) ont fini d'asseoir l'importance du parc pour la population au tournant du vingtième siècle.

On doit également à Édouard André l'aménagement, en 1888, d'une couronne verte extérieure, vers l'est sur les hauteurs des anciens forts. Ces parcs forestiers étaient de nature plus « sauvage » avec des plantations qui masquaient les vestiges des ouvrages militaires, au fort Thungen, par exemple. Le réaménagement du parc, parallèlement à la construction du Mudam et du musée Dräi Eechelen, a été achevé au printemps 2009. Il est l'œuvre de l'architecte-paysagiste Michel Desvigne qui vient aussi de livrer le « jardin du multilinguisme » au pied de la Cour de justice de l'Union européenne.

Décidément très actif à Luxembourg, Édouard André avait aussi proposé d'aménager un tunnel en-dessous de l'avenue Monterey pour rejoindre la vallée de la Pétrusse. Il imaginait un versant planté d'arbres fruitiers et une promenade longeant jusqu'à l'Alzette pour remonter ensuite près de la Côte d'Eich et assurer une liaison avec la ville haute. L'idée est de valoriser des terres improductives où l'égout collectif de la ville se déverse et où est logée l'usine à gaz. Une gare au fond de la vallée est un temps envisagée. Les travaux durèrent une quinzaine d'années à partir de 1882, avec en point d'orgue, l'intégration du pont Adolphe en 1903. « Une des plus belles scènes d'Europe », comme la nomme le paysagiste, voit ainsi le jour.

Au centre de la vallée, la Pétrusse s'écoule sur treize kilomètres, prenant sa source dans la forêt de Dippach, avant de rejoindre l'Alzette dans le quartier du Grund. Le cadre pittoresque de la rivière ne subsiste pas à l'accroissement de la population de la ville et des problèmes de salubrité qui s'en suivent. En 1932, une commission chargée d'étudier la question de l'assainissement des faubourgs constate que l'eau de la Pétrusse est souillée par les déchets résultant de l'activité humaine, à tel point que la rivière représente un danger pour la santé publique. Ce problème est principalement lié à la largeur du ruisseau. Le débit n'est pas suffisant pour évacuer les matières en décomposition qui y sont déversées. Pour permettre une évacuation rapide des eaux de la Pétrusse – et des déchets qu'elle draine –, les autorités ont opté pour une canalisation du lit de la rivière. Cette bétonisation a perdu son sens depuis que les eaux usées sont traitées séparément des eaux de pluie. Le réaménagement écologique ou « renaturation » a été entrepris à partir 2019. 26 millions d'euros et quatre ans de travaux plus tard, la première phase est à présent terminée, permettant de redonner un habitat naturel à la faune et la flore, juguler les effets des fortes pluies en permettant l'élargissement du lit de la rivière.

La liste des parcs municipaux s'est allongée avec le temps. Tous les quartiers de la capitale ont désormais le leur, avec des aménagements spécifiques. Reliant le Limpertsberg au Rollinggrund, le parc Tony Neuman porte le nom de l'avocat qui l'avait fait réaliser dans les années 1960. Il avait voulu un jardin « à l'anglaise », avec des sentiers sinueux et une nature « libre ». Avec le jardinier Alphonse Hollman, il développe une collection d'arbres et de fleurs, installe des sculptures et laisse une partie du terrain « sauvage ». À sa mort, en 1979, il en fait don à la Croix-Rouge dont il était président, à condition de l'ouvrir au public pour 90 ans. Les sculptures sont toujours visibles, les arbres remarquables font l'objet de visites guidées, une aire de jeux a été ajoutée. On peut citer d'autres parcs plus récents : Merl, Laval (Dommeldange), Kaltreis (Bonnevoie), Cessange, Mansfeld (Clausen) ainsi que les nombreux espaces verts du Kirchberg (dépendants non de la Ville de Luxembourg, mais du Fonds du Kirchberg). Partout, des aménagements importants sont réalisés (traçage de chemins, implantation de bancs, plantations), des installations de taille sont ajoutées (plaines de jeux, agrès de fitness, toilettes, œuvres d'art...). Ainsi, le long de la Pétrusse, les travaux ont aussi concerné les zones comprenant l'aire de jeux, le mini-golf avec son kiosque et les appareils de fitness en plein air.

Au Parc de Gasperich « d'innombrables équipements destinés à la pratique d'activités en plein air dans un cadre verdoyant » sont ou seront construits (aire de jeux, terrain multisports, terrain de beach-volley, espace fitness, toilettes publiques, brasserie). Non loin, les bureaux, le centre commercial et des immeubles résidentiels ont fleuri. On est très loin des villas cossues qui bordent les parcs du centre-ville, mais la proximité avec la nature est vantée dans le discours politique comme dans les argumentaires commerciaux. « Des vues à couper le souffle pour profiter de paysages exceptionnels », « des résidences entourées de verdure », lit-on sur les sites des promoteurs. « Le parc a vocation à être le jardin des citoyens qui vivent là et qui n'en ont pas », espérait Serge Wilmes (CSV) encore Premier échevin lors d'une présentation, citée dans *Le Quotidien*. Il considère que le parc est un vecteur du vivre-ensemble et de la convivialité. À la base, c'est un quartier d'affaires. L'investissement de la Ville dans le parc (un bon seize millions d'euros) sert des investisseurs privés, Flavio Becca en tête.

Le processus de « loisirification » de la nature n'a pas beaucoup changé depuis le 19^e siècle. Les parcs publics et les espaces verts ont servi à maintenir la paix sociale. On pense à la création du parc Gaalgebierg sur les hauteurs d'Esch en compensation à la destruction du bois du Clair-Chêne. L'aspect didactique ou éducatif – jardins botaniques, arboretum, ou plus récemment parcours pédagogique autour des abeilles – continue à être mis en avant, autant que le côté récréatif, sportif et culturel. La prise de conscience de l'importance du rôle environnemental et est plus récente et a encouragé certaines requalifications paysagères d'anciennes friches. La nature domptée, artificialisée fait place à une nature plus libre, avec des espèces indigènes à forte valeur écologique. ●

Rendue à son lit, la Pétrusse s'élargit. Elle reste une zone de loisirs



Sven Becker

Le Parc Tony Neuman, au Limpertsberg, ce lundi midi





Le prix de la sécurité juridique

Quel est le prix de la sécurité juridique en matière fiscale au Grand-Duché ? Il évolue au gré des décisions des juridictions européennes et vient d'augmenter de 120 millions d'euros ce mardi à la faveur de l'arrêt rendu par la Cour du Kirchberg dans l'affaire Engie. En 2018, la Commission européenne avait considéré comme une aide d'État illicite les *rulings* accordés par l'ACD au fournisseur d'énergie français. Contestée par le Luxembourg et Engie, la décision de l'exécutif européen avait été confirmée en 2021 par le Tribunal de l'Union européenne. Appel avait été interjeté et la Cour a considéré cette semaine que la Commission n'avait pas été capable de déterminer le cadre fiscal normal duquel l'ACD aurait dérogé pour fournir une aide d'État indue (sous la forme d'un avantage fiscal) à Engie. « The Commission cannot establish a derogation from a reference framework by limiting itself, as it did in this case, to observing that a measure deviates from a general objective of taxing all resident companies in the Member State concerned, without taking into account provisions of national law specifying how this objective is to be implemented », a réagi d'emblée le cabinet d'affaires Elvinger Hoss dans sa newsletter. La CJUE a notamment rappelé « la compétence et l'autonomie fiscales des États membres dans des secteurs non harmonisés au

niveau de l'Union » et la possibilité de prévoir des exonérations dans le cadre du droit national.

Voilà le troisième camouflet subi par les services de Margrethe Vestager au Grand-Duché dans sa campagne contre l'optimisation fiscale des multinationales. Ont précédé les affaires Amazon (280 millions d'euros) et Fiat Finance & Trade (23 millions). Cela porte à 423 millions d'euros le coût d'opportunité pour l'ACD... même si le nouveau Premier ministre luxembourgeois Luc Frieden se félicitera certainement de ce que la justice européenne ait donné raison à l'administration sur laquelle il avait autorité, en tant que ministre des Finances, quand elle a délivré les *rulings* à Engie (pour l'essentiel puisqu'ils se sont échelonnés entre 2009 et 2014). Figurait dans le même gouvernement et le même parti jusqu'en 2013, François Biltgen (photo : lors d'un meeting CSV à Esch en septembre, sb). Le ministre de la Justice avait alors repris le mandat de juge à la Cour laissé par Jean-Jacques Kasel. La nomination avait été considérée comme éminemment politique (*d'Land*, 26.4.2013). François Biltgen figure parmi les quinze membres de la Grande chambre de la Cour qui a rendu l'arrêt Engie mardi. L'intéressé n'a pas laissé sa place à l'un des douze autres juges à disposition comme il peut le faire. La Cour répond que le juge Biltgen, nommé en octobre

2013, « n'a aucunement participé aux procédures, administrative ou judiciaire, étant à l'origine » de l'affaire, « ni au niveau national ni au niveau européen ». La Cour considère que la procédure a commencé en 2015 par la saisine de la Commission européenne. Elle rappelle en outre que, selon le statut de l'institution, la nationalité d'un juge ne peut pas être invoquée pour demander la modification de la composition d'une formation de jugement de la Cour.

La DG Concurrence sur laquelle la vice-présidente de la Commission a autorité s'est, une fois n'est pas coutume, abstenue de communiquer de presse après la décision de la CJUE. Face au *Land*, un avocat fiscaliste (qui préfère garder l'anonymat) souligne que le volet technique prend à nouveau le dessus sur le volet politique grâce à la Cour européenne. Il reproche à la Commission d'avoir exercé « une pression énorme sur le Luxembourg à grands coups d'annonces ». « Ceci a été bien relayé par la presse avec une présomption de culpabilité pesant sur les contribuables et surtout les États » (Irlande, les Pays-Bas et la Belgique sont concernés), poursuit-il en admettant que l'objectif politique a été atteint. Mais à quel prix ? Margrethe Vestager s'est mise en retrait de ses fonctions à Bruxelles pour briguer la présidence de la BEI, en face de la CJUE, de l'autre côté du Boulevard Konrad Adenauer. ^{pso}

Land

08.12.2023

9

W I R T S C H A F T

12 jours de grève

Une cinquantaine d'ouvriers d'Ampacet tiennent toujours le piquet de grève, sous la pluie et la neige, à l'entrée de l'usine de granulés de plastique près de Dudelange. Une partie d'entre eux s'étaient déplacés ce mercredi devant la Chambre des députés, où le ministre du Travail, Georges Mischo (CSV), était attendu

pour son premier oral devant la commission parlementaire. La présidente de la délégation, Saliha Belesgaa, lui a exposé les griefs des grévistes. Le ministre a écouté poliment, avant d'expliquer avoir envoyé deux lettres (l'une à l'OGBL, l'autre à la direction) appelant au dialogue. « On suit le dossier, et voilà... Comme vous le voyez, on a eu la lettre lundi, aujourd'hui on est mercredi. On

n'est quand même pas sorciers, mais on travaille quand même. »

À l'intérieur, Mischo a expliqué aux députés que si la situation restait bloquée, il pourrait alors convoquer le syndicat et le management pour deux entrevues séparées. Au micro de *RTL-Radio*, il a dit « respecter évidemment les négociations tarifaires ». L'argument paraît quelque peu

saugrenu, puisque, justement, il n'y a plus de négociations tarifaires, la direction ayant demandé la non-conciliation. (Un fait inédit dans l'histoire sociale récente.) Mischo a ajouté ne pas pouvoir « jouer au médiateur, ni au conciliateur, ni au facilitateur », car cela ne serait « pas prévu » dans le Code de travail. Or, ce rôle, des ministres l'ont endossé par le passé. En 2000, par exemple, le SIP informait que « le gouvernement luxembourgeois a réussi à mettre fin à une grève des convoyeurs de fonds ». Et de préciser : « À la demande des partenaires sociaux, le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker avait agi comme médiateur dans ce conflit. »

Sur X (anciennement Twitter), le député socialiste Georges Engel, a sévèrement critiqué son successeur au Rousegäertchen : « Huet Lëtzebuerg nach een Aarbechtsminister ? Wou bleift seng Roll als Médiateur am Konflikt bei Ampacet ? Wann de Sozialdialog mat Féiss getrëppelt gëtt, muss hien intervenéieren. » François Bausch se montre également très critique. Dans la commission du Travail, dit l'ex-ministre vert, il aurait demandé au ministre : « S'il ne s'agissait pas d'une petite entreprise de soixante salariés, dont 80 pour cent de frontaliers, *géift Dir dann nach ëmmer sou gemittlech hei setzen ?* »

Alors qu'il avait estimé la semaine dernière sur *Radio 100,7* qu'il était « inacceptable »

de rompre le dialogue social, le ministre a veillé ce mercredi à temporiser et à se positionner à équidistance des grévistes et du management, déclarant que la vérité se trouverait toujours « quelque part au milieu ». Ce lundi soir, la direction d'Ampacet est finalement sortie de son mutisme en faisant envoyer, via ses avocats, un communiqué à la presse. La firme américaine y affirme ne pas avoir engagé des intérimaires pour briser la grève et ne pas avoir réduit les salaires au minimum légal. Elle évoque des « intimidations » et « agressions verbales » qui viseraient les salariés ne faisant pas grève (« les presque trente pour cent »), et regrette que des clients se retrouveraient « bloqués d'entrée » devant l'usine. L'offre finale aurait d'ailleurs été « nettement plus élevée » que le ferait croire l'OGBL. Sur la situation économique d'Ampacet Luxembourg, on n'apprend pas grand-chose, sauf que les conditions de marché seraient « difficiles », tout comme les perspectives de croissance en Europe en général.

Les grévistes remettent en question certaines de ces affirmations. Le taux de trente pour cent de non-grévistes induirait ainsi en erreur. Il inclurait la quinzaine de dirigeants, cadres, RH et assistants, qui ne sont pas directement concernés par la convention. Sur les quelque 55 ouvriers de l'usine, 48 auraient participé au vote, dont 45 auraient voté pour la grève, trois contre.

(Les résultats ont été vérifiés par la commission de contrôle de l'OGBL.) Les grévistes critiquent que les primes et hausses soient liées à des conditions de performance, dont des maxima de jours d'absence. L'augmentation linéaire de salaires, proposée par le patron, aurait été de cinq centimes l'heure, soit environ 8,50 euros sur le mois.

Les grévistes rencontrés ce mardi matin sur le piquet de grève s'affichaient toujours motivés. Beaucoup se disent surpris par la force de la solidarité : « C'est quelque chose de magique ». La fabrique est passée des trois-huit aux deux-huit, supprimant les postes de nuit. Seule une équipe de quatre ouvriers continue à travailler, parmi eux le délégué sécurité du LCGB ainsi que ses deux suppléants. Les camionneurs qui tentent de livrer du matériel Ampacet se voient remis un tract traduit dans une dizaine de langues, du français au bulgare, en passant par le polonais et l'espagnol.

La plupart des ouvriers ont plus de dix ans d'ancienneté dans la boîte. Ils expriment ouvertement leur exaspération vis-à-vis des nouveaux directeurs en poste depuis 2021. « Ce n'est pas leur usine, c'est la nôtre. Pourquoi tout ce gâchis ? Qu'ils nous rendent notre usine ! », s'exclame un gréviste. « C'est nous qui avons construit tout ça, qui avons fait avancer le système et les procédures [de production, ndlr] ». (Ampacet produit des billes en plastique multicolores

par extrusion, qu'elle vend à Ikea, Tetra, Decathlon ou Lego. Une ligne de production en sortirait dix tonnes par heure, estime un ouvrier.)

La cagnotte de solidarité se remplit lentement : 15 200 euros ce jeudi après-midi. (La liste des 200 donateurs se lit comme un who's who de la gauche syndicale.) En parallèle, l'OGBL a fait des collectes dans ses sections locales (relativement amorphes) ainsi qu'à la Fête de Ste Barbe à Rumelange. Il est à noter que ni Taina Bofferding ni Sam Tanson, cheffe de fraction du LSAP respectivement des Verts, n'ont jusqu'ici fait le déplacement au piquet de grève. ^{bt}



Ticker

Sputtnix

Bernard Thomas

Les Friedenomics servies à la sauce Roth

Il n'y aurait pas de « plan B », assurait le ministre des Finances ce samedi aux auditeurs de *RTL-Radio*. « Dës Regierung ass ugetrueden mat engem Plang A, mat engem Konzept, an deem zéie mir duerch ». La doxa Frieden, Gilles Roth (CSV) veut y croire : « An dat wäert och fonctionéieren ». Le « méi Netto vum Brutto » générera plus de consommation, plus d'activités, plus de recettes, ressasse Roth, employant la méthode Coué. En même temps, il constate « l'effet de ciseau négatif » entre recettes (+7,2%) et dépenses (+15,4%), qui devrait être corrigé... « mëttelfristeg ». La seule recette pour économiser que Roth évoquait, samedi dernier, concernait les investissements. Il ne faudrait pas toujours « d'Ham an der Mëllech kachen » : « Fréier huet et mol geheesch 'mat manner méi' ».

Luc Frieden a pris un pari risqué. L'adaptation partielle du barème à l'inflation coûtera 480 millions par an, tous les ans. Le dopage des investisseurs immobiliers (durant douze mois) engendrera un important déficit fiscal. L'alignement du taux d'affichage pour les entreprises vers la moyenne de l'OCDE est promis « à moyen terme », et coûtera, lui aussi, cher.

Or, les prévisions ne sont guère clémentes, le « Sputt » a disparu. La note adressée par le Comité économique et financier national (CEFN) au formateur expose la vulnérabilité et l'imprévisibilité budgétaires : « Un choc négatif de 0,5 pour cent sur la croissance de la zone euro impliquerait, le cas échéant, une moins-value budgétaire de 150 à 800 millions d'euros par an ». L'aréopage de hauts fonctionnaires et de directeurs d'administrations ne déborde pas d'optimisme. La situation budgétaire ? « Largement déficitaire ». La trajectoire de la dette ? Elle dépassera les trente pour cent en 2026. La croissance de l'emploi ? Elle « ralentit fortement » et tombe à son niveau le plus bas depuis 2012. Le taux de chômage ? Il « repart à la hausse ». La directive « Unshell » ? Elle risquera d'avoir « un certain effet dissuasif » sur l'industrie de l'optimisation fiscale et la nuée de Soparfis que celle-ci engendre. En résumé : L'économie luxembourgeoise « ne semble pouvoir éviter une contraction ».

Un mois après les législatives d'octobre, le haut fonctionnaire systémique à la retraite, Romain Bausch, démonta l'argumentaire de Frieden sur *RTL-Télé*. Un contre-financement par la seule croissance économique ? « Cela ne fonctionne pas. C'est très clair. D'abord cela ne fonctionnera pas dans les premiers douze mois. Ensuite, le Luxembourg est une des économies les plus ouvertes au monde. Si vous facilitez donc la consommation, une grande partie sera exportée. » Et de rappeler que le Conseil national des finances publiques tout comme le Statec ont prévenu dès juin que les prévisions de croissance avaient été trop optimistes. Au même moment, Luc Frieden lançait sa campagne électorale sur la promesse du « manner Steieren fir jiddereen ».

En 1999, le gouvernement CSV-DP promettait dans son accord de coalition « un allègement de la charge fiscale qui ira bien au-delà d'une correction intégrale pour l'inflation ». Au tournant du nouveau siècle, la croissance semblait. Elle atteignait son paroxysme en 2000 : 9,1 pour cent. Les réductions d'impôts décidées dans l'euphorie furent massives. « D'Reform vun 2002 geet wäit. Ech denken, dass se ganz wäit geet », disait alors son rapporteur, le député CSV Norbert Hauptert. Pour les personnes physiques, le taux marginal baissa de 46 à 38 pour cent. (En 1990, il était encore de 56 pour cent.) La cerise sur le gâteau seront les « stock-options ». Introduites par circulaire, elles permettront aux cadres supérieurs de défiscaliser discrètement jusqu'à la moitié de leurs revenus. Le « taux d'affichage » pour les entreprises fut radicalement abaissé, tandis que la taxe d'abonnement passa de 0,06 à 0,05. Ce à quoi s'ajoutaient quelques exonérations juteuses pour les holdings et les dividendes.

La coalition Juncker-Polfer mobilisait les mêmes mots d'ordre que la coalition Frieden-Bettel vingt ans après. Il faudrait dynamiser l'activité économique par un renforcement de la compétitivité des entreprises (« leur laisser plus de bénéfices ») et par une stimulation de la demande privée (calmant au passage les revendications salariales). Le pays se devait de rouler « en tête du peloton », expliquait Claude Wiseler (CSV). Dans cette course au moins-disant fiscal, le Luxembourg revendiquait le maillot jaune. Seuls les Verts trouvaient « dass dat, wat hei passéiert, wierklech total démesuréiert ass ». Présidée par Jeannot Krecké, la fraction socialiste eut quelques scrupules, mais finit par voter avec la majorité. Le LSAP évitait de faire trop de tapage, considérant l'opposition comme une salle d'attente pour réintégrer, de nouveau, l'État CSV. Cinq jours avant le réveillon de Noël 2001, la réforme était votée avec une majorité, constitutionnelle, de 45 voix.

Une année plus tard, l'atmosphère n'était plus à l'euphorie. La croissance venait de s'effondrer, reculant de neuf à un pour cent. Les conséquences de la crise dotcom avaient fini par atteindre le Grand-Duché. Le pays ne serait « pas une île », constata Jean-Claude Junc-



Gilles Roth lors de la Journée des bourgmestres, en août dernier à la Schueberfouer

« Da mengen ech schlussendlech, dat mer bei manner Recettë müssen eis op d'Grondaufgabe vum moderne Stat konzentréieren »

Luc Frieden, 5 décembre 2002

ker. Et d'ajouter : « Et besteet de Verdacht op Sickerbrand » dans les finances publiques. Le gouvernement vendait désormais sa réforme fiscale comme une mesure anticyclique. (Ce que personne n'avait fait au moment du vote.) Le rapporteur du budget 2003, Lucien Clement (CSV), se montrait plus sceptique : « Wéi géifen déi negativ Tendenzen zu Buch schloen, ouni d'Steierreform ? Déi Fro kréie mir haut net mat honnertprozenteger Sécherheet beäntwert. » Même Juncker montrait une certaine « compréhension » envers ceux qui s'étaient demandé si la réforme n'était pas « vläicht e bëssen ze vill generéis [...], ob se net ze wäit gaange wär ».

Le LSAP se souciait soudain de la levée de l'impôt. Douze ans avant Luxleaks, Jeannot Krecké évoqua le bureau d'imposition « Sociétés 6 » qui se plaignait de devoir fonctionner « à 25 pour cent de l'effectif nécessaire ». Et le député socialiste de gronder le duo Juncker-Frieden : « Et huet een seng Hausaufgaben net gemaach ». François Bausch (Déi Gréng) rendait responsable le « Wuelstandsausbruch ». L'hyper-croissance aurait induit « een drogéierten Zoustand ». « Am Joer 2000 huet zu Lëtzebuerg den Danz ëm dat gëllent Kallef stattfonnt ». La réforme fiscale serait finalement l'expression d'une « idée banale » : « Datt all Steierausfall duerch méi héije Wuesstem géif kompenséiert oder esouguer nach gesteigert ginn. »

Luc Frieden, lui, restait droit dans ses bottes : « D'Steierreform kënne momentan en Desequilibrium am Budget provozéieren, deem dann awer net schlëmm ass, wann eng Wuesstumshaus duerno kënnt ». L'effondrement des recettes permettait au ministre du Budget de dévoiler son crédo : « De Stat muss sech heiansdo op seng Grondaufgaben zrëckbesënnen ».

À l'inverse de 2023, le gouvernement put mobiliser en 2002 des réserves bunkérisées dans les fonds spéciaux. Cette prévoyance aurait évité « eng brutal Vollbremsung », se targuait Juncker. Malgré cet « Appel fir den Duuscht », le budget stagnait, même durant l'année électorale 2004. Luc Frieden commençait à parler d'« adaptations »

et de « réajustements ». Son premier réflexe était de « stabiliser » les investissements publics et de geler les recrutements dans la fonction publique (sauf enseignants et policiers). Dans un deuxième temps, les impôts indirects (accises sur le carburant et le tabac) furent augmentés.

Au moment même où Juncker et Frieden regardaient dans l'abîme du déficit (en partie creusé par leur propre réforme fiscale), un manager d'AOL du nom de Richard G. Minor identifia une nouvelle niche fiscale : le commerce électronique. Elle lui vaudra les insignes d'officier de l'ordre de la Couronne de chêne. En mai 2003, le Premier put annoncer l'implantation d'Amazon au Luxembourg. Sept mois plus tard, il se réjouissait : « Dat si bei der TVA Milliarde Lëtzeburger Frang Mehreinnahmen ». Il se trompait. Ce ne seront pas des milliards de francs, mais des milliards d'euros : 6,36 jusqu'en 2015. De nouveau, un deus ex machina avait sorti le Grand-Duché du pétrin. Le rééquilibrage budgétaire à partir de 2004 ne prouvait pas l'efficacité des *trickle-down economics*. Il prouvait que le Luxembourg avait eu, de nouveau, beaucoup de bol ; et que le *cunning state* savait saisir les opportunités offertes par la mondialisation néolibérale.

Vingt ans plus tard, les niches fiscales se sont réduites comme peau de chagrin. Parmi celles qui subsistent, c'est la moins sophistiquée (et la plus dommageable) qui connaît actuellement un boom : La contrebande de cigarettes. Le tout officieusement cautionné par le Grand-Duché. Les accises sur le tabac ont rapporté 790 millions d'euros à l'État luxembourgeois, sur les dix premiers mois de l'année. Trente grammes de tabac à rouler coûtent 15,80 euros en France, contre 5,40 euros au Luxembourg. Une différence de prix qui fait exploser le trafic clandestin. Sur l'A31, les douaniers lorrains arrêtent de plus en plus de camionnettes remplies à ras bord de cartouches portant des timbres et bandelettes luxembourgeois. La politique fiscale du Grand-Duché subvertit la politique sanitaire de la France.

L'impôt minimum mondial sur les multinationales sera-t-il le prochain *freak accident* fiscal ? Luc Frieden avait estimé en 2021 que ce serait « keen opreegende Sujet ». Au même moment, l'Observatoire européen de la fiscalité avait compté le Luxembourg parmi les grands profiteurs d'un tel impôt : 4,1 milliards d'euros de recettes. Mais les auteurs concédaient eux-mêmes qu'il s'agissait là d'une pure fiction comptable. Le Luxembourg finira-t-il parmi les gagnants ou les perdants ? Ce mardi, devant la commission parlementaire des finances et du budget (Cofibu), le ministre et ses fonctionnaires ont préféré ne pas se prononcer. Dans sa note au formateur, le CEFN estime qu'« il s'avère très complexe de mettre en évidence un chiffrage précis de l'effet budgétaire net de ces dispositions fiscales très techniques, qui dépendent de nombreux paramètres, dont la réalisation est malaisée à anticiper dans l'abstrait ». Une manière très technocratique pour dire : « aucune idée ». Parmi les firmes tombant sous le champ d'application du nouvel impôt, écrit la Chambre des salariés, se trouveraient notamment Arcelor-Mittal, Amazon, Goodyear et Ferrero, dont les chiffres d'affaires dépassent le seuil de 750 millions d'euros.

La réunion de la Cofibu a fait apparaître des tensions. Alors que l'impôt devrait en théorie entrer en action au 31 décembre 2023, la plupart des députés refusait d'évacuer à la va-vite ce dossier ultra-technique. À commencer par Michel Wolter (CSV), qui a mitraillé le ministre et ses fonctionnaires de questions, leur signalant qu'il n'allait pas se faire pousser à un vote précipité. (Bien que classé troisième sur la liste CSV du Sud, le député-maire n'a pas été retenu dans l'équipe gouvernementale.) « Je serais content si on sortait du régime de ces dernières années, où personne ne posait de questions, sauf les politiciens de l'opposition », dit-il au *Land*. « Les textes sont toujours déposés au dernier moment, et puis c'est *séier, séier, séier*. »

« Et kascht, wat et kascht », avait déclaré Xavier Bettel en mars 2020, au-début de la pandémie. Il oubliait qu'il n'était ni le président des États-Unis, ni de la Banque centrale européenne. Certaines mesures auront causé un déficit fiscal énorme pour un résultat minime. La baisse temporaire des taux de TVA d'un point de pourcent a ainsi coûté 317 millions d'euros à la collectivité. Selon le Statec, la mesure a freiné l'inflation de... 0,2 point de pourcent. L'ancien ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), se targuait des emprunts à taux négatifs. Il aurait dû en prendre « substantiellement plus », estimait Romain Bausch il y a un mois sur *RTL-Télé*. Cela aurait été le moment ou jamais de s'approvisionner en argent qui ne coûtait rien. Le gouvernement craignait qu'en faisant des emprunts massifs, il enverrait un mauvais signal aux marchés (et aux agences de notation). Il restait médusé par son seuil sacré (et imaginaire) des trente pour cent. En se faisant couronner *Spëtzekandidat*, #Luc a prestement renié ce dogme. Une apostasie pour quelqu'un qui, en septembre 2022, estimait encore qu'« un petit pays devrait plutôt viser les vingt ou 25 pour cent ».

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Im Herzen von Khan Younis

Michèle Thoma

Die Hälfte aller Bataillonskommandeure getötet, verkündet Benjamin Netanjahu Anfang Dezember. Die K.I., so heißt es, hilft der israelischen Armee dabei, gezielt vorzugehen. 16 000 Tote und 7 000 Verschwundene meldet die Gesundheitsbehörde des von der Hamas kontrollierten Gebiets. 70 Prozent sind Frauen und Kinder, die Zahlen sind ohne Gewähr.

Wir sind alle Israel. Sagt Baerbock. Sagte Baerbock. Zumindest in meinem Bläschen sagen das nur wenige. Je suis Palestine will schon gar keine sein. Keine will nichts sein, in meinem Bläschen. Ich auch, ich auch nicht. Wir stecken den Kopf in den Wüstensand, eine Legoschachtel mit grauen Lego-bausteinen geht viral auf Facebook, darauf steht GAZA. Serge Tonnar dichtet ein Lied dazu, ich muss weinen, bei Serge Tonnar muss ich oft, zwar nicht nur, weinen, und das ist gut so. Für mich.

Unsere Tränen löschen Gaza nicht, löschen das brennende Gaza nicht, Gaza wird nur ausgelöscht. So schaut das auf manchen Fernsehsendern aus, vielleicht ist es die falsche Perspektive. Die meisten Fernsehsender sind diskreter. Oder sie warnen vor verstörenden Inhalten, damit keine getriggert wird. Den Menschen fliegt ja alles um die Ohren, auch die Körperteile ihrer Angehörigen. Ich stecke den Kopf in den Wüstensand, wo die Scheichs die Klima-Party organisieren. Dr. Scheich lächelt zynisch-lässig. Greta Thunberg ist nicht auf der Party.

Kämpfen bis zum totalen Sieg. Netanyahus Gesichtszüge entgleiten, in den totalen Hass, entgleisen, der Zug entgleist nicht, die Panzer schauen wendig aus, nicht so dinosauriermäßig schwerfällig wie die in der Ukraine. Sie fahren zielgerichtet gegen die Wand, die nicht mehr steht. Kein Stein auf dem anderen. Auge um Auge, die Blindheit greift um sich. Gaza fällt um, Gaza fällt. Es ist so viel Staub da. Überall liegen die Grabsteine, neben denen die Menschen etwas unbeholfen herumstehen.

Irgendwo müssen die Menschen ja hin, grübelt das Welteilchen, das mich mit Info-Brosamen versorgt. Nur wohin mit ihnen? In was für einen Süden denn jetzt? Aus dem einen Süden in einen anderen Süden, einen noch tieferen, heißt es. Sie müssten einfach nur den Anweisungen folgen. Alles würde klar kommuniziert. Es gibt eben so viele Menschen. Und immer an der falschen Stelle. Immer stehen sie im Weg. Hocken in Häusern, machen Sachen. Immer sind sie fehl am Platz und



Gaza fällt um, Gaza fällt. Es ist so viel Staub da. Überall liegen die Grabsteine

machen keinen Platz. Obschon schon so viele weg sind, 16 000 und 7 000, alle zehn Minuten stirbt ein Kind, Zahlen ohne Gewähr, und der EU-Außenbeauftragte meint, es wären sicher noch mehr. Weg. Unter den Lego-Steinen lägen sicher noch mehr. Unter den Lego-Steinen lägen sicher noch mehr Kinder. Trotz all der Zahlen, von denen die weg sind und die immerzu nach oben korrigiert werden sind aber noch immer so viele da. Dabei geht

es gar nicht um sie. Es sind die Bösen unter ihnen um die es geht. Tief unter ihnen sind die Bösen.

Wohin mit ihnen? Sie sollen an die Küste. Sie sollen ans Meer. Die Menschen sind Figuren auf einem Schachbrett, schreibt *Tagesschau/ARD* online. Sie nennt sie nicht menschliche Tiere wie der israelische Verteidigungsminister. Zwischen den Bomben fallen Flugblätter aus dem Himmel, auf denen Routen eingezeichnet sind wie bei einer Schatzsuche. Sie müssen nur orangenen Evakuierungspfeilen nachgehen. Sie können sogar den Tod finden. Oder auch nur ein paar Brachflächen, vielleicht sogar ein paar Bürgersteige. Leider ohne Infrastruktur. Also ohne alles.

Der UNO-Generalsekretär schreibt dem Welticherheitsrat einen Brief, was sehr außergewöhnlich ist. Und alle nicken wohlwollend, jaja UNO, du mit deinem Menschenrechtsfimmel bist zwar nett, aber nur symbolisch. Außerdem bist du unterwandert, von der Hamas.

Ein paar Verrückte, die es nicht lassen können, glotzen Gaza und rügen sich, weil sie zuschauen, dann schauen sie weg und rügen sich, weil sie wegschauen. Aber sie bekamen Magenschmerzen. Israel spricht vom intensivsten Tag seit Kriegsbeginn. ●

ZU GAST

Léiwe Kleeschen

Elo wou déi nei Regierung steet a jidderee gespaant op dän Optrëtt waart, wollte mir Pirate froen – wa mer dann an dengen Ae brav genuch waren – ob mir e puer Wënsch fir eis d’Land erfüllt kéinte kréien.

- Eng Steuerreform, wou de Status „bestuet“, „gepacst“, „gescheet“ oder „verwitwert“ keng Roll méi spillt – an dat am beschte virun 2026, well ee gerechte Steiersystem ass méi wéi iwwerfällig;
- Proprietären, déi hir Wunnengen zu faire Präisser verloune sollen dës Differenz och vun hire Steieren ofsetze kënnen, well mir fair Loyerer an eisem Wunnengsmaat brauchen an dat net nëmme vum Staat, mee och vu Privatleit;
- Steiervirdeeler fir Groussgondbesëtzer wéilte mer evitéieren, well mir net wëllen, dass Investisseuren a Groussgrondbesëtzer sech weiderhin eng gëllen Nues mam Misär vun anere Leit verdéngen. Wéi sot ee Premier eng Kéier „Mir maachen eis selwer futti“. Mir hoffen du gesäis dat och esou.

- Eng Ëmweltpolitik, déi net nëmme „pragmatesch“ ass, mee mat där mir och kënnen eis Klimaziler areechen. Well mir komme mam Schëff zwar villäicht besser op d’Schaff, mee ob’s du nach Schnéi fir deng Rendéiere fënns ...

- Ee fräie Choix bei der Familjepolitik duerch ee bore Chèque-service d’acceuil. Da kriss du och manner Wonschziedele vun Elteren, déi sech vun dir méi Zäit mat hire Kanner wënschen;
- Méi Police op eise Stroossen, fir och dech léiwe Kleeschen ze schützen;
- Hëllef fir d’Leit am Drëtten Alter, fir dass jiddereen sech kann déi Fleg leeschten, déi e brauch – well och du wëlls kënnen an Dignitéit deng Pensioun genéissen;

- Mesuré fir den Enseignantsberuff erëm interessant ze maachen, well wie bréngt eise Kanner soss bäi, ee Walziedel auszufüllen?;
- D’Santésberuffer duerch eng méi accessibel Offer a besser

Schaffkonditiounen méi attraktiv maachen an Dokterer, méi einfach zesummeschaffe loossen, well och Pirate brauchen Dokterer. Mee keng Privatinvestisseuren, déi sech d’Geld vun der CNS an d’Täsche stiechen. Dat Geld brauche mer nach, soss gëtt dat näischt méi mat der Krankenversicherung am Fall vun engem Aarbechtsaccident... Du verstees bestëmmt.

- Administratif Vereinfachung duerch ee Guichet unique – mee keng 100 Guichet uniques w.e.g.;
- Eng Regierung déi net déi Äermst géinteneen ausspillt: z.B. Leit mat accordéiertem Protectiounsstatuts géint Leit ouni Dach iwwert dem Kapp. Mir als Piraten wëllen dann awer éischer net zeréck an d’Zäite vun de Gladiatorekämpf, mee éischer hin zu enger moderner, fairer Gesellschaft;
- Méi Télétravail erlaben, well dann si manner Autoen am Stau a mir all kënnen méi propper (Séi-)Loft ootmen;
- Datt mer eng Digitalisatioun kréien, déi d’Beamten op de Ministären net nach méi am Pabeier ënnergoe léisst. Stéchwuert Steierverwaltung. Manner Pabeier = Méi Chrëschtbeemercher #Digitalpartei;

- Keng 5 000 nei Analysen, wa mir schonn d’Rifikin Etüde gemaach hunn - well mir Piraten hunn et net esou mam laange waarden.;
- Eng zentral Plaz fir d’Inclusioun an d’Gläichberechtigung an der Politik vun der neier Regierung, well et ass keen Hobby fir 5 Stonnen d’Woch fir d’Minister(in) – mir Pirate wëllten do schonn an dësem Joerdausend nach weider kommen.;

- Ah jo, an natierlech #freeWIFI (op ëffentleche Plazen)

Du gesäis mir froen näischt ze vill. A falls mer net brav genuch ware... bon da probéiere mer et nächst Joer nach eng Kéier.;

Léif Gréiss, ● Deng Piraten

CHRONIQUE DE L’URGENCE

Néo-pragmatisme

Jean Lasar

De toutes les ficelles utilisées par les tenants du déni et de l’inaction, celle du pragmatisme a clairement le vent en en poupe. Face à l’évidence écrasante de la gravité de la crise, plus grand monde n’a le courage d’avancer des énormités comme « le climat a toujours changé » pour prôner l’inaction : il faut désormais être un peu plus subtil si l’on veut préserver sa crédibilité. En revanche, se référer au « réalisme », ou, encore mieux, au « pragmatisme », est perçu par beaucoup comme un positionnement gagnant. Après

tout, n’est-il pas habituel, dans nos sociétés, de négocier et de faire des compromis en réponse aux problèmes à résoudre ?

Appelons « néo-pragmatisme » cette approche qui affirme ne pas nier l’existence de la crise climatique, mais dilue toute notion d’urgence et de responsabilité à l’aide d’une fallacieuse opposition entre données scientifiques et socio-économiques, mises sur un même plan comme si elles intervenaient dans une équation comme grands de même nature.

« Le pragmatisme est un tueur silencieux face au problème climatique », argumentait dès 2018 Esther Turnhout, experte en politiques de la nature et des forêts et professeur à l’université de Wageningen, aux Pays-Bas, alors qu’elle s’apprêtait à intervenir lors d’un symposium intitulé « Earth Futures ». Pour elle, la tendance est trop souvent à « regarder les solutions technologiques d’un point de vue pragmatique ». Or, poursuit-elle, « tant que nous continuons de nous concentrer sur des solutions pragmatiques, les vrais problèmes vont être cachés ».

Autre exemple : dans *Foreign Affairs*, le journaliste Hal Harvey, après avoir résumé des livres pourtant passablement alarmistes de Bill

McKibben et David Wallace-Wells, recommandait en 2020 une « stratégie ciblée, réaliste » faite d’une extension des marchés de carbone, d’un triplement des budgets de R&D et d’une politique d’achats publics auprès de champions de la décarbonation. Ce « ne serait peut-être pas aussi enthousiasmant que des appels à des changements révolutionnaires », mais cela « marcherait », affirmait-il.

Le néo-pragmatisme est ce mélange fumeux d’appel au bon sens, de référence à une « nature humaine » supposée foncièrement allergique au changement, à des impératifs électoraux et, *last but not least*, à des considérations financières (coût de la transition, perte de PIB, dette ...). Il convient de le dénoncer comme un nouveau camp retranché du déni. En pratique, ses adeptes entendent activement dépolitiser le débat pour se contenter de solutions indolores et de mesures prudentes censées vaincre les oppositions au changement. Alors que le caractère foncièrement injuste de la polycrise à laquelle est confrontée l’humanité devrait suffire à disqualifier cette approche. Reconnaissons, cependant, que ceux qui l’adoptent jouent sur du velours : qui, dans un débat d’idées ou une joute électorale, va prendre le risque de se faire taxer de dogmatique ou de fondamentaliste ? ●

D’GEDICHT VUN DER WOCH



Directive retour

Jacques Drescher

Staark Wieder fënnt de Gloden Fir d’„russesch Aggressioun“, A schwätzt beim Krich géint Gaza Vun enger „Situatioun“.

Europa liwwert d’Waffen Fir d’Kricher an der Welt. Wie flücht, dee kann erdrénken; E Land ersäift am Geld.

D’EU ass just eng Festung Mat engem Häerz aus Steen. Déi eng, déi sinn dobannen, Déi aner stinn am Reen.

E schwätzt ganz schéi vu Schengen A schalt net gläich op stuer. De Gloden passt ganz gutt schonn Bei d’„Directive retour“.

Solidarietà, Compagno!

Julia Harnoncourt

„Indésirables“ aus Übersee – Migrant/innen in Luxemburg am Anfang des 20. Jahrhunderts (5)

Auch in diesem Teil der Serie geht es um Menschen mit italienischer Staatsbürgerschaft, die in Übersee geboren wurden, diesmal in Brasilien. Diese Migranten – es handelt sich tatsächlich nur um Männer – stellen den größten Teil meiner Sammlung überseeischer Migrant/innen in Luxemburg dar. Ihre Eltern gingen in den 1880-ern und 1890-ern in den Südosten Brasiliens, wahrscheinlich um dort in der Landwirtschaft zu arbeiten. Dort wurden Familien gegründet und Kinder geboren, mit denen sie Anfang des 20. Jahrhunderts zurück nach Italien zogen. Die Kinder, die schließlich im Erwachsenenalter in der Zwischenkriegszeit in Luxemburg eintrafen, haben alle unterschiedliche Geschichten. Viele von ihnen waren von Armut betroffen und viele aktiv am italienischen Antifaschismus beteiligt. Ihre Lebensgeschichten repräsentieren tatsächlich globale Verflochtenheit: Sie spiegeln nicht nur einen Teil der luxemburgischen und italienischen, sondern auch der brasilianischen und transatlantischen Geschichte wider und umfassen auch andere Weltregionen.

Fluchtpunkte

Leonzio Romanutti (geb. Araraquara 1899)

Giuseppe, Lieber Freund und Genosse,

Endlich, nach Ewigkeiten, habe ich wieder von meinem Bruder gehört. Es scheint ihm immer schlechter zu gehen bei den Sowjets und ich dachte, ich schreibe dir.

Weißt du noch, wie wir uns damals, nach der Demonstration – am 1. Mai 1930 war das, glaub ich – kennengelernt haben und dann ins Café Solazzi was trinken gegangen sind? Da hattest du meinen Bruder schon gekannt und es tat gut, mit dir über ihn zu reden. Er war damals schon gemeinsam mit vielen anderen Italienern aus Luxemburg ausgewiesen worden und trieb sich, wer weiß wo rum. Und du hast das verstanden. Du bist ja selbst viel rumgekommen. Er war der jüngste Bruder und er war, wie du, etwas radikaler als ich. Natürlich habe ich mir Sorgen gemacht!

Manchmal fühle ich mich von der Zeit, die so viel Widerspruch, Gewalt, Hoffnung und so viel Angst – alles gleichzeitig – in sich trug, heimgesucht... Der Faschismus selbst war Gewalt und diese Gewalt war nur mit Gewalt zu stoppen! Wir waren zu vielem bereit. Die Welt schien immer schneller, immer enger zu werden und wir mussten uns wehren! Da hatte mein Bruder schon Recht, als er meinte, dass er nirgends mehr leben könnte und zu den Sowjets auswanderte. Doch auch dort wird er jetzt verdächtigt und von der Staatsgewalt verfolgt, weil er ein italienischer Spion sei. Und jetzt wurde er nach Kasachstan in einen Kolchos geschickt, wo er Zwangsarbeiten durchführen muss. Das ist doch absurd! Germano war immer Antifaschist und nie würde er für Italien spionieren! Viele von uns haben damals an die Sowjetunion geglaubt, nicht nur Germano. Als er ein Jahr dort war, war ich ihn besuchen. Da ging's ihm noch gut dort. Wahrscheinlich waren wir naiv und wollten unbedingt, dass es einen echten Gegenpol zum Faschismus gibt, eine Lösung und eine Welt, in der alles besser ist.

Was den Skandal verstärkte, ist die augenscheinliche Zusammenarbeit der luxemburgischen Justiz mit der faschistischen Italienischen Legation, die eine Liste „subversiver Elemente“ erstellt hatte, auf der die Abschiebungen beruhten

vDu hast mir damals erklärt, dass Germano und die anderen Italiener, die mit ihm ausgewiesen wurden, auf einer Liste standen, die von der italienischen Gesandtschaft erstellt und an die Polizei übergeben worden war. Immer mehr antifaschistische Italiener wurden ausgewiesen und die Situation spitzte sich zu. Für die Faschisten galt das nicht, doch der Rest der Italiener durfte weder arm noch politisch sein. Fast zehn Jahre später sollte auch ich ausgewiesen werden. Uns zeigte das, wie sehr die luxemburgische Regierung bereits mit dem Faschismus unter einer Decke steckte. Heute denke ich, dass das damals ein Teufelskreis war: Je mehr sich die noch nicht faschistischen Regierungen gegen uns stellten, umso radikaler wurden wir und umso drängender quälten uns die faschistischen Züge dieser Staaten und ihre Zusammenarbeit mit unserem Feind. Manchmal sahen wir die Wahrheit klarer als andere und manchmal verfolgten uns Gespenster. Doch noch heute ist mir schmerzlich klar: Die Autoritäten hatten Angst vor uns, anstatt die wahre Gefahr zu erkennen! Wir trugen diese Tatsache wie ein Ab-

zeichen unseres Erfolges, doch die Wahrheit ist, dass wir den Kampf schon damals verloren hatten.

Und nicht nur Luxemburg verhielt sich so. Auch aus Frankreich war Germano ausgewiesen worden, aus Belgien, aus Deutschland und der Schweiz und dir ging es ja ähnlich. Manche von uns wurden ausgewiesen, weil sie arm waren und ihr Leben nicht mehr im Griff hatten. Und viele haben die Grausamkeiten des Faschismus in aller Härte am eigenen Leib erlebt. Wie du weißt, war ich im KZ Hinzert und Luigi Ballarin war in Dachau. Hast du Luigi eigentlich gekannt? Er hat mit mir am Bau gearbeitet und war Anarchist. Er wurde damals verdächtigt, die Waffe für den Mord an Arena geliefert zu haben, aber ich weiß nicht, ob das stimmt. Er sagte immer: „Es kann nicht sein, dass wir nichts haben, wenn es alles gibt! Du brauchst nur in die Läden schauen: Brot ist da und Kohle gibt es auch genug für die Stahlindustrie! Warum soll ich mir dann nicht nehmen, was mir sowieso gehört?“ Weil er meinte, dass diese Dinge allen Menschen einfach zustehen. Und

auch wenn ihm der kollektive Ansatz fehlte, so konnte ich ihm nur Recht geben. Luigi hatte einen sehr aufbrausenden Charakter: Er war emotional, leidenschaftlich und ein bisschen verrückt. Du siehst, ich mochte ihn. Er ist vor acht Jahren gestorben, nur drei Jahre nachdem er aus Dachau zurückgekommen ist. Mir geht es jetzt gut, aber er hatte auch nach dem Krieg noch Probleme mit dem legalen Aufenthalt in Frankreich, und das, obwohl er nicht nur gegen den italienischen und spanischen, sondern auch gegen den deutschen Faschismus bei den Partisanen gekämpft hat.

Dachau hat er nur spärlich überlebt. Er wog nur 40 kg, als er auf abenteuerlichen Wegen zurückkam. Wie er das überhaupt geschafft hat, weiß ich nicht. Wahrscheinlich hat er an seine Frau gedacht und daran, wieder bei ihr zu sein. Sie hatten zwar eine seltsame, aber wohl sehr tiefe Liebe, die beiden. Ich denke, wir haben alle diese Fluchtpunkte in unserem Kopf, die uns helfen, Schreckliches zu überstehen. Auch wenn Cesaria mir durch viele harte Zeiten geholfen hat, war das für mich immer Brasilien,

Casali, Prinzring 8 D'Isop.

Fremdenpolizei.

POLICE DES ÉTRANGERS.

Gefetz vom 30. Dezember 1893.
Loi du 30 décembre 1893.

Anmelde-Erklärung

Déclaration d'Arrivée

N° 21004

für Biscaro Joseph

faite par

welche sich niedergelassen hat zu Esch/A.

(Eventuell Bezeichnung der Arbeitsstelle)

qui a pris résidence à 4.7.27

(Indiquer les noms du patron ou l'établissement)

am 8.8.27

le 8.8.27

1. Ort und Datum der Geburt
(Kreis und Département usw.)
Lieu et date de naissance.
(Arrondissement, département etc.)

2. Des Vaters
Du père

3. Der Mutter
De la mère

4. Nationalität d.
Nationalité du déclarant.

5. Stand oder Gewerbe
Profession.

6. Verheiratet, verwitwet oder ledig.
Marié, veuf ou célibataire.

7. Ort und Datum der Eheschließung
Lieu et date du mariage.

8. Der Ehehälfte
Du conjoint

9.*) Namen, Geburtsort und Alter der Kinder.
Noms, lieu de naissance et âge des enfants.

10. Angabe ob d.
Indiquer si le déclarant est avec ou sans famille.

11. Erwerbs- u. Vermögensverhältnisse (Zage-
lohn, Grundgüter usw.).
Moyens d'existence, salaire, biens immobili-
ers etc.

12. Aufenthaltsorte während der letzten 10 Jahre,
unter möglichst genauer Bezeichnung der
Adresse und Aufenthaltsdauer in jeder Ort-
schaft
Résidence pendant les 10 dernières années,
Indiquer la durée de séjour dans chaque
localité, la rue et le N° de la maison habi-
tée et, le cas échéant, les noms du patron.

13. Datum des
Date du

14. Ort und Datum der Impfung.
Lieu et date de la vaccination.

Botucatu, Pr. St. Paul,
St. Paul in Brasilien: 6.9.97

Ludwig

Treviso

Minetto Marie

Venezia

Italiener

Arbeiter

ledig

Lohn

Zuletzt 3 Monate zu Seraing, Belg.: rue Moli-
nay N.127; 5 Monate zu Engis, " Kantine,
vordem 1 Jahr zu Latour, Belg. N.5 Café Cale-
gatti, vordem angemeldet zu Düdelingen, & zu
Esch/A. am 12.I.25 unter N. II996

Pass & Id. Karte

--

n. erf.

Photographie

Richtig bezeugt
Certifié exact

Esch/A.

den 7.7.27
le

Der Interessent,
L'Intéressé,

Der Polizei-Commissar,
Le Commissaire de Police,

Giuseppe Biscaro

Pass

*) Bemertung. — Für großjährige Kinder und für Dienstboten sind besondere Anmeldezetzel nach demselben Formulare aufzustellen.
REMARQUE. — Etablir d'après le même formulaire, une déclaration spéciale pour les majeurs et les domestiques.

A 32.

Anmeldeerklärung
von Giuseppe
Biscaro 1927

meine Kindheit, ein Ort, an den ich kaum greifbare Erinnerungen habe. Für dich bedeutet Brasilien vielleicht etwas anderes. Schließlich warst du älter und hast dort schon als Kind hart arbeiten müssen. Für meinen Bruder war das die Sowjetunion, ein Ort, der für ihn jetzt wohl alles andere geworden ist als ein gedanklicher Zufluchtsort.

Ich freue mich, wenn du mir antwortest und hoffe, dass du besse- res zu berichten hast.

Solidarietà, Compagno!

Leonzio Romanutti

Das atlantische Luxemburg

Der oben abgedruckte fiktive Brief verbindet die Geschichte von vier italienischen Antifaschisten: den Brüdern Leonzio und Ger- mano Romanutti, Giuseppe Biscaro und dem Anarchist Luigi Ballarin. Alle vier sind in Brasilien geboren. Ende des 19. Jahrhun- derts bestiegen ihre Eltern Schiffe, die sie von Genua an den Ha- fen Santos in Brasilien brachten, um in den Bundesstaaten Minas Gerais und Sao Paulo höchstwahrscheinlich auf Kaffeeplantagen zu arbeiten. Sie nicht die einzigen, denn über drei Millionen Italiener/ innen wanderten zwischen 1876 und 1915 nach Südamerika aus, in den meisten Fällen, um ihre ökonomische Situation zu verbessern.

In Brasilien wurde 1888 als letztes in den Amerikas die Sklaverei abgeschafft. Die dadurch frei gewordenen Sklav/innen waren nun Teil der brasilianischen Bevölkerung. Die heimischen Eliten woll- ten jedoch, dass Brasilien sich als Land europäischer Herkunft und als weiß definierte und versuchte somit die Migration aus Europa anzukurbeln. In diesem Zusammenhang stand die Einwanderung der Eltern unserer Protagonisten. Zusätzlich war Kaffee ab 1830 Brasiliens wichtigstes Handelsgut geworden, mit Sao Paulo als sei- nem wichtigsten Produzenten. Die Plantagenbesitzer waren nun von Sklavenhaltern zu Kapitalisten geworden und die Bestellung der Felder wurde gemeinsam von ehemaligen Sklav/innen und Ar- beitsmigrant/innen aus Europa und Asien verrichtet. ¹

Giuseppe Biscaro, an den der Brief gerichtet ist und der auch schon in der Geschichte über Tsan Weiming vorkam, wurde 1897 in Bo- tucatu im Bundesstaat Sao Paulo geboren. Wann genau seine El- tern das erste Mal nach Brasilien gingen, ist unklar. Wahrschein- lich kamen Luigi, sein Vater, 1892 mit 21 Jahren allein und seine Mutter Maria Minetto 1888 als Elfmährige gemeinsam mit ihren Eltern in Brasilien an. Erst kam Giuseppe auf die Welt und seine Schwester Maria ein Jahr später. 1903, als die beiden 5 und 6 Jah- re alt waren, starb die Mutter in Botucatu und die Familie kehrte, wie viele andere Migrant/innen, zurück nach Italien. 1907 ging der Vater zwei Jahre lang nach Brasilien und ließ seine Kinder zurück. 1910 bestieg er erneut ein Schiff von Genua nach Santos, diesmal mit seinen beiden Kindern. Erst arbeiteten sie im Kaffeeanbau in

Botucatu, um ein Jahr später nach Argentinien weiterzureisen und dort als Tagelöhner zu arbeiten. Auch der 14-jährige Giuseppe ist in den Schiffslisten als Tagelöhner eingeschrieben. In Argentinien lebten sie zwei Jahre lang. Wahrscheinlich ging die Familie noch vor dem Ersten Weltkrieg nach Italien zurück und Giuseppe zum Mil- itär. Danach arbeitete er dreieinhalb Jahre bei zwei verschiedenen Triester Schifffahrtsunternehmen und lebte dann in Portugal und Italien. Es scheint häufig vorgekommen zu sein, dass junge Män- ner entweder beim Militär oder in ihrer Arbeit auf See radikalisiert wurden, was vielleicht auch auf Giuseppe zutrifft.

1924 ging er erst nach Belgien und ein Jahr später nach Luxem- burg, um dort in der Stahlindustrie zu arbeiten. Im Minett war er Teil der Internationalen Roten Hilfe, die 1922 gegründet worden war und unter anderem in großen Teilen der Welt, auch in Bra- silien, Demonstrationen gegen das umstrittene Mordurteil gegen die anarchistischen italienischen Migranten Sacco und Vanzetti in den USA organisierte. Diese Demonstrationen fanden auch in Luxemburg statt.²

Den Schiffslisten zufolge ging er im September 1927 gemeinsa mit vier anderen italienischen Männern im selben Alter abermals nach Brasilien, wobei er dort nicht lange geblieben sein konnte, da in seinen Akten angegeben wird, dass er sich Ende Oktober des- selben Jahres in Spanien aufhielt. Es stellt sich also die Frage, wie realistisch eine solch teure und langwierige Überfahrt für eine so kurze Zeit ist, selbst wenn Giuseppe ausgiebige Schifffahrtserfah- rungen hatte: Handelt es sich um eine andere Person mit demsel- ben Namen und Geburtsjahr? Hat sich jemand fälschlich unter sei- nem Namen eintragen lassen? Diente seine Überfahrt vielleicht der Arbeitsvermittlung oder dem politischen Informationsaustausch? Oder wollte er tatsächlich wieder nach Brasilien auswandern und hat es sich ein Monat später anders überlegt? Jedenfalls wurde er im Januar 1928 wieder in Esch/Alzette registriert. Nachdem Giu- seppe Biscaro bis 1934 zwischen Luxemburg und Belgien hin und her pendelte, wurde er 1934 nach Frankreich abgeschoben, wo sich schließlich seine Spur verliert.

Auch Germano Romanutti (1899), der Bruder des Verfassers des fiktiven Briefes, war bei der Internationalen Roten Hilfe. Beide Brüder wurden in Araraquara im Bundesstaat Sao Paulo geboren. Auch ihre Eltern arbeiteten dort im Kaffeeanbau. Wahrscheinlich hatten sie noch einen dritten Bruder (Amedeo), der 1897 in Brasili- en geboren und auch Kommunist war. 1907 kehrten die Eltern mit ihren Kindern nach Udine an ihren Geburtsort zurück. Germano blieb dort bis 1925 und ging auf Arbeitssuche nach Frankreich, da es in Italien schwierig war, Arbeit zu bekommen. Von dort wurde er 1928 aufgrund seiner politischen Einstellung nach Luxemburg ausgewiesen, wo er ebenso nicht lange bleiben konnte. Bereits Ende des Jahres wurde er gemeinsam mit vielen anderen Italienern aus- gewiesen, was vom *Escher Tageblatt* und anderen linken Zeitungen als Skandal beschrieben wurde:

„Rodingen Grenze! Grauer Tag, feucht, frostig, schmutzig. [...] 52 Mann, die Mehrzahl Italiener, ein Paar Ungarn, ein Brasilianer [gemeint ist hier Germano]: die Ausgewiesenen, die Opfer des letz- ten Streiches einer reaktionären Regierung.“³

Dieser und andere Artikel beschreiben die Misere der Ausgewiese- nen: wie sie an allen Grenzen abgewiesen und schließlich einzeln in verschiedene Länder abgeschoben wurden. Die rechten Zeitungen in Luxemburg dagegen beschrieben die verschärfte Ausweisungs- praxis als notwendige „Säuberungen“.⁴ Was den Skandal verstärk- te, ist die augenscheinliche Zusammenarbeit der luxemburgischen Justiz mit der faschistischen Italienischen Legation, die eine Liste „subversiver Elemente“ erstellt hatte, auf der die Abschiebungen beruhten.⁵

Germanos Luxemburg-Erfahrung folgten weitere Ausweisungen aus Belgien, Deutschland und der Schweiz, woraufhin er 1934 in die Sowjetunion ging. Dort arbeitete er als Bauarbeiter und bekam relativ schnell die Staatsbürgerschaft. 1938 begannen allerdings die Beschuldigungen, dass er ein italienischer Spion sei. Verschiedene Gerichtsverfahren folgten bis er 1955 nach Krasnojarsk in Kasach- stan geschickt wurde, um dort als politischer Gefangener landwirt- schaftliche Zwangsarbeiten durchzuführen.

Ähnlich wie Germano blieb Leonzio eine Zeit lang in Udine und ging 1923 nach Frankreich. Nach Luxemburg kam er 1929. Dort wohnte er in Esch/Alzette und arbeitete für verschiedene Bauun- ternehmen. Relativ bald muss er seine zukünftige Frau Cesaria kennengelernt haben, die er 1932 heiratete. Leonzio scheint 1935 für ein paar Wochen in die Sowjetunion gereist zu sein, wohl um seinen Bruder zu besuchen, während Cesaria als Zimmermädchen in Paris arbeitete. Trotz seinem Besuch in der Sowjetunion und sei- ner offensichtlich kurzzeitigen Arbeitslosigkeit scheint die Frem- denpolizei noch keinen Anstoß an ihm gefunden zu haben. Diese

Kaffeeernte in Araraquara 1902.



Klar kommt zum Vorschein, die in der Zwischenkriegszeit immer strenger werdende luxemburgische Einwanderungspolitik, die vor allem gegen Mittellose und Antifaschist/innen gerichtet ist und mit dem Aufstieg des Faschismus in Europa mörderische Ausmaße annimmt

Probleme traten erst 1937 auf, als er abermals seine Arbeit verlor. Die Fremdenpolizei vermerkte, dass er „tagelang in Wirtschaften herum“ lungerte und „ein unkontrolliertes dasein“ pflegte, wäh- rend seine Frau abermals in Paris arbeitete. Die Gründe für Leon- zios Jobschwierigkeiten scheinen kompliziert: Von seiner vorhe- rigen Arbeitsstelle wurde er aufgrund aufsässigen Verhaltens und fehlender Arbeit kurzzeitig entlassen. Sein Arbeitgeber meinte, er würde ihn wieder einstellen. Dies schien nicht geschehen zu sein. Jedoch besaß er ein Jahr später ein Einstellungsversprechen eines anderen luxemburgischen Bauunternehmers, das er aber nicht an- nehmen konnte, da ihm seine Fremdendokumente nicht ausgestellt wurden und er somit keine Arbeitsbescheinigung bekam, ohne die er nicht arbeiten durfte. Trotzdem wurde ihm vorgeworfen, dass „schlechter Wille“ vorliege und „er auf Kosten seiner Ehefrau sich ein gemütliches Dasein verschaffen will.“ Nicht nur Leonzio ge- riet in Verdacht. Seine Frau wurde beschuldigt, Kontakt zwischen den Antifaschisten in Luxemburg und Frankreich herzustellen. Paris war schließlich ein bedeutendes Zentrum italienischer Anti- faschist/innen. Beiden wurde der Aufenthaltstitel entzogen. Aus undefinierten Gründen wurde Leonzios Ausweisung fünf Jahre lang in Schwebe gehalten. 1942 wurde er „als Antifaschist von den Deutschen verhaftet und nach Deutschland verschleppt, allwo er aus einem Lager ins andere wandern musste.“⁶ Er kam ins Kon- zentrationslager Hinzert sowie in Gefängnisse in Österreich und Italien. Cesaria war während der nationalsozialistischen Besetzung Luxemburgs wahrscheinlich in Paris geblieben.

1945 trafen sie sich in Esch/Alzette wieder. Mit Ende des Krieges waren Leonzios angebliches Fehlverhalten und seine radikalen Ansichten nichtig geworden, obwohl sowohl Leonzio als auch sei- ne Frau auch nach dem Krieg weiterhin politisch tätig und dies Migrant/innen verboten war.⁷ Dies weist uns noch einmal darauf hin, wie sehr diese Dokumente die zeitgenössischen Polizeiprak- tiken und spezifische historische Vorstellungen einer Zeit wider- spiegeln und wie wichtig es ist, vor allem ihre moralischen Beur- teilungen zu hinterfragen.

Leonzio arbeitete auch nach 1945 als Gipser, bis er 1961 pensi- oniert wurde und sieben Jahre später starb. Cesaria erhielt dar- aufhin eine Witwenpension und muss wohl irgendwann in den 1970-ern gestorben sein.

Auch die Lebensgeschichte des Anarchisten Luigi Ballarin ist bis zu seinem Tod bekannt. Seine Eltern wanderten gemeinsam mit der Mutter und dem Bruder des Vaters sowie zwei Kindern 1889 nach Brasilien aus. Vorerst arbeitete die Familie in Sao Paulo und zog später nach Minas Gerais, wo Luigi 1899 geboren wurde. Anfang

des 20. Jahrhunderts erkrankte sein Vater und zumindest ein Teil der Familie ging nach Italien zurück. Sein Vater starb, als Luigi sie- ben Jahre alt war und schon als Kind begann er zu stehlen. Bereits mit elf kam er in eine Besserungsanstalt. Danach wurde er in die Armee eingezogen, wo er Anarchist wurde. 1923, nachdem Mus- solini an die Macht gekommen war, wurde er erneut eingesperrt, diesmal aus politischen Gründen. Dies sollte sich in seinem Le- ben immer wieder wiederholen, so auch in Frankreich, wohin er ein Jahr später auswanderte. An der Côte d’Azur versuchte er 1925 angeblich, einen Expresszug zu entgleisen. In diesem Jahr lernte er auch seine spätere Frau Elisa Maniago kennen. Diese erzählte später ihren Enkelinnen, dass sie damals nicht wusste, dass Luigi bereits in Italien verheiratet war. Trotzdem schien sich eine wilde Romanze zwischen den beiden zu entwickeln.⁸

1927 zog Luigi nach Esch/Alzette in die berüchtigte, subversive Schenke Solazzi und wurde von der Fremdenpolizei als „gefährli- cher und gefürchteter Mensch“ beschrieben.⁹ Elisa folgte ihm ein Jahr später. Nach dem Tod seiner Frau in Italien 1929 heirateten die beiden schließlich. Im selben Jahr geschah ein Mordfall in der italienisch-luxemburgischen Community und Luigi war darin ver- wickelt. Der junge Anarchist Gino D’Ascanio erschoss den Mitar- beiter der italienischen Delegation, Alfonso Arena, auf offener Stra- ße.¹⁰ Luigi war Zeuge in dem Fall und wurde kurzzeitig verdächtigt, die Waffe geliefert zu haben. 1931 wurde er ausgewiesen. Seine Frau und Kinder gingen nach Frankreich und er folgte ihnen heimlich.

1933 war Hitler in Deutschland an die Macht gekommen und in Spanien drohten 1936 ebenso die Faschisten die Macht zu über- nehmen. Luigi zog erst in den Spanischen Bürgerkrieg und schloss sich 1944 den Partisanen in Frankreich an. Auch er wurde von den Nationalsozialisten verschleppt und nach Dachau ins Konzentra- tionslager gebracht. Er überlebte knapp und erreichte nach einer abenteuerlichen Reise seine Frau und Kinder, die in Frankreich geblieben waren. Während seine Familie dort legal leben konnte, wurde Luigis 20 Jahre alter Ausweisungsbefehl aus Frankreich auf- rechterhalten, obwohl er als Widerstandskämpfer anerkannt wor- den war. Drei Jahre nach seiner Rückkehr aus dem KZ starb er an einem Herzinfarkt.¹¹

Trotz Unterschiedlichkeit dieser Lebensgeschichten, haben sie vie- le Schnittstellen und werfen ähnliche Fragen auf. Ungeklärt bleibt dabei, warum die Sammlung der in Brasilien geborenen Italiener, die zeitweise in Luxemburg wohnen, nur Männer enthält. Geht es hier um spezifische Migrationswege oder um fremdenpolizeiliche Praktiken, bei denen zum Beispiel die Geburtsorte der Frauen nicht genau notiert wurden? Klar kommt zum Vorschein, die in der Zwischenkriegszeit immer strenger werdende luxemburgische Einwanderungspolitik, die vor allem gegen Mittellose und Antifa- schist/innen gerichtet ist und mit dem Aufstieg des Faschismus in Europa mörderische Ausmaße annimmt. Was an diesen Lebensge- schichten erstaunt, sind die weitläufigen Migrationswege, die nicht nur Europa und Amerika, sondern auch Asien umfassen und dass durch sie ein Bogen von der Beendigung der Sklaverei in Brasilien bis nach dem Zweiten Weltkrieg gezogen werden kann. ●

Luigi Ballarin.



Julia Harnoncourt forscht zu zeitgenössischer Geschichte am C2DH

¹ Gabaccia, Donna R. (2005): Italy’s many diasporas. London: Routledge.
² Gallo, Benito (1987): Les italiens au Grand-Duché de Luxembourg. Luxembourg: Saint-Paul S.A. 255.
³ Ausgewiesen! In: Escher Tageblatt, 8.12.1928.
⁴ z.B. Säuberung. In: Luxemburger Zeitung 1.12.1928.
⁵ Gallo 1987: 189, 218-219.
⁶ Direkte Zitate: ANLux, J-108-0344228, Romanutti Leonzio.
⁷ Gallo 1987: 494-518.
⁸ Felici, Isabelle (2018): Elisa. À l’ombre des anarchistes italiens en exil. https://www.margutte.com/?p=4832&lang=fr.
⁹ ANLux, J-108-0334709, Ballarin Luigi.
¹⁰ Gino d’Ascanio vor den Assisen. In: Escher Tageblatt, 06.05.1930.
¹¹ Fellici 2018; R.D. (2011): BALLARIN, Luigi. https:// militants-anarchistes.info/spip.php?article7598.

Vous reprendrez bien un peu de théâtre ?

En cette fin d'année, plusieurs théâtres proposent des reprises de pièces créées la saison dernière. Une excellente nouvelle pour celles et ceux qui avaient loupé ces prestations. Au TOL, les 8, 9 et 10 décembre, on retrouve le fameux auteur dramatique britannique Martin Crimp pour sa pièce *La Campagne*, traduite en français par l'écrivain Philippe Djian. Véronique Fauconnet met en scène ce huis clos dramatique inquiétant : un couple de quadras, Richard et Corinne (Ali Esmili et Claire Cahen) ont fui la ville pour une vie nouvelle à la campagne. Nouvelle vie qui semble être une meilleure vie jusqu'à ce que Richard, médecin, revienne d'une visite de nuit avec une soi-disante inconnue, Rebecca (Clara Hertz). L'intrigue vire au policier, il est question du pouvoir de l'argent, de notre relation à la nature et finalement des peurs et fragilités de chacun.

Au Kasemattentheater, *Schwester von* de Lot Vekemans (les 14 et 15 décembre) se focalise sur un personnage souvent oublié de la mythologie : Ismène. La fille d'Edipe et la sœur d'Antigone n'a pas eu la gloire posthume

de sa cadette car elle n'a pas désobéi. Seule en scène, errant dans une sorte de purgatoire éternel, Marie Jung (photo : Bohumil Kostohryz) livre un monologue poignant. Elle y remet en question la notion d'héroïsme. Personne ne la voit et elle n'est même pas sûre de pouvoir raconter son histoire. Anne Simon signe une mise en scène simple et dénuée d'artifice qui donner une voix à celles qui n'en ont pas. Elle y instille un écho contemporain à la fois douloureux et drôle. La pièce pose la question très actuelle des récits auxquels nous prêtons attention, dans un contexte où les minorités, réelles ou symboliques, reprennent voix au chapitre.

Le Théâtre du Centaure poursuit ses projections CinéCentaure où revoir des enregistrements de pièces montées dans les saisons précédentes. Ce vendredi : *À la recherche des temps modernes* de Jacques Schiltz, Claire Wagener ; samedi *Illusions* d'Ivan Viripaev (mise en scène de Sophie Langevin) et dimanche *Mesure pour mesure* de William Shakespeare (mise en scène de Myriam Muller). [fc](#)



14

KULTUR

Land

08.12.2023

LITTÉRATUR



Literarisches Trio

Am kommenden Mittwoch treffen sich die Moderatorin des Literarischen Quartetts Thea Dorn (Foto: Peter Rigaud), die ehemalige Bachmannpreis-Jurorin Veia Kaiser und der freie Literaturkritiker Jérôme Jaminet aus Luxemburg zum Streitgespräch. Jaminet hat auf die Besprechungsliste Margret Steckels *Muttermache* eingetragen. „Meines Erachtens ein hervorragendes

Buch, das im deutschsprachigen Raum noch zu unbekannt ist“, so der Germanist gegenüber *Land*. Die Österreicherin Veia Kaiser will am Mittwoch das Werk des jungen Wieners Tonio Schachinger verteidigen. Sein *Echtzeitalter* über einen Knaben, der ein elitäres Wiener Internat besucht, hat dieses Jahr den Deutschen Buchpreis erhalten. Auf den Geschmack von der aus Deutschland anreisenden Thea Dorn trifft das Buch nicht unbedingt. Im Oktober jedoch landete *Echtzeitalter* auf Platz eins der Revue-Bestenliste – es bietet „österreichischen Humor der Güteklasse A“, urteilte der Publizist Henning Marmulla. Als drittes Buch wird Eugen Ruges *Pompeji* kommentiert. „Die Geschichte, die sich um Verblendungen im Vorfeld einer Katastrophe und eine Aussteigerbewegung dreht, verblüfft durch ihre Gegenwärtigkeit angesichts der heutigen Polykrisen“, analysiert Jaminet, der den Abend im CNL in Mersch moderieren wird. [sm](#)

Les Cahiers

Die erste Nummer der *Les Cahiers luxembourgeois* erschien im Oktober 1923, also vor genau 100 Jahren. Die Zeitschrift wurde von Personen aus dem Umfeld der Volksbildungsbewegung und dem *Escher Tageblatt* gegründet. In der ersten Nummer legte der Mitarbeiter Frantz Clément die Grundausrichtung dar: „Es ist keine Clique, die vor Euch hintritt, keine Partei. Wir sind durch kein Vorurteil behindert und halten die Hand einem jeden hin, der jenseits von Dogmen und Konventionen an einer kulturellen Erneuerung

mitarbeiten möchte.“ Wie es danach weiterging kann man am 8. Dezember im Kasemattentheater während einer Lesung hören: Diese führt anhand der Editions-geschichte durch hundert Jahre luxemburgische Kulturgeschichte. Unter anderem Marc Limpach, Désirée Nosbusch und Christiane Rausch werden Textpassagen aus *Les Cahiers* vorlesen. [sm](#)

MARCHÉ

Encore trop risqué

L'art fait du sens comme investissement, mais l'immaturité du marché rend l'actif difficile à appréhender pour l'investisseur ou le gestionnaire de fortune. Voilà ce qui ressort de l'*Art & Finance Report 2023* publié en fin de semaine dernière par Deloitte et Art Tactic. Dans cette huitième édition, le cabinet d'audit luxembourgeois et la société d'expertise en art relèvent que 90 pour cent des *wealth managers* jugent aujourd'hui que l'art doit être intégré à la stratégie d'investissement alors qu'ils n'étaient que 53 pour cent en 2014. Le patrimoine artistique des personnes fortunées est estimé à de 2 174 milliards de dollars. Or, cette allocation (colossale) des clients à l'art et aux « collectibles » ne représenterait que 10,9 pour cent du patrimoine. Il y aurait donc encore une marge de progression. Oui, mais le marché serait encore trop « vert ». « Lack of market transparency, fear of price manipulation,

conflicts of interest and anti-competitive behavior still linger among wealth managers' biggest concerns, alongside specific risks associated with authenticity and lack of provenance », écrit l'équipe *forensic* de Deloitte Luxembourg dans le rapport. 82 pour cent des professionnels de l'art interrogés estiment que le marché doit encore se moderniser et encadrer ses pratiques, notamment avec l'arrivée de nouveaux outils technologiques accélérant la démocratisation de l'art comme la *tokenization* et les bourses en ligne. La transparence (information prix, accès aux tendances du marché, les transactions ou encore les conflits d'intérêts) soutiendra l'efficacité de marché. À noter que deux tiers des collectionneurs et des professionnels voient le blanchiment d'argent comme une menace substantielle pour le marché et sa réputation. [pso](#)

POLITIQUE

Moutarde après dîner

L'Union luxembourgeoise des associations du secteur culturel (Ulasce) avait été créée pendant la pandémie par sept associations représentant divers métiers de la culture pour parler d'une seule voix et défendre leurs intérêts communs. Elle n'a pas envoyé de lettre de doléances au formateur du gouvernement ; seuls l'Alliance musicale et le Réseau des centres culturels ont fait part de leurs revendications. Cela ne l'empêche pas de commenter le volet culturel de l'accord de coalition

par voie de communiqué pour rappeler les acquis des dernières années et énoncer les défis futurs. Le conventionnement des associations, la réforme du soutien financier aux artistes professionnels et aux intermittents du spectacle, la charte de déontologie (qui n'est pas mentionnée dans l'accord) et le Plan de développement culturel (KEP) sont ainsi salués. L'Ulasce s'inquiète des évaluations annoncées dans l'accord et appelle à « la bienveillance nécessaire à un tel exercice et qu'elle prenne en compte les réalités économiques des créateurs culturels ». Le groupement appelle à un « inventaire de données et statistiques des réalités de vie et de travail des acteurs du secteur pour que des propositions de solutions relatives à ces problématiques puissent être développées ». Les associations pointent aussi les sujets de l'inclusion, de la durabilité et de l'impact des nouvelles technologies qui ne sont pas pris en compte dans le texte de l'accord de coalition. [fc](#)

BIBLIOTHEK

Open Bar

Während der Minimalismus in viele Wohnzimmer Einzug hält, kann man sich der Gegenbewegung anschließen und sich mehr Bücher besorgen, die sich dann horizontal auf überquellenden Bücherregalen gut machen oder gesammelt vom Beistelltischchen auf den Boden fallen. Fünftig werden

Bücherwürme am 9. Dezember ab 10Uhr in der BNL. Die Nationalbibliothek bietet wie jedes Jahr ihre Doppel- und Dreifachexemplare gegen eine Spende an – wieviel die Menschen für die Bücher geben wollen, ist ihnen überlassen. All jene Bücher, und das können Literatur, wissenschaftliche oder künstlerische Publikationen sein, die in den 87 Netzwerkbibliotheken des Landes nicht gebraucht werden, werden am Samstag angeboten. Die Spenden fließen in die Restauration von historischen Postern, die beschädigt sind, jedoch vor ihrer Digitalisierung noch restauriert gehören. Natürlich hat die BNL ein Budget für Restauration und eine intern tätige Restauratorin. Begrenzt ist dieses Budget freilich auch, sodass jeder weitere Euro willkommen ist. [sp](#)

NOUVEAUTÉ

Présomptueuse Esch

Après une année européenne de la culture 2022 qui laisse pourtant un goût amer, Esch se dote du label un rien pompeux de « Capitale Culturelle », une manière de « capitaliser sur sa réputation internationale », lit-on dans le dossier de presse. Une des premières « expériences culturelles holistiques » proposée sera la Biennale Architectures (de mai à septembre), coordonnée par l'insatiable asbl frEsch. À travers des projets spécifiques, mais aussi en englobant des manifestations existantes (comme

les Francofolies), l'événement entend « explorer comment l'architecture et les espaces urbains façonnent notre vie en communauté ».

La Biennale ouvrira les 17 et 18 mai avec le spectacle nocturne *Reesch E'vol*, suite du spectacle *Reesch*, fusionnant art contemporain et cirque. À la Konsense, l'exposition *Dis-placed*, explorera la perte du chez soi à travers les œuvres de douze artistes. Ils parlent de l'abandon, de la fuite, de la persécution, de l'exil, de la rencontre ainsi que de la mémoire. La nouveauté est la création de Elektron, programme fusionnant les arts et le numérique, porté par le duo de curateurs Française Poos et Vincent Cragon. Une série d'autres projets sont annoncés, à la Kulturfabrik, au Escher Theater, au Bridderhaus, au conservatoire et à la bibliothèque, ou encore au Musée de la résistance, bref dans toutes les institutions culturelles eschoises. On ne sait si ces événements auraient de toute façon eu lieu ou un réel engouement est à l'œuvre pour ce qui ressemble, pour l'instant, à une usine à gaz. On annonce un budget spécifique de deux millions d'euros, sans compter les apports financiers des différents partenaires de projets. À voir comment ça collera avec les préoccupations de Christian Weis. Le nouveau bourgmestre (CSV) disait au *Land* la semaine dernière vouloir redéfinir les priorités pour la ville d'Esch, notamment dans les secteurs du sport et de la culture où son prédécesseur s'était montré dispendieux. [fc](#)

Whit and the not-so-discreet charms of the bourgeoisie

Interview: Tom Dockal

The Cinémathèque had an an early Christmas present in store last week and invited American director Whit Stillman. The filmmaker has made just a handful of feature films, but they gained him a cult following. His doomed bourgeois-in-love-trilogy *Metropolitan*, *Barcelona* and *The Last Days of Disco* has wormed its way into many a cinephile's heart. He took part in two evenings of masterclass and question-and-answer sessions and provided insights into his work. We met with Whit Stillman and continued the exchange.

D'Land: How does it feel to be the subject of publications* and homages at film museums?

Whit Stillman: I mean, it's just the best. It's the happiest part of being in cinema. It's like if to do a play, we'd have to have our producer here and we'd have to do a lot of rehearsal for weeks. But here I can come alone. The crew and the cast have already done their work. It's in this little tiny digital file, and I can come here and we can all see it and I can talk about it and I can claim credit for it.

Speaking of the book – Nick Pinkerton remarks in his introductory essay that he's never seen you appear in public other than immaculately done up and wearing a crisp natty blazer and tie, is that true?

It's untrue. He said that about Sundance in 1990. He wasn't there and I wasn't that way then. I'm that way now. But not then. Some directors say you should always wear a suit. Hitchcock told John Landis that, for instance. And I always admired the way Scorsese dressed. So I became dressy after I started making films.

What were you wearing in the Sundance winter of 1990?

What people were wearing in a wintry place. A parka for instance.

Weather-appropriate clothing.

Well, I did have a fedora, but it looked sort of western. But I definitely wasn't wearing a blazer or anything like that. I don't wear blazers. You managed to do the good job of putting your finger on just the sentence I hated in that essay. Good for you. And you didn't have to read very far to get that line.

Page two indeed. (Both snigger.) What are you wearing in the Luxembourg winter of 2023?

I am sort of overdressed now. And I kind of felt embarrassed last night that I was probably overdressed. And I'm overdressed tonight, too. I don't have

many clothes. It's either dressed up or slob. So I have to go back and forth.

Are you – the Bryan Ferry of indie filmmaking –, the way you present yourself and your films, something akin to the last stand against the decline of a certain sense of style and elegance?

I think there are all kinds of things you try to put into a work. There are all kinds of influences and ideas that you try to let percolate into it. But yes, there's definitely that. Who is Bryan Ferry?

The frontman of Roxy Music. Rocking suits and ties since the 1970s.

Still?

Still.

Good for him. I noticed the disappearance of ties in the past couple of years. And I think it's a real shame. It's embarrassing to see two heads of state, walking when they're supposedly relaxed in the country just with their open, mediocre shirts. I mean, someone like Bernard-Henri Lévy, he has style when he doesn't do a tie. He looks like something. But you just take off your tie and have a mediocre shirt and you're president of your country? Try a little harder.

The next starting-off point might come across as a little geeky. DU, SDA, ALA, UHB, SFRP, AFL-CIA, and even Yuppie: What is it with all these acronyms throughout your filmography?

I don't really know. They were sort of opportunities for jokes.

Is it true that someone from your family is responsible for the coining of the term WASP (White Anglo-Saxon Protestant)?

Yeah, my godfather, E. Digby Baltzell, sociologist at Penn. He wrote some really great books, one of which was about the two religious strains of the Puritans and the Quakers. He was later writing a book on the business establishment in the United States. In there he created the acronym for white, Anglo-Saxon Protestant as part of a chart. Other people now claim to have invented it, but I'm not sure why they want to claim that.

Is your filmography a reaction to your family tree, which is a politically charged one?

I don't think so. The most political film I did was my second film, *Barcelona*, and that was more

about my personal experience of spending a lot of time in Spain in the early 1980s.

Your father was a major figure in the Democratic party and played a part in the progressive dynamics of the political landscape of the US. And then you come along and offer heavily nostalgic and backwards looking films. Where did that come from then?

My brother is kind of a violent communist and he was ahead of me in university. And the way I got in the university newspaper was through him. I knew a lot of the hardcore leftist groups and I could get news articles from them since I knew what was happening through my brother. It was a very radical time at university, a certain period in the Vietnam War, and these Marxist groups were pretty scary. And they did scare me. And I think I kind of reacted against that.

Your films seem to linger in a slightly abstract place between the end of something and a new beginning. Is that a comfortable space for you to create in?

It's good for the sort of films we're making, which are a little bit retro, but we don't really want to do official period pieces. Those kind of films often become sort of ship in a bottle, airless and fake. In their attempt to be very authentic, they become kind of ersatz. When we did *The Last Days of Disco*, we shifted the period a little bit. There's a certain level of cheating going on that I don't think is that important. I don't really like people being too literal about everything because I think it can lead to constipation. For example, we showed the anti disco riot from the summer of 1979 and our film is supposedly the very early 1980s. But the idea is there's a montage, just showing the hostility to disco and the class warfare going on.

You've had empathy for a lot of people in your films over the years, also bourgeois people that usually get a bad rap in cinema history. The character Charlie Swan in *Metropolitan*, for instance, isn't very kind to Luis Buñuel's film *Le charme discret de la bourgeoisie*.

I don't think it's fair to say he's unkind. He was attacked as a bourgeois by Buñuel. So he's just responding to the attack. I think Buñuel would be very pleased by that. To think if someone's a provocateur, they should be pleased if someone is provoked.

What do you make of contemporary filmmakers tackling class issues? Like Ruben Östlund and his *Palme d'Or winning film* *Triangle of Sadness*?

I don't see them at all.

Your sense of rhythm and sensibility for oftentimes snappy dialogue is something that could be of some value in the theatre. Did you ever consider working in the theatre?

I've considered it again now. I started writing *Love and Friendship* as a play and I found the form very, very frustrating. I really hated it. It's really stupid compared to cinema, because in cinema you have this wonderful freedom of editing. I hate it when people value long continuous shots. You don't have to do that. You can just edit.

But you mentioned in your introduction to *Top Hat*, a film from your favourite era of cinema, the 1930s, that playwrights were hired when sound entered the movies. The theatre and the movies are intrinsically linked, whether you like it or not.

Yes, but that's a progression of going from a backward medium, which is theatre to an advanced medium, which is cinema. (Stillman smirks.) But the great thing about theatre is that you can do it. Like, boom, you can do it. Cinema, on the other hand, is so encumbered with mechanics and money and capital.

Speaking of, boom, just doing it – do you still dance?

Yes, yes. We had such a fun dance at the Marseille Festival where this book came out. And they let me DJ for a night. I had so much fun dancing. I was thinking of trying to do a monthly dance night when I'm down in Palm Beach. I think it is the greatest thing. I just love dancing. And I think it's something that has to come back. ●

*Whit Stillman: Not so long ago, published by Fireflies Press in September 2023, 17 euros (ISBN 9780645454772)

PHOTOGRAPHIE

Voir le réel



Congo Women, 2015, Isabel Muñoz

Le titre général de l'exposition, *Hidden Narratives*, est explicite. C'est un indice de ce qu'il ne faut pas simplement prendre pour de belles images. Car des histoires de tranches de vies sont cachées derrière la surface des photographies. Elles ont été prises lors de longs séjours d'Isabel Muñoz au Cambodge à la fin de la période répressive des Khmers rouges qui s'est achevée en 1999 et au Congo en 2015 et 2016, où de nombreuses femmes ont été les victimes de viols comme arme de guerre. Susan Meiselas a travaillé en Angleterre, dans une maison où les pensionnaires, éloignées du danger et de leurs peurs des violences conjugales, tentent de se reconstruire pour une nouvelle vie. Son suivi, sur une longue période et les prises de vues qui en découlent, sont basées sur un rapport de confiance et d'échanges patiemment élaboré.

Sans l'exposition de ces images, ces femmes n'auraient pas d'existence. Et si esthétique il y a, – il y en a toujours dans la manière dont une artiste cadre son sujet – c'est, dans le cas de la photographe espagnole Isabel Muñoz, un outil utilisé en toute conscience et comme un adjuvant technique. Née en 1951 à Barcelone, elle découvre la photographie en autodidacte avant d'approfondir aux États-Unis ses connaissances des différents types de tirages. Elle nourrit une passion pour l'expression des corps, à travers la danse classique et contemporaine, mais aussi les rites et traditions et les décorations corporelles, qu'elles soient tribales ou des tatouages contemporains. On avait déjà pu voir ses photos exposées à la Arendt House, dans *Stories of places and spaces, bodies and ties*, une exposition collective de femmes photographes en 2016.

Dans l'exposition *Hidden Narratives*, ses portraits en noir et blanc de très grands formats dans les séries *Madness Congo* (2016) et *Congo women* (2015), font ressortir l'expression du vécu de femmes, à travers leur regard qui relate ce qu'elles ont subi ou affirme leur nouvelle vie. On le comprend aussitôt : les coiffures, comme des cheveux tressés de *Madness Congo*, sont des électrodes. C'était d'usage, encore en 2015, pour chasser la folie comme on exorcise le diable. Depuis la diffusion mondiale de ces témoignages, il semble que le mode de traitement a changé. Dans *Congo Women*, ce bouquet d'oignons par exemple, porté traditionnellement sur la tête, qui est un gagne pain, mais, – et voici la place de l'esthétique – il est aussi beau qu'une coiffure traditionnelle.

La correspondance avec le travail d'Isabel Muñoz, il faut la chercher chez Susan Meiselas, dans les prises de vue des chambres d'une maison refuge pour femmes en Angleterre. La série *A Room Of Their Own*, date également de 2015-2016. On ne voit pas leurs occupantes, Ritu, Tia, Sam, Janet, Rabia et Dawn. Les indices de leur présence sont dans leurs effets personnels. *A Room Of Their Own*, montre, par leur accrochage côte à côte, que Ritu et Tia ont successivement occupé la chambre n° 12 et Rabia et Dawn, la suite 7. En regardant une photo à la suite de l'autre, on comprend que, quand Susan Meiselas a pris le cliché, c'était le lieu de vie de Dawn mais que Rabia était sur le point de partir : canapé et ballon rouges, bouquet de

fleurs et photos au mur pour l'une, sac en plastique prêt à être jeté, balayette et trottinette d'enfant au sol pour l'autre, voilà les *Hidden Narratives*.

L'engagement des photographes est très fort, preuve que c'est un aspect important de la photo contemporaine

Susan Meiselas, née en 1948 à Baltimore, est photjournaliste et présidente de de la Magnum Foundation. Ce que disent le mobilier, les draps, la teinte des murs – les photos de la série *A Room Of Their Own* sont en couleurs – compense l'absence physique, sujet habituellement central du photoreportage. L'être humain est remplacé ici en toutes lettres sur le tatouage de l'avant-bras de Barbara : la famille ce n'est pas celle du sang mais celle des gens qui vous aiment et que vous aimez. Mais la vraie narration de *Barbara's Tattoo*, c'est sa main. Est-elle sur le point de s'ouvrir ou de se fermer ? Une autre main qui en dit long, c'est celle de Tia sur le point de partir, sa chambre rangée, son bagage bouclé. Dehors, dans le jardin de l'institution, elle tripote encore pensivement une boucle de sa lourde chevelure frisée.

Toute autre est la position des doigts de la main de la danseuse khmer de la série *Danza Khmer Cambodia*, prise en 1996 par Isabel Muñoz au Cambodge. Infiniment gracieuse dans les deux photographies, graphique à souhait avec l'ornement des bracelets manchette, on apprendra des commissaires de l'exposition, Violeta Frank et Paul di Felice, que l'anéantissement jusqu'à son souvenir des coutumes et de leur symbolique dans une gestuelle ancienne, belle et sensuelle, est allée jusqu'à l'assassinat de la danseuse.

L'engagement des photographes et des commissaires à la Arendt House est très fort, preuve s'il le fallait que c'est un aspect important de la photographie contemporaine. Sans oublier l'esthétique. C'est le cas avec un tirage platinotypie en couleurs, technique rare mais fétiche d'Isabel Muñoz. Une jeune femme aux joues percées par une aiguille transcende la douleur lors d'un rituel chamanique. Ses yeux clos, ses traits sereins concentrés sur son énergie intérieure, font d'elle l'icône du plaidoyer pour les femmes de *Hidden Narratives* et toutes les autres victimes de violences. ● Marianne Brausch

Hidden Narratives, photographies de Susan Meiselas et d'Isabel Muñoz, est à voir à la Arendt House jusqu'au mois de mars



Whit Stillman at Cinémathèque, last week

Nowiewen, Nobiewen, Noliewen

Don John



De Schrëftsteller Nico Helminger

No engem Openthalt am Koma kënnst ee Mann (net méi ganz) zou sech – a versicht, e bësse wéi am Christopher Nolan sengem *Memento*, seng Erënnerungen zeréck ze fannen. Dobäi hëlleft him eng gewësse Madamm Pallandt, déi him eng Rëtsch Bicher dhileet, déi hien ënnert aneren Nimm soll geschriwwen hunn, an där hiren Inhalt sech effektiv mat senger eegener Biografie z'iwwerschneide schéngt – et sief dann, déi Erënnerungen, déi sech wéi ee fir ëmmer onvollstänneg Puzzle zesummesetzen, wieren Erënnerungen un déi geschriwwe Fiktiounen, déi d'Erzielwierk wéi ee roude Fuedem zesummenhalen an dem Erzieler ëmmer nees als Zitakrätsch déngen, wann hie grad nees an der Gesellschaft vu „Stécker vu Sätz“ ufänkt u sengem Denken ze zweiwelen – een „Denken, dat zerbréckelt, dat sech selwer net méi fënn“ an dat am beschte Fall zu neie „kaleidoskopeschen Zesum-

mesetzungen“ féiert, am schëllemste Fall awer just „Blackout an Zerfall“ bedeit.

Formal fänkt den Nico Helminger genee dee Wee an: Déi éischt Kapitele vu *Kappgras* sinn dréif a verwurrtelt Visiounen, déi den Auteur wéi ee Fëscher mat sengem Netz u Wierder a Metapheren afänkt, duerno schielen sech aus dem Erzielniwwel eng Rëtsch u méi konkreten Zeenen eraus. Ugefaange mat der Kandheet an der Jugend an der rauer Schlague, eng Strooss an där all d'Haiser der Schmelz gehéieren an där hier Awunner ee Panorama vun de gesellschaftlech Getéckten ergëtt, Leit déi duerch d'Schaffkierperlech a mental entstallt sinn, eng Mikrogesellschaft u futtisse Mënschen, „vum Liewe Gebeetschter“, an där den Erzieler séier léiert, sech net ze vill vum Liewen ze erwaarden: „Do sëtze se, ausgeblutt, gefaang an hiren Erzielungen ouni Enn. Eng Bruta-

litéit vum Denken an an der Sprooch, déi dem wëlle Räisse vum Häerz entsprécht, wann et sech domm stellt, well et ufänkt, es genuch ze hunn.“

Net ze vill erwaarde wäert sech den Erzieler och vum *Stadblat*, enger Dageszeitung aus Neschville, an där d'Unzuel un Alkoholkrankte genee esou héichprozenteg ass ewéi dat, wat sech de Flumard, ee vun den Employéén, schonn um fréie Moien d'Strass erofkippt a bei där hien no engem Journalismusstudium zu Paräis ënnerkënn – ee Studium, während deem hie fir d'Rekonstruktioun vu Verbiechen all Zort Doudeder, dorënner een ruppeggen Huissier, verkierpere muss a sou no an no déi Zort Identitéitsverloscht mat erlieft, déi en eigentlech perfekt op dat psychotescht Ëmfeld bei der Zeitung (all Ähnlechkeete mat enger am Süde vum Land editéierter Dageszeitung si selbstverständlech reng zoufälleg) virbereet: „Scho fréi

huet d'Aarbecht beim *Stadblat* fir mech d'Konturen ugeholl vun engem Passage an der Psychiatrie.“

Dann awer, wann sech dat eegent Liewen oder dat, vun deem ee mengt, dass et dat eegent Liewe gewiescht sollt sinn, méi konkret zesummesetzt, stellt ee fest, dass wat sech do zesummentellt eigentlech just een Tableau vun der Zersetzung ass: Op eemol ass dem Erzieler seng Fra net méi seng Fra – zumindest ass hien dovun iwwerzeegt – an een Dossier, ëm deem hie sech këmmert an deem en op d'Spur vu kromme Geschäften, net kauscheren Transkatiounen a louche Gestalte bréngt, verleet dubiéis Personnagen dozou, him ze dreeën.

D'Handlung vu *Kappgras* ass dobäi, ewéi an all be-
deitendem Roman zanter der Postmodern, gläich-
zäiteg Niewesaach an zentral. Wéi beim Virgänger,
dem villfach ausgezeechente Meeschterwierk *Kuerz
Chronik vum Menn Malkowitch sengen Deeg an der
Loge*, léisst sech déi chronologesch-autobiographesch
Rumm nom éischte Buch ëmmer méi op – sief et,
well déi Welt, an déi en erageréit esou onduerchlässig
a verwurrtelt ass, dass den eenzege Spigel, deem se ka
getrei portraitéieren, zolidd verzerrt muss sinn oder
well d'Erënnerungen, wat de Schnatt vum Koma méi
no kënnst, méi fragmentéiert ginn.

Opfälleg ass, dass net just seng Erënnerungen, mä och
déi sëllege Figuren, déi dem Erzieler iwwert de Wee
lafen, onvollstänneg sinn – nieft dem „Ugebassenen“
begéint hie spéider „deem ouni Léps“, enger ellener
Figur, déi dem David Lynch sengem *Lost Highway*
kéint entlaf sinn. Wéi beim Thomas Pynchon weess
een och hei net, op d'Erzielfigur sech déi verstréckt
Affär, iwwert déi si enquêtéiert, nëmmen abilt oder
op hiren Androck, dass d'Welt no an no zerfällt an déi
Wieder, déi si benotzt, fir se anzefänken, „wéi Zillen
op [si] erofbësele“, der Wourecht entsprécht, ganz
nom Motto: “Just because you're paranoid doesn't
mean they're not after you.”

Nieft de Parallelen zum *Menn Malkowitsch* fënnst
een a *Kappgras* allerdéngs och eng gewësse Konti-
nuitéit mat dem Wierk vum Tomas Bjørnstad, dee
deem den Nico Helminger seng Praktik vun der
Heteronymie auslieft: Esou gëtt Bjørnstad zu Nes-
chville, Bjørnbling²² zur Kulturrellaktioun an nieft
de verschiddenen Heteronymen, aus deenen hire
Wierker mer Passagen ze liese kréien, an duerch déi
d'Spill mat de schrëftstellereschen Identitéiten net

just extra- mee och intradiegetesch funktionéiert,
ass d'Korruptioun an d'Gloscht vun enger Politik, déi
eng Stad lues awer sécher an den Ofgrond dreift, och
hei een zentraalt Thema – relativ onschwéier erkennt
ee beispillsweis, wien sech hannert dem Anagramm
Eremo Scheggi verstoppt.

Ganz niewebäi ginn, wéi och scho bei *Von der schö-
nen Erde*, rezent kulturpolitesch Blamagen – nieft
Esch²² sief hei de Reboot vun der Lëtzeburger Pre-
senz op der Frankfurter Buchmesse erwäänt, ee Re-
boot, bei deem sech den un der Literatur dach esou
desinteresséierte Filmsecteur mat aluede gelooss hat
– pastichéiert, a wie bei den zwee Kapiteln iwwert
d'Lëtzeburger Filmbranche zu Cannes net haart
laacht, läit wuel selwer am Koma.

Ganz oft schumme Lëtzeburger sech, getrei dem
vill theoriséierte Mannerwäertgeektskomplex, fir
hier Mammesprooch: si wier net präzis, net dait-
lech, net déifgrënneg oder poetesch genuch, fir dass
se fir literaresch Wierker duerhale kéint. Literaresch
Entdeckungen, Momenter vun Identifikatioun oder
Inspiratioun fënnst een dofir meeschtens an der Li-
teratur aus dem Ausland, egal, op et Wierker vum
Marcel Proust oder dem Virginia Woolfe, vun der
Marie Ndiaye oder dem Jean Echenoz sinn. An da
liest ee *Kappgras* a mierkt, zu wat d'Lëtzeburger
Sprooch literaresch se fäeg ass wann een talenté-
ierten Auteur sech hier uneegent, se mat genuch
Verspilltheet, Roserei an Humor e bëssen diebelt an
hier Limitte sprengt.

Den Nico Helminger ass an der Landschaft vu Lët-
zeburger Langweil, absolutter Bequeemlechkeet a
récksiichtsloser Upassung un den neoliberalen Kre-
do vun der Ausbeutung an der Selbstberäicherung
net just eng Ausnam, mä eng Zort literaresche Sa-
boteur, dee mat vill Humor a genee esou vill Roserei
net zéckt, Zillen aus Wieder op de kapitalistesche
Realismus, deem zu eiser eenzege Realitéit gouf,
bësele ze loosse. *Kappgras* ze liesen heescht, e
bësse vun der „Hell lasszeginn, déi een a sech dréit“,
a gläichzäiteg déi Hell, zu där eis neoliberal Schaff-
welt eis verurteelt, mat méi Distanz a Roserei an der
Panz ze betruechten. ●

Kappgras vum Nico Helminger, 2023 éditions
Guy Binsfeld, 592 Säiten, 26 euro

BANDE DESSINÉE

La cantatrice, le poète et leur amour impossible

Pablo Chimienti

En bande dessinée, comme dans les autres arts, il y a des œuvres qui déplaisent et on oublie vite, des œuvres qui plaisent et puis passent, et des œuvres qui marquent et qui restent. *La Callas et Pasolini, un amour impossible*, de Sara Briotti et Jean Dufaux, est, par son récit, son rythme, ses personnages, mais aussi son dessin et son découpage, sans aucun doute de cette seconde catégorie : une œuvre capitale.

Maria Callas et Pier Paolo Pasolini sont deux icônes de la culture de la seconde moitié du vingtième siècle. La célébrité de la cantatrice grecque et du poète et réalisateur italien ont largement dépassé leurs domaines artistiques, voire le monde culturel dans son ensemble. Leur vie, leurs œuvres et leurs frasques respectives ont passionné leurs contemporains et continuent à intéresser de nos jours. Le scénariste belge Jean Dufaux (*Barracuda*, *Djinn*, *Giacomo C.*, *Murena...*), passionné de cinéma et tout particulièrement de son âge d'or, s'est donc penché sur ces deux destins hors du commun.

Maria et Pier Paolo, un amour impossible ? Les deux se connaissaient, bien évidemment, puisque le second a fait de la première « sa » Médée, dans le film du même nom sorti en 1969. Un film qui a marqué son époque et devenu presque mythique pour de nombreux spécialistes du septième art. Elle qui a si souvent donnée sa voix à la Médée de l'opéra de Cherubini et Hoffman, se trouvait là, pour son premier et unique rôle au cinéma, à jouer un rôle quasiment muet. « Pour une diva, ça ne manque pas d'humour », souligne un des personnages de cette histoire magnifiquement dessinée par Sara Briotti.

Mais loin des projecteurs et des soirées mondaines, loin des salles feutrées d'opéra, loin de Cinecittà et ses superproductions, loin des projecteurs... Maria et Pier Paolo ont partagé bien plus, quelque chose d'impalpable, de fort, plus qu'une re-

lation de travail, plus qu'une amitié, « un amour impossible ». Les deux semblent même avoir vécu deux vies parallèles. Il est né en 1922, elle est née l'année suivante, il est assassiné en 1975, elle meurt à la suite d'une overdose de médicaments en 1977, et pour couronner le tout, ils avaient tous deux 53 ans au

moment de leur décès. Mais au-delà de ces données factuelles, les deux ont partagé, dans les dernières années de leurs vies, une grande mélancolie, voire un certain désespoir et de grands chagrins d'amour.

Sans délaissier l'histoire officielle, celle des Elizabeth Taylor et des Richard Burton, des Zeffirelli, des Jacky Kennedy et des Aristote Onassis, c'est principalement cette relation platonique d'une force rare qu'ont décidé de narrer Jean Dufaux et Sara Briotti dans cet album étonnant de 104 pages.

Le récit débute à Rome, en septembre 1969. Maggie Van Zuylen donne une fête mondaine. Dans un petit salon de la bâtisse, Maria Calas s'isole pour admirer la performance et la beauté d'Ingrid Bergman dans *Stromboli* de Roberto Rossellini. Pier Paolo Pasolini fait également partie de la liste des invités, mais au même moment, il se trouve dans un bar miteux en train d'essayer de raisonner son amant et grand amour, Ninetto Davoli, qui a décidé de le quitter et de se marier. Une séparation qui aurait pu s'envenimer quand de petits loubards du coin ont commencé à s'en prendre à ces « froci » et tout particulièrement à ce « pédé » qui drague en « smoking ». Une soirée qui illustre à merveille le texte de Pasolini : « Un homosexuel, aujourd'hui en Italie, on le fait chanter. Sa vie est en danger toutes les nuits ». Des mots malheureusement prémonitoires.

Mais pour l'heure, Pasolini et « la » Callas ont encore quelques années à vivre. Les deux vont se rejoindre chez Van Zuylen, mais pour mieux filer à l'anglaise et partager leurs malheurs le long d'une nuit enchantée dans la ville éternelle. Elle a besoin de parler, depuis qu'Aristote Onasis l'a quittée pour la veuve Kennedy, lui, sait écouter. Elle aime rire, il sait l'amuser. Et puis, ils partagent, tous deux une grande sensibilité. Deux cœurs solitaires, un amour réciproque, mais totalement platonique.

On les suivra ainsi, à travers Rome by night pendant une trentaine de pages. Et au moment où les albums classiques commencent à tendre vers leur dénouement final, La Callas et Pasolini s'ouvre, au contraire, et commence à peine à prendre son envol. Les auteurs font alors, pendant quatre planches à peine, un rapide détour par Paris et le mois de mai 1977, alors que Maria, à l'automne de sa courte vie, répond aux questions d'un journaliste, pour ensuite s'offrir – nous offrir ? – une immense parenthèse – de près de soixante pages ! – sur le séjour que le réalisateur et son actrice ont fait à Rio de Janeiro pendant la tournée internationale qui a suivi la sortie de *Medea*. Dans ce nouveau monde à découvrir, il sera question d'amour platonique, de passions physiques, de favelas, de football, de chant, de violence, de littérature, de nourriture, de privilèges dus à l'argent...

Long et intense, avec beaucoup de texte, l'album est passionnant du début à la fin. Son découpage totalement illogique, pourrait-on dire selon les standards de l'édition BD, rajoute finalement un inattendu structurel bienvenu à ce récit aussi étonnant que magnifique. Un sacré pari, mais un pari payant. *Ce Callas et Pasolini* est un album prenant par son récit – et non seulement par les noms de ses personnages –, et attirant par son dessin. Un dessin réaliste et captivant, travaillé jusque dans les plus petits détails, ne craignant ni les grandes foules, ni les décors gigantesques, mais qui parvient, en même temps, à donner une grande expressivité à chaque visage. Tout au long de cette superbe double biographie romancée, on est au plus près de Maria et Pier Paolo, on souffre avec eux, on respire à leur rythme, et on a même l'impression, parfois, de lire dans leurs pensées et de partager leurs doutes et leurs souffrances. ●

La Callas et Pasolini, un amour impossible, de Briotti et Dufaux. Aire Libre



De Kutter à Schauls

Loïc Millot



Schauls ménage des trouées au sein de ses compositions



Der Coach ist nicht abgeneigt

Au cœur de la capitale, le quartier du Limpertsberg a vu grandir deux des plus importants artistes luxembourgeois du vingtième siècle : le peintre Joseph Kutter, disparu prématurément en 1941, et le sculpteur Lucien Wercollier (1908-2002), à la carrière aussi longue qu'intense. Tous deux sont décédés là même où ils sont nés, au Luxembourg, et sont collectionnés par les principales institutions du pays. Un troisième artiste, toujours bel et bien en vie, est lui aussi originaire du Limpertsberg : Roland Schauls. La galerie Reuter Bausch lui consacre actuellement une exposition, intitulée *Nouvelles fantaisies*. L'occasion de contempler ses récentes productions qu'on n'avait pu voir depuis la disparition de la galerie Clairefontaine qui le représentait.

Les parcours s'entremêlent, tout comme les temporalités. Car Roland Schauls fait curieusement lien entre Kutter et Wercollier. Non seulement sa maison natale voisinait avec celle, si singulière, de Kutter. Mais c'est au sein de la famille d'Étienne Wercollier, fils du sculpteur, qu'il découvrit pour la première fois un tableau de Kutter — et pas n'importe lequel puisqu'il s'agit du dernier tableau du peintre, laissé probablement inachevé. À l'origine de la carrière de Schauls, il y aurait donc cette émotion esthétique ressentie, enfant, au contact de cette œuvre. C'est en tout cas ce que Roland Schauls expliquait à Christian Mosar dans un entretien réalisé à l'occasion de la commande d'un tableau de grand format passée par le Musée national d'histoire et d'art en 2014.

Aujourd'hui septuagénaire et résidant à Stuttgart, où il a fait ses classes à l'Académie des Beaux-Arts à la fin des années 1970, Schauls n'a oublié ni Kutter, dont certaines des œuvres sont parfois citées dans ses tableaux, ni le Luxembourg, qui revient dans ses œuvres par la fenêtre. Ainsi du Grund notamment, reconnaissable à son cours d'eau et à ses bâtisses pittoresques, paysage typique qui fait

Le peintre travaille des tons acidulés, néo-fauves, et donne libre cours à sa fantaisie

le plus souvent retour dans ses dernières productions, comme c'est le cas par exemple dans *Der Coach ist nicht abgeneigt* (2020-22), visible dans l'exposition. La restitution de cette vue est précise, nette, particulièrement soignée : elle est entièrement faite pour être reconnue du spectateur luxembourgeois. Dans un effet de circularité, un rapport d'identification est produit entre la toile et le public luxembourgeois. Sans surprise, la clientèle locale affectionne ce type de détail réaliste, comme en témoigne la vente de ce tableau de grand format en dépit de son prix relativement élevé (au-delà de 15 000 euros, à titre indicatif). L'intérieur d'où est perçue cette familière *veduta* est cosu, révélant un intérieur bourgeois où reposent deux femmes : un cadre domestique perturbé par un détail macabre cependant — un masque de mort carnavalesque en guise de vanité qui semble à lui seul renverser l'apparente indolence de la situation. Et, comme chez Kutter, la plupart des personnages font face au spectateur : une confrontation d'autant plus impressionnante que ces figures sont grandes et imposantes, presque à échelle humaine.

Quand ce ne sont pas des intérieurs bourgeois, Schauls nous emmène à la plage ou sur des

sites lacustres dominés par d'improbables montagnes. Le peintre y maintient ses tons acidulés, néo-fauves, et donne libre cours à sa fantaisie, à l'instar de ces nombreuses paires de chaussures disposées au premier plan dans *Wird das noch ?* ou *Eine neue Befreiung*, toutes deux réalisées en 2023, ou de ce toucan perché au côté de l'artiste dans *Selbst mit Vogel* (2021). On sent la volonté du peintre de rassembler des genres auparavant maintenus séparés, tels que le portrait, le paysage, la nature morte ou la scène de genre. Mais ce qui est surtout remarquable, c'est le processus en acte que l'on observe à travers des toiles particulièrement élaborées, lieu de spontanéité et de créativité où les couleurs à l'acrylique semblent entrer en conflit avec les traits nerveux du dessin obtenus au fusain. Le travail en série — « Depuis quelques années déjà je peins des séries pour éviter le piège de ce que j'appelle le tableau ultime », déclarait Schauls à Mosar — lui permet de creuser en profondeur la figure, d'en saisir les différentes étapes au fil des années (d'où le fait que ces toiles comportent parfois deux dates, l'une de commencement et l'autre de finalisation). Dans l'interstice, Schauls ajoute, retranche, ou laisse reposer la toile. L'effet obtenu relève du collage ou de la surimpression cinématographique, avec ses ellipses figuratives volontairement lacunaires. Comme une lointaine réminiscence de ce tableau inachevé de Kutter qu'il découvrit dans son enfance ?

Ne manque à cette belle exposition que la présence de l'œuvre graphique de Schauls ; car si ses toiles sont de grande qualité, ses dessins font état d'une force et d'une virtuosité inouïes. ●

Nouvelles fantaisies de Roland Schauls à la Reuter Bausch Art Gallery jusqu'au 23 décembre

TANZ

Aufbruch in eine neue Magie

Die Darstellung von Frauenkörpern als fetischartige Puppen hat in der Medizin wie in der Kunstgeschichte Tradition. Im 18. Jahrhundert schuf Clemente Susini lebensgroße Wachspuppen, an denen Medizinstudent/innen Anatomie lernten. Was über Jahrhunderte auf männlichen erotischen Unterwerfungsfantasien des Bedrohlichen gründete, sollten spätestens die Surrealisten ins Absurde umdeuten. Als die weiblichen Dadaistinnen wie Hannah Höch (selbst-)bewusst das Ruder übernahmen, verfremdeten sie ihre eigenen Körper ins Unendliche.

Hans Bellmer wurde berühmt durch seine anarchistisch erotischen Inszenierungen. Er kostümierte in den 1930-er Jahren fetischartige Puppen, deutete die Frau als biomechanisches Wesen zwischen Überhöhung und Unterwerfung. Wegen seiner Darstellung geschundener Frauenkörper wurden ihm neurotische Störungen wie Sadomasochismus nachgesagt, während die Surrealist/innen rund um Éluard und Breton seine Kunst schätzten und seinen bebilderten Band *La Poupée* (1935) druckten. Die Gedichte seiner Partnerin, der Zeichnerin Unica Zürn, spiegeln hingegen Aggression gegenüber dem weiblichen Körper, ihre paranoide Schizophrenie sollte im Selbstmord enden.

Sarah Baltzinger ist fasziniert vom Potenzial des Unheimlichen rund um den weiblichen Körper als Marionette, Projektionsfläche und von seiner Fetischisierung. Ihre Choreografie *Vénus Anatomique*, die während einer Künstlerresidenz in Annonay entstanden ist, zeugt von einer intensiven theoretischen Auseinandersetzung mit der Thematik. Die choreografische Umsetzung ist verblüffend gelungen. In dem einstündigen Tanzstück hauchen fünf Tänzerinnen (Chiara Corbetta, Océane Robin, Marie Lévénéz, Clara Lou Munié, Shynna Kalis) dem Venus-Mythos Leben ein. Baltzingers Choreografie lässt die Zuschauer/innen eintauchen in eine schaurige wie absurde Welt zwischen anatomischer Studie und feministischer Dystopie.

Die Autodidaktin Baltzinger, deren fotografische Collagen im Foyer des Grand Théâtre am Boden ausgestellt sind, präsentiert in ihrer einstündigen Choreografie eine „Venus-Fabrik“, die identische Körper produziert, dysfunktionale weibliche Modelle, die sich immer weiter ausbreiten. Ihre fast nackt performenden Tänzerinnen tragen Silikonbrüste (der Bildhauerin Manuela Benaïm) wie Schutzpanzer.

An bekannte kunstgeschichtliche Referenzen anknüpfend treibt Baltzinger die Idee der Uniformierung bis zum Äußersten und zeigt verrenkte, mechanische Körper aus Bausätzen, die mal verzweifelt, mal humorvoll versuchen, sich selbst zu reparieren.

Bereits der Auftakt, das erste Standbild, lässt erschauern: die fünf Tänzerinnen stehen da wie eingefrorene Puppen. Lange blonde Haar(-schöpfe) baumeln von der Decke; die

Silhouetten der Tänzerinnen werfen Schatten an die Wand.

Dann beginnen sie sich zu rühren, verrichten mechanische Bewegungen. Ihre Gelenke wirken zunächst verdreht, wie falsch zusammengesetzt ... Schwungvoll werden sie aus den ihnen zugeschriebenen Rollen ausbrechen, doch zunächst starren sie ins Publikum, ihre Gesichter eingefroren zu verzerrten Fratzen.

Eine Tänzerin erprobt sich selbst – und sackt immer wieder zusammen. Sie streift sich den Brustaufsatz ab und wirft diesen vor sich auf die Bühne. So liegt die Brust da, surreal wie ein Augapfel bei Buñuel.

Bald werden die anderen ihrem Beispiel folgen und die Brustaufsätze abwerfen, befreiend wie einst die 1968er-Bewegung ihre BHs verbrannte. Das ist – trotz der mitunter plakativen Befreiung – komisch. So wachsen einer Tänzerin Brüste auf dem Rücken. Sie brabbeln vor sich hin ... „Un peu d'amour“ hört man heraus, und: „Seinen Körper kontrollieren, aber es ist doch eine Frage der Ressourcen!“

Einige der Tänzerinnen verstecken sich in den herabhängenden Haaren, eine andere dreht fast durch und verdreht sich akrobatisch. – Die Blicke richten sich befremdet auf sie wie auf ein skurriles Forschungsobjekt.

Wie die Choreografie schlägt die harmonische Musik sukzessive um ins Befremdliche, Unheimliche, werden die Töne und Melodien verzerrt. Zum Klang scheppernder Kastagnetten wird eine der Tänzerinnen ihre zweite Haut unter Schreien zerfetzen; eine andere beobachtet den Ausbruch zwischen Erstaunen, Bewunderung und Skepsis, um ihr irgendwann im wahrsten Sinne des Wortes das Maul zu stopfen. Sie peitschen sich und schlagen mit den Hautfetzen auf den Boden ... Als bald sammeln sie ihre Körperteile ein. Eine blonde Tänzerin, die wie aus Botticellis *Venus* entsprungen wirkt, vollführt noch grazil ein paar Ballettschritte ... Bevor die Bühne zum Schlachtfeld wird, schwingen sich die Veni dynamisch an den Haaren, ziehen wütend daran oder schaukeln beschwingt im Kreis – und vollführen bis zum Schluss der einstündigen Choreografie Unerwartbares.

Im Vergleich zu der im vorletzten Jahr während einer Künstlerresidenz in Annonay erarbeiteten Choreografie über den Klimawandel (*DJ Whimsy or what will the climate be like?*) ist Baltzingers Choreografie weder kryptisch noch überfrachtet, sondern bildet von Anbeginn bis zum Ende ein geschlossenes Ganzes.

Inspiziert von Populärkultur und weiblichen Mythen verschiebt Sarah Baltzinger unseren Blick, offenbart unsere Zerbrechlichkeit und zerlegt minutös das heteronormative, männlich dominierende Bild des Frauenkörpers – fernab von Zuschreibungen der Fruchtbarkeit. Eine kreative und furiose Choreografie! ● Anina Valle Thiele



Vénus Anatomique von Sarah Baltzinger

KINO

Doppelung

Marc Trappendreher



Hirayama (Koji Yakusho) mit seiner Nichte Niko (Arisa Nakano)

Dass Wim Wenders in besonderem Maße ein fotografischer Filmmacher ist, ist hinlänglich bekannt. Seit den Anfängen seiner Karriere war er als Fotograf aktiv, eine leidenschaftliche Tätigkeit, zu der sich dann der Film gesellte. Dass seine großen Kinoerfolge *Paris, Texas* (1984) oder noch *Der Himmel über Berlin* (1987) be-

sondere fotografische Qualitäten besitzen, ist unverkennbar, sein Auge für die visuelle Poesie der Fotografie ist in seinen Werken immerzu spürbar. Doch mehr noch, möchte man meinen, habe sich Wenders mit seinen beiden jüngsten Filmarbeiten zu dieser Kunstform zurückbegeben.

Der Veteran des heute nicht mehr ganz so Jungen Deutschen Films war gleich mit beiden Filmen bei den diesjährigen Filmfestspiele in Cannes vertreten: *Anselm – Das Rauschen der Zeit* war im Rahmenprogramm zu sehen. In diesem poetischen Dokumentarfilm entwickelt Wenders aus Spielfilmpasagen, historischen Fernsehaufzeichnungen und Interviewsequenzen ein Porträt seines Freundes Anselm Kiefer.

Perfect Days hingegen lief im Wettbewerb. Wenders' Rückkehr zum Spielfilm wurde mit dem Hauptdarstellerpreis für Koji Yakusho gewürdigt. In *Perfect Days* begleiten wir Yakusho als Toilettenreiniger Hirayama durch Tokio. Ganz im Gegensatz zu den allseits suchenden Helden gegenwärtiger Arthouse-Produktionen ist dieser Hirayama zufrieden mit seinem Leben. Dort, wo der Brite Ken Loach oder der Finne Aki Kaurismäki mit ihren jeweiligen Blicken auf das Proletariat ihr Publikum zu starken Affekten bewegen möchten – und jeweils unterschiedliche Strategien anwenden –, da ist Wenders Film in seiner zurückgenommenen und scheinbar aussaglosen Haltung ganz bei sich: Hirayama liebt die Struktur des Alltags, die geregelten Bahnen.

Neben seiner Arbeit widmet er sich, ja: der Fotografie, sowie der Musik und der Literatur. Er nutzt noch alte Tonbandkassetten und liest in abgegriffe-

nen Taschenbüchern, ohne dass diese altmodische Einstellung als Zeichen von Rückwärtsgewandtheit zu deuten wäre. Überhaupt kommentiert Wenders diese Figur praktisch gar nicht. Wir erfahren nur, dass Hirayama aus privilegierten Verhältnissen stammt, diese aber freiwillig aufgegeben hat, um das Glück in den einfachen Dingen zu suchen. Diesen freien Willen beurteilt Wenders ebenfalls nicht, noch mehr enthält er sich, das Toilettenreinigen zu einer niederen Tätigkeit zu degradieren. So, wie Hirayama die Schönheit in der gegenständlichen Alltagswelt sucht und bemüht ist, sie mit einem Fotoapparat festzuhalten, kommt es Wenders darauf an, diesen thematischen Kern in der filmischen Form ein weiteres Mal nachzubilden, seine Aussage mit

den fotografisch-gestaltenden Mitteln der Filmkamera in Einklang zu bringen. Es ist eine Strategie wechselseitiger Dopplung.

Wenders Film ist schön anzusehen, weil die alltäglichen Verrichtungen Hirayamas schön sind. Wenders Erzählung um diesen bescheidenen und glücklichen Alltagsmenschen ist keine auf die buddhistische Vorstellung der Enthaltsamkeit ausgerichtete lehrhafte Parabel, noch ist sie eine latente Kapitalismuskritik, mit der Aufforderung, das Glück im Verzicht zu suchen. Dafür unterdrückt Wenders zu gekonnt und bewusst jegliche inhaltlich stofflichen Aspekte, die dramaturgischen Schwerpunktsetzungen nahe kämen. Die plötzlich einsetzenden erzählerisch stärkeren Momente rund um Hirayamas Nichte und seine Schwester wirken beinahe wie Störfaktoren in einem ansonsten äußerst präzise austarierten Film. Es gibt keine Wendungen, keinen Appell, keine Überredung – was nicht bedeutet, dass der Film keine Aussage treffen würde: *Perfect Days* spürt mit äußerster Sensibilität, Präzision und Würde den Banalitäten eines Tagesablaufs nach. Und mit Musikeinlagen – während Wolkenkratzer am Autofenster vorbeiziehen, wird der titelgebende Lou-Reed-Song eingespielt – und dem sehr fotografischen visuellen Stil gelingt ihm eine Poesie, die als Feier der Alltäglichkeit zwischen Yasujiro Ozu und Michelangelo Antonioni anzusiedeln ist. ●

SNHBM

Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 19.01.2024 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot échafaudage, réf. R7-1.
Description :
– L'exécution des travaux d'échafaudages de 24 maisons unifamiliales à Berg.
Lot 1 : Intitulé : Lot A – 13 maisons unifamiliales
– Description succincte : Travaux d'échafaudages.
Lot 2 : Intitulé : Lot B – 11 maisons unifamiliales
– Description succincte : Travaux d'échafaudages.
Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Le bordereau de soumission est téléchargeable sur le Portail des marchés publics.
Réception des offres :
Le jour de l'ouverture avant 10.00 heures
Date de publication de l'avis 2302639 sur [www.marches-publics.lu](#) :
04.12.2023

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 01.02.2024 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration des Ponts et Chaussées
Division des Travaux Neufs
21 rue du Chemin de Fer
à L-8057 Bertrange
dans le bâtiment H1, 2^{ème} étage

Intitulé :
Mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 – Lot C3 : Bassin de rétention (Ba7) et canalisations.

Description :
Les travaux consistent notamment dans la réalisation de :
– Travaux de terrassement et d'assainissement sous maintien du trafic le long de la N13 à Bettembourg à la hauteur du passage de l'autoroute A3 ;
– Déconnexion des eaux de la canalisation d'eaux mixtes ;
– Déconnexion des eaux de la canalisation d'eaux pluviales co-utilisée ;
– Réalisation d'un bassin de rétention ouvert d'un volume de 1 500 m³ et son raccordement au réseau d'eaux pluviales ;
– Travaux de réseaux divers dans la N13 ;
– Travaux de voirie.
Délai d'exécution des travaux : 319 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : été 2024

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](#)).

Réception des offres :
Les offres portant l'inscription « Soumission pour : Mise à 2x3 voies de l'autoroute A3 – Lot C3 : Bassin de rétention (Ba7) et canalisations » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Les offres peuvent également être remises de manière électronique par le biais du Portail des marchés publics.

Date de publication de l'avis 2302653 sur [www.marches-publics.lu](#) :
05.12.2023

Administration communale de Wormeldange

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 16.01.2024 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Dans la salle de séance dans la mairie de l'Administration communale de Wormeldange, 95, rue Principale à L-5480 Wormeldange.

Intitulé :
Extension et rénovation vestiaires football à Dreibern.

Description :
– Travaux de double maçonnerie de parement en blocs béton avec isolation thermique laine de roche : +/- 175 m² ;
– Travaux d'enduits de façade : +/- 300 m².

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
La visite des lieux est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les cahiers des charges et bordereaux de soumission peuvent être téléchargés sur le Portail des marchés publics du Grand Duché du Luxembourg. Les offres non remises sur des bordereaux originaux retirés sur le portail des marchés publics du Grand Duché du Luxembourg préindiqué ne seront pas prises en considération. Il ne sera pas procédé à des envois de bordereaux.

Réception des offres :
Le 16 janvier 2024 à 10.00 heures

Informations complémentaires :
Début des travaux : Début Mars 2024
Délai des travaux : 40 jours ouvrables

Date de publication de l'avis 2302599 sur [www.marches-publics.lu](#) :
05.12.2023

Le collège des Bourgmestre et Échevins :
Monsieur Max Hengel, Bourgmestre
Monsieur Claude Pundel, Échevin
Monsieur Mathis Ast, Échevin

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 02.02.2024
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux de gros-œuvre à exécuter dans l'intérêt de la police et du bâtiment administratif à Wiltz – nouvelle construction.

Description succincte du marché :
– Mise en œuvre concassé depuis transport aire de concassage : 10 400 to ;
– Isolation thermique sur murs enterrés : 880 m² ;
– Béton armé : 3 270 m³ ;
– Béton étanche : 1 200 m³ ;
– Coffrage : 16 250 m² (dont béton vu : 13 470 m²) ;
– Armatures : 705 to.
La durée des travaux est de 250 jours ouvrables, à débiter le 3^{ème} trimestre 2024.
Les travaux sont adjugés à prix unitaires.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics ([www.pmp.lu](#)).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
07.12.2023

La version intégrale de l'avis n° 2302650 peut être consultée sur [www.marches-publics.lu](#)

SNHBM
Société Nationale des Habitations à Bon Marché s.a.

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 19.01.2024 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
SNHBM 2B, rue Kalchesbruck
L-1852 Luxembourg.
Intitulé :
Lot portes métalliques, réf. MA4-1.
Description :
– L'exécution des travaux de portes métalliques d'un immeuble résidentiel, un commerce et un bureau à Mamer.

Peintures et sculptures exorcisantes

Lucien Kayser

Le moment de l'année invite à cette habitude, a fortiori pour le dernier numéro du *Land* dans la forme que vous avez sous la main, de choisir et de désigner, en toute subjectivité, l'exposition qui restera le plus fortement gravée dans la mémoire des pérégrinations des derniers mois. Qui pourrait être étonné de voir retenir le nom de Louise Bourgeois, son exposition à l'Unteres Belvedere, à Vienne, jusqu'au 28 janvier 2024. Les artistes sont rares, pas d'autres noms en l'occurrence, mais le lecteur saura à qui penser, qui touchent autant, interpellent, remuant avec pareille violence. Sans concession aucune, ni pour elle-même, ni pour celle ou celui qui s'y confrontent. Avec tous les risques, non, à l'en croire, c'est le contraire, « l'art est une garantie de santé mentale ». En tout cas, thérapie, exorcisme, ou non, le plaisir esthétique est immense, d'autant plus dans l'écrin des salles du palais (même inférieur) viennois.

Et si Louise Bourgeois est aujourd'hui une artiste identifiée par tout le monde, pour ses sculptures, les gigantesques araignées surtout, l'occasion est rare, a été inexistante quasiment en Europe jusqu'à maintenant, de connaître ses peintures, c'est-à-dire ce qu'elle a fait en premier, avant de délaisser les pinces. Soit dit en passant, c'est Fernand Léger, son maître des années trente, qui l'avait orientée dans ce sens, elle suivra son conseil bien plus tard, définitivement vers 1950, il reste qu'il y aura toujours des dessins, des gravures.

Un mot, puisque c'est le matériau de son art, de sa naissance (1911) dans une famille de restaurateurs de tapisseries anciennes, des infidélités du père, de la maladie de la mère qui mourra en 1932. Le père, lui, décédera en 1951, année où Louise Bourgeois entre en analyse. À son mariage, moins d'un mois après leur rencontre, en 1938, avec l'historien d'art Robert Goldwater, la voici qui part en Amérique : *Runaway Girl*, comme dit le titre d'un tableau de cette année-là. Une cellule, *Cell (Choisy)*, une cinquantaine d'année plus tard, véritable cage enfermant une maquette de la maison familiale, avec au-dessus la menace de la lame d'une guillotine. L'œuvre de Louise Bourgeois, à sa mort, en 2010, comprendra une soixantaine de *Cells*, dont *Last Climb*, où elle a sauvé l'escalier colimaçon de sa demeure new yorkaise.

Première exposition personnelle aux États-Unis en juin 1945, une seconde, deux ans après, avec 17 tableaux dont la série *Femmes Maisons*, des corps de femmes, sinueux, combinés, mixés, à des architectures, des maisons donc, rigides ; c'est la tête de la

« *When I do not 'attack', I do not feel myself alive* » : pourquoi Louise Bourgeois l'a fait avec le matériau de sa vie, partageant les émotions les plus vives

femme qui en est prise, son torse, des fois le corps tout entier est métamorphosé, emprisonné. Louise Bourgeois aura trouvé l'un de ses sujets, ou le plus obsédant, la féminité (est-elle féministe, à chacun de juger), et partant le couple et la sexualité. En 1951, elle fait le voyage d'Italie, tant prisé des artistes américains alors, et il en résultera, plus tard, une *Femme Maison* en marbre blanc, suivie d'une autre, en étoffe.

Le passage à la sculpture s'était fait dès la fin des années quarante, avec les *Personnages*, sortes de totems longilignes qui doivent sans doute autant à l'esprit surréaliste qu'à l'exemple de Giacometti. Suivra l'expérimentation avec toutes sortes de matériaux, plâtre, latex, résine... L'exposition viennoise a ce double avantage, elle retrace fidèlement le parcours de Louise Bourgeois, elle nous invite à tout moment à un va-et-vient entre les peintures, les dessins, les gravures et les sculptures. Le catalogue nous donnant en plus, sous forme manuscrite, bon nombre de textes de l'artiste, ses écrits psychanalytiques, elle rédigeait en français comme en anglais : « J'étais toujours consciente d'une possibilité de silence tombant comme le couvercle d'une tombe et m'engloutissant à tout jamais... ».

C'est peut-être contre cela que se dresse son art. Et cela fait qu'on n'échappe à aucun moment à l'urgence qui est la sienne. On a beau s'asseoir dans l'opulence baroque de la grande salle, en son milieu la cellule *Last Climb* nous rappelle immédiatement à l'ordre. Dans un temps axé sur la question de participation, d'inclusion, c'est le terme miraculeux qui est employé, disons que tout art qui vaille inclut, petit pan de mur jaune ou grand arc hystérique, et répétons qu'il interpelle, ce qui oblige à un retour. ●



Cell (The Last Climb), 2008

The Estate Foundation

28.07.2023 – 28.01.2024

D'histoires et d'art

Peindre au Luxembourg au XVIII^e siècle

Archaeology History Art

National
musée
um Föschmaart



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Culture



cargolux

www.nationalmusee.lu



The Runaway Girl, 1938



Jean-Claude Backendorf, au centre de son univers

Les aventuriers du rail

Benjamin Bottemer

Le TGV longe les lumières multicolores d'une fête foraine avant de passer près du haut-fourneau puis d'arriver en gare. Non loin de là, un feu s'est déclaré au dernier étage d'un immeuble : on voit les lueurs rouges des flammes au travers des fenêtres tandis qu'un camion de pompiers surgit, sirènes hurlantes. Nous sommes dans le sous-sol de Jean-Claude Backendorf, fanatique de modélisme ferroviaire. Chez lui, à Bonnevoie, il a investi trente mètres carrés pour installer son réseau ferroviaire miniature et conserver les 200 locomotives de sa collection. « Tout est commandé par un poste d'aiguillage TCO allemand, similaire à celui utilisé au Luxembourg », précise Jean-Claude, qui a choisi de se concentrer sur le monde du rail luxembourgeois. « Comme le Grand-Duché est un nœud ferroviaire, on peut y faire figurer du matériel français, belge et allemand, explique cet ingénieur-mécanicien de formation. L'idée est de s'amuser mais aussi d'être dans la recherche permanente de réalisme ».

Pour dénicher des modèles du monde entier, on peut se rendre chez MBS-L, à Strassen. Xavier Willems nous accueille dans le magasin fondé par son père en 1981. On y trouve locos et wagons à différentes échelles avec les rails correspondants, des véhicules, de la décoration (dont un large choix de pelouses), sans oublier toute l'électronique qui s'est invitée dans le monde du chemin de fer miniature il y a quelques années. « Le digital a tout changé : on peut utiliser dix locos sur le même rail et bénéficier de toute une

palette de sons », indique le commerçant. L'atelier de MBS-L propose l'entretien et la réparation du matériel, voire la création d'un réseau ferroviaire complet si vous n'avez pas le courage de le construire de vos mains. « Tout est possible ou presque. En termes de coût, ça peut atteindre le prix d'un appartement », glisse Xavier.

Nous nous arrêtons devant la vitrine dédiée au Luxembourg : des voitures de la Gendarmerie grand-ducale et des wagons siglés Arbed côtoient des modèles historiques comme la locomotive à vapeur CFL 5519, affichée à 470 euros. Comptez environ cinquante euros pour un wagon, entre 80 et 800 pour une loco... Mais les prix peuvent monter bien plus haut, notamment pour les modèles en laiton. À ces tarifs-là, peut-on encore parler de jouets ? « On vend des jouets pour les grands... comme Ferrari, sourit Xavier Willems. Nos clients sont souvent des gens qui avaient des trains miniatures lorsqu'ils étaient enfants, et qui, à l'âge adulte, ont les moyens de vivre leur passion à fond. » On nous montre un modèle réduit de la T7, une locomotive à vapeur identique à celle qui roule encore dans le Minettpark Fond-de-Gras à Niederkorn : un modèle exclusif que MBS-L a fait fabriquer. « La demande peut également venir des marques. On peut rassembler toute une documentation pour aider à la fabrication ».

À Bonnevoie aussi, quelques exclusivités sont à découvrir. Jean-Claude Backendorf est le secrétaire du Module club, l'une des plus importantes

associations du Luxembourg avec 300 membres. Son président, Robert Eiffes, qui a passé trente ans au sein des Chemins de Fer luxembourgeois, exhibe fièrement leur toute dernière commande : la loco militaire USA TC classe S100, apportée au Luxembourg par les États-Unis en 1945. « On fait fabriquer un modèle par an environ, à destination de nos adhérents uniquement » détaille le président. Le Module Club organise chaque année depuis 1993 le Model Railway Exchange à Steinsel, une bourse attirant soixante exposants et 600 visiteurs ; beaucoup de familles avec enfants, et des passionnés ayant dépassé la quarantaine. « C'est vrai qu'il y a un creux entre quinze et 35 ans » note Robert Eiffes. « Internet est le nouveau lieu de rassemblement de la communauté, où de plus en plus de jeunes créent des chaînes de vidéos dédiées à cet univers » selon Xavier Willems.

Chez Jean-Claude Backendorf, des travaux sont imminents : lui qui a vécu enfant dans un bâtiment de la gare de Clemency aimerait reproduire celle-ci à l'échelle HO, au 1/87^e. Également fils de cheminot, il a commencé à vivre sa passion à l'âge de cinq ans. À partir de 2001, il s'est attelé à la construction d'un réseau qui n'a cessé de s'étendre. « Avec l'âge, ça devient difficile de s'y faufiler » rigole-t-il en se penchant pour passer sous les voies. Pour gagner un peu de place, il a même percé l'un des murs de sa cave. Dans cet univers en miniature, tenir un morceau d'Histoire et un peu de son enfance au creux de la main vaut bien toutes les folies. ●

Stil

DER BAUM



Weihnachtsbaum

In der Antike wurde die Tanne zur Wahrsagerei verwendet, heute steht der Weihnachtsbaum – über die christliche Symbolik hinausgehend – für Wärme, Freude und Familie. So referenziert Paul Bleser den

Weihnachtsbau in seinem mehr als 700-seitigen Buch *L'arbre*. Der Jurist und Mouvement-Ecologique-Mitglied geht darin auch auf den grünen Bürgermeister Pierre Hurmic ein, der entschied keinen 15 Meter hohen „toten Weihnachtsbaum“ mehr in Bordeaux aufzustellen, der ihn insgesamt 60 000 Euro kosten würde (Foto: Bordeaux Tourisme). Damit hatte er eine Debatte über Alternativen zu Tannenbäumen initiiert. Alternativen sind beispielsweise Glasskulpturen, Tannenbaumfiguren, die aus Holz geschnitzt werden, oder zusammengebundene Zweige. In Blesers Buch geht es nicht nur um Bäume, sondern auch um „fantastische Pilze“. So notiert er Referenzen auf den Mykologen Paul Stamets, der behauptet, psychedelische

Pilze würden es ihm erlauben, mit der Pflanzenwelt Kontakt aufzunehmen. Übrigens: Einige Kulturhistoriker sind davon überzeugt, dass die Bilderwelt des Weihnachtsmannes mit dem Fliegenpilz in Verbindung zu bringen ist. Im nordeuropäischen Schamanismus seien in vorchristlichen Zeiten Wald-Rituale für die Zeit der Wintersonnenwende durchgeführt worden. Man habe sich während des sogenannten Jul-Fest mit Hilfe des Pilzes in Trance versetzt, um zum „Großen Rentiergeist“ zu reisen. Der Jurist Paul Bleser will in seinem Buch nicht nur mythologische Aspekte bezüglich Bäumen thematisieren, sondern vor allem erörtern, ob Bäume Rechtssubjekte sein können. Er zeigt sich besorgt über das Waldsterben und möchte juristisch gegensteuern. [sm](#)

DIE PERSÖNLICHKEIT

Loïc Juchem

Der *RTL*-Journalist Loïc Juchem läuft mit Marjolijne Frieden durch den Ernster-Buchladen am Kneudler. Zeigt dann auf ein Buch und fragt: „Déi Madamm hei, kennt der déi scho perséinlech?“ Er hebt das Cover von *Un amour souverain* in die Kamera, das die Großherzogin zusammen mit Stéphane Bern vor zwei Jahren



herausgebracht hat. Die Juristin Marjolijne Frieden bejaht, das großherzogliche Paar sei „ganz ganz gentil“. Juchem arbeitet seit 2017 für *RTL* und studiert nebenbei an der Universität Luxemburg Erziehungswissenschaften. Mittlerweile hat er sich zum Gesicht des Boulevard-Journalismus hochgemauert, sitzt dabei auch gerne neben Größen aus der Politik – wie im November im Dienstwagen von Paulette Lenert. Das unterscheidet ihn von anderen Boulevard-Journalisten und bringt ihn in die Nähe des Autors von *Un amour souverain* - Stéphanie Bern. Der fanko-luxemburgische „Adelsexperte“ kennt sich auf Schloss Berg aus. Und auch Loïc Juchem gibt an, ihn würde es reizen, Greta Thunberg zusammen mit Großherzog Henri zu interviewen. Durch ihre konfrontationslose und politikbereinigte Art eignen sich

beide auch für die Moderation von TV-Shows. So würde es nicht überraschen, wenn Juchem die Moderation des Eurovision-Song-Contest kassiert. [sm](#)

DAS OBJEKT

Bright like a diamond

In den letzten Wochen gab es in den Medien vermehrt genaue Anleitungen dazu, wie man dem elenden Winterblues entkommen kann. Dort hieß es, man solle in der dunklen Jahreszeit nun Bewegung priorisieren, um zufriedener durch den Tag zu kommen und nicht in die passenderweise SAD (Seasonal Affective Disorder) genannte, saisonale Depression zu verfallen. Lesen: Ja, aber nicht zu viel auf



der Couch rumlummeln. Alkohol trinken: Ja, aber in Maßen! Den sozialen Kontakt nicht verlieren, regelmäßig an die frische Luft, versteht sich. Eine weitere Idee sind LED-Leuchten, die Tageslicht simulieren und das Gemüt aufhellen, indem sich Nutzer/innen mindestens 30 Minuten täglich anleuchten lassen. Hersteller wie Philips und Lumie bieten sie ab 75 Euro an, um sie entweder aufs Büro oder auf das Nachtschränken zu stellen. [sp](#)

